

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 12785 — 4,50 F

LE DJIHAD ISLAMIQUE ET LES OTAGES DE BEYROUTH

Paris « prend au sérieux » le communiqué annonçant l'assassinat de Michel Seurat

La revendication, mercredi 5 mars à Beyrouth, par le Djihaïd islamique de l'« exécution » de Michel Seurat, l'un des quatre otages français détenus au Liban, est « prise au sérieux » à Paris. Dans son communiqué, l'organisation extrémiste lie l'assassinat du chercheur français à l'expulsion par Paris de deux opposants irakiens vers Bagdad, où l'un d'eux aurait été exécuté.

Questions

Toutes les explications qu'on nous livre, à commencer par celle de M. Roland Dumas, ne changent rien au constat : les autorités françaises ont perdu le contrôle de l'affaire des otages capturés au Liban en laissant les kidnappeurs et leurs protecteurs — qui se trouvent aussi bien à Damas qu'à Téhéran — en faire un formidable moyen de pression pour que Paris révoque sa politique dans le conflit Irak-Iran.

En mettant le doigt dans ce diabolique engrenage, le ministre des Relations extérieures ne condamne pas à se montrer plus déterminé et plus net, encore que ses interlocuteurs. Il s'y est pas parvenu et, qu'on le veuille ou non, on peut craindre aujourd'hui qu'un des otages n'ait été victime de la cynique rébellion des « fous de Dieu ». Accepter de négocier l'interminablement, multiplier les concessions, c'est d'une certaine manière entrer dans la logique des pressions d'otages dont le but ultime et pervers consiste à inverser les rôles et à rendre Paris responsable de la vie des otages : est payante et est dans un cycle infernal ; si tel objectif a été atteint grâce à nos actions, pourquoi ne pas réclamer plus encore de nouvelles exigences ?

Le gouvernement français ne peut faire valoir ses raisons : il est difficile de refuser d'admettre et de convaincre l'opinion publique qu'un État ne peut pas modifier sa diplomatie selon les humeurs d'un ou deux groupuscules, fussent-ils, comme il existe dans ce genre de situation, des forces à ne pas négliger. Qu'il y ait trop de otages ou pas, il ne faut pas confondre une sorte de valeur marchande et une valeur stratégique. Les otages qui sont en possession de cartes militaires.

Toujours est-il que les autorités françaises n'ont pas cherché à adopter une attitude nécessairement impopulaire et qu'il aurait fallu longuement justifier. Elles ont préféré, semble-t-il, accélérer considérablement la normalisation des rapports avec Téhéran et prendre en compte certaines demandes systématiques. Est-on allé jusqu'à multiplier les discrètes livraisons d'armes à l'Iran, qui avaient commencé avant même la prise des otages ? M. Fabius le nie ; M. Dumas aussi. C'est pourtant un bruit qui courrait avec insistance depuis plusieurs mois dans les milieux bien informés du Proche-Orient. Si les déléguations du gouvernement se révélaient finalement faibles, on continuerait cependant à s'interroger sur sa capacité à savoir ce que l'on fait en son nom.

Plus grave encore est la « lavure » qui a consisté à livrer à Bagdad deux opposants irakiens qui risquaient la peine capitale et l'ont peut-être déjà subie. Comment un gouvernement qui se glorifie la peine de mort peut-il livrer des hommes à un pays qui en fait grand usage ? Comment M. Dumas peut-il expliquer aujourd'hui que les deux irakiens étaient considérés alors que leur expulsion avait insisté avant leur expulsion sur le sort qui les attendait à Bagdad ?

M. Dumas a demandé ce jeudi à l'opposition de ne pas exploiter à des fins électorales une affaire éminemment pénible. Certes ! Mais cet appel aurait plus de chances d'être entendu si les autorités prenaient leurs responsabilités, au lieu de s'enfermer soit dans le silence, soit dans des démentis aussi effarouchés que peu convaincants.

De notre correspondant

Beyrouth. — On ne savait que penser, ce jeudi matin 6 mars, à Beyrouth, de l'assertion du Djihaïd islamique qui dit avoir « exécuté » l'un des quatre otages français du Liban, le chercheur Michel Seurat.

Aucun corps n'a été retrouvé : l'ambassade de France ne semble disposer d'aucun indice matériel, et le communiqué du Djihaïd islamique ne fournit aucune indication qui permettrait d'en établir la véracité.

Si un proche de la famille Seurat a exprimé des doutes — estimant que le chercheur « serait le dernier à être exécuté car il connaissait très bien le Moyen-Orient » —, il reste que le Djihaïd

islamique n'a pas coutume de revendiquer ses « opérations » à la légère.

Le communiqué — trois longues pages dactylographiées — a été distribué mercredi soir à des agences de presse à Beyrouth et à des quotidiens libanais. Il est accompagné d'une photo Polaroid de Michel Seurat, ami, mal rasé, en chemise.

Texte et photo ne donnent aucune information explicite sur le lieu de détention des otages, qui, selon certaines indications, auraient été regroupés dans la plaine de la Bekaa, un des fiefs des militants intégristes islamiques.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 2.)

LA FIN DU VINGT-SEPTIÈME CONGRÈS

La direction soviétique profondément remaniée

M. Mikhaïl Gorbatchev a prononcé ce jeudi 6 mars en fin de matinée le discours de clôture du vingt-septième congrès. Les délégués ont longuement applaudi le numéro un, « unanimement » reconduit dans ses fonctions de secrétaire général par le nouveau comité central élu mercredi. La direction soviétique a été profondément remaniée.

De notre correspondant

Moscou. — Le bureau politique compte désormais douze membres à part entière, un de plus que précédemment, avec l'entrée de M. Lev Zaïkov. Ainsi se reconstitue une sorte de troïka composée de MM. Gorbatchev, Ligatchev (idéologie), et Zaïkov (industrie et armement), membres à la fois du bureau politique et du secrétariat. M. Zaïkov, qui a soixante-trois ans, a fait pratiquement toute sa carrière à Leningrad ; il a une formation d'ingénieur et un diplôme d'économie.

M. Kouznetsov (quatre-vingt-cinq ans), premier vice-président du Soviet suprême, perd sa place de suppléant ainsi que M. Ponomarev (quatre-vingt et un ans) qui quitte aussi le secrétariat du comité central où il suivait les

pays frères. Font leur entrée au secrétariat du comité central : MM. Dobrynine, Medvedev, Razoumovsky et Yakovlev, ainsi que M^{me} Alexandra Birioukova. C'est la première femme à accéder à des fonctions dirigeantes au sein du parti après la chute d'Ekatérina Furtseva en 1961.

L'arrivée de M. Dobrynine au secrétariat est un petit événement. L'ancien ambassadeur à Washington ne faisait pas mystère depuis des années de ses ambitions. On avait cru un moment qu'il succéderait à M. Gromyko à la tête de la diplomatie. M. Yakovlev, qui est responsable de la propagande, pourrait être le porte-parole attitré du Kremlin. M. Razoumovsky devrait continuer à s'occuper des cadres.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire nos informations page 36.)

Bourse :

les cours du matin
Le Monde publie la cote des trente valeurs inscrites à la séance du matin.

PAGE 36

Le programme des partis

Leurs propositions dans le domaine économique, social et financier.

PAGES 12 et 13

Les combats au Tchad

Une nouvelle attaque repoussée par les troupes gouvernementales.

PAGE 4

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 14) • Société (23 et 24) • Culture (25) • Communication (26) • Économie (30 à 35)

Programmes des spectacles (26) • Radio-télévision (27) • Journal officiel, Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (27 et 28) • Carnet (29) • Annonces classées (29)

UN ENTRETIEN AVEC M^{me} AQUINO

Le nouveau combat de Cory

De notre envoyé spécial

Manille. — La nouvelle présidente des Philippines, M^{me} Corason Aquino, dirige le pays du bureau qui fut le sien au cours de sa campagne électorale, situé au septième étage d'un immeuble du quartier de Makati appartenant à son frère. Il règne toujours, au sein de la famille Aquino, sur le siège temporaire du gouvernement de M^{me} Aquino, qui a décidé de ne pas habiter le palais de Malacanang, symbole des extravagances du régime Marcos, une animation quelque peu brouillonne.

Dans les couloirs et les ascenseurs, on croise pêle-mêle équipes de télévision, ambassadeurs et émissaires étrangers, qu'on dirait des ministres, qu'on dirait des jeunes femmes, pour la plupart des membres de la famille Aquino, qui forment l'escouade de volontaires de la campagne électorale. Le service de sécurité est plus symbolique qu'efficace. Il est vrai que la présidente est fataliste : « Si quelque chose doit arriver, rien ne l'empêchera », nous dit-elle en souriant.

Elle n'a pas changé de comportement. Simplement, elle

demande désormais qu'on prenne un rendez-vous pour la voir. Mais elle s'étonne gentiment lorsqu'on l'appelle madame la présidente. « Pourquoi ne m'appellez-vous plus Cory ? » Dans la petite pièce qui lui sert de bureau, avec deux secrétaires travaillant sur une petite table couverte de téléphones, qui sonnent sans discontinuer, M^{me} Aquino, vêtue de son habituelle robe jaune, a conservé une détermination sereine, qu'elle doit cependant, aujourd'hui, muer en force politique.

« Vous avez mobilisé l'espoir, vous avez gagné. Mais vous avez désormais devant vous une bataille encore plus difficile à mener : ne pas décevoir. Que pensez-vous que les Philippines attendent de vous ? »

— D'abord certainement un assainissement de la situation laissée par M. Marcos et un démantèlement du système de dictature qu'il avait mis en place. Et ensuite la justice sociale : porter finalement attention à cette majorité de la population qui aspire à une vie meilleure. C'est là ma première préoccupation.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 5.)

UN ARTICLE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

Au-delà des fausses querelles

par PAUL COLES

Je relève avec satisfaction qu'il existe sur les questions de défense plusieurs points d'accord entre la majorité et l'opposition. J'en retiendrais quatre, qui me paraissent essentiels :

1) M. Giscard d'Estaing et M. Chirac reconnaissent, comme le président de la République, qu'il n'y a pas d'antagonisme dans le déclenchement de notre force nucléaire stratégique, sauf en cas de menace directe et grave contre le territoire national. Ils acceptent que la mise en cause des intérêts vitaux de la France ne peut être définie a priori : l'appréhension en revient, au cas par cas, au chef de l'État, seul habilité à déclencher le feu nucléaire. Bien que tous les responsables de l'opposition ne partagent pas ce point de vue, le bon sens prévaut : comme le pense aussi M. Barre, une force nucléaire stratégique ne se partage pas.

2) L'état de notre force stratégique est reconnu de bon ton. Dont acte.

3) L'opposition, tout comme le gouvernement, estime fondamentalement pour notre pays de maintenir

une capacité d'intervention extérieure, afin de pouvoir manifester notre solidarité auprès de nos amis et alliés.

4) Nous sommes tous d'accord pour renforcer l'identité européenne de défense. L'appartenance à l'alliance atlantique restera pour longtemps encore le fondement de la sécurité en Europe, mais les Européens doivent compter davantage sur eux-mêmes. En Europe, une solidarité particulière nous lie à la RFA, avec laquelle nous partageons des intérêts de sécurité communs. C'est dans cet esprit qu'à l'occasion du dernier sommet franco-allemand et dans le cadre de la mise en œuvre du traité de l'Elysée de 1963 le président de la République a ouvert la voie à des consultations avec la RFA portant sur l'armement nucléaire stratégique, en excluant tout partage de la décision.

Dans la chaleur du climat électoral, plusieurs fausses querelles ont surgi. On peut les écarter sans peine.

1. — La seconde composante stratégique : Les forces nucléaires stratégiques françaises reposent actuelle-

ment sur trois systèmes d'armes : les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, les missiles sol-sol du plateau d'Albion, les bombardiers Mirage IV.

La composante Mirage IV devrait cesser d'être opérationnelle vers 1996. Les progrès dans la précision des missiles pourraient, vers la fin du siècle, rendre les silos d'Albion vulnérables à une attaque surprise. La France ne disposerait donc plus vers 2000 d'un seul système invulnérable : les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Pour continuer à disposer de deux composantes stratégiques, il avait été envisagé de mettre en service un système de missile sol-sol balistique dénommé SX, dont la mobilité par camion routier aurait dû considérablement limiter la vulnérabilité à une première frappe.

M. Giscard d'Estaing, tout comme M. Chirac, reproche au gouvernement de ne pas avoir encore lancé ce programme, dans le même temps où MM. Léotard et Fillon nous disent que nous n'avons pas les moyens de le réaliser.

(Lire la suite page 23.)

« LA RATE », LE DERNIER ROMAN DE GUNTER GRASS

Les survivants de l'Apocalypse

La Rate, la femelle du rat (Die Ratte), le dernier roman de l'écrivain allemand Günter Grass, fait déjà figure d'événement. Mise en garde contre les tendances autodestructrices de l'humanité, le livre a été écrit en 1984 et 1985, après une pause de plusieurs années dans le travail d'écriture de l'auteur du Turbot et du Tambour.

L'héroïne, une rate, poursuit avec l'auteur-narrateur un dialogue philosophique portant notamment sur les diverses catastrophes qui se sont abattues sur le monde et se sont transmises dans la mémoire récente de l'Allemagne au milieu du mythe et de la réalité. A la fin, seuls les rats survivent à l'apocalypse nucléaire et prennent le pouvoir dans la cité des humains.

Grass avait déclaré en novembre dernier à l'hebdomadaire Die Zeit

qu'il s'agissait sûrement de son dernier roman. Nous avons demandé à Eva Figs de faire un portrait de l'auteur du Tambour. Cette romancière anglaise (trois de ses livres ont paru en France : *Eveils* et *Equinox*, chez POL-Hachette Littérature, et *Lumières*, l'an dernier, chez Rivages).

— en réalité née en Allemagne, qu'elle quitta très jeune pendant le nazisme, — est, depuis longtemps, une amie de Grass. Elle est, d'ailleurs, une des « cuisinières » du Turbot, sous le nom de Sophie, la féministe militante. Elle vient de passer quelques jours près de Hambourg, où résident Grass et sa famille.

Elle-même publie en mai prochain, chez Hamish Hamilton à Londres, un gros roman intitulé *The Seven Ages*, une sorte de Turbot féministe qui retrace mille ans de l'histoire de l'Angleterre à travers une série d'accouchements. Pour ce

livre, elle a inscrit en épigraphe : « A Günter Grass, de la part de Sophie... »

NICOLE ZAND.

(Lire page 20 le portrait-entretiens de Günter Grass par Eva Figs.)

Le Monde

DES LIVRES

— Le Clézio dans ses îles.
— Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « La Bataille de Wagram », de Gilles Lapouge.

Pages 15 à 22

De son côté, le Comité international des scientifiques pour la libération de Michel Semra et des otages de Liban déclare, dans un communiqué, qu'il ne peut croire à l'assaut du chercheur, estimant que « le sens de l'honneur des religieux que sont les musulmans ne peut permettre un tel acte ». Il appelle la communauté scientifique à se mobiliser pour la libération des otages. — (AFP).

•

هكذا في الأصل

AFRIQUE

LE CONFLIT AU TCHAD

Les combats d'Oum-Chalouba-Kalaït ont tourné à l'avantage des troupes gouvernementales

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — Une fois encore, ce n'était pas la « grande » offensive impliquant directement les troupes libyennes : les combats qui se sont déroulés, mercredi 5 mars, en début d'après-midi, au nord du Tchad, dans la zone de Kalaït-Oum-Chalouba, ont opposé aux Forces armées nationales tchadiennes (FANT) qu'environ huit cents éléments de l'ANL (Armée nationale de libération), branche armée du GUNT de M. Goukouni Oueddei.

Ceux-ci ont engagé une offensive sur trois fronts et ont été repoussés, puis pris en chasse par les forces du président Hissène Habré, à l'issue de brèves mais meurtriers combats. Les forces aériennes françaises basées au Tchad ne sont pas intervenues, dit-on, en raison de la capacité des FANT à contrôler assez vite la situation. Les Jaguar et Mirage, ont cependant pris l'air à partir de 15 h 30 pour se livrer à des reconnaissances aériennes à vue (RAV).

Les affrontements sur le terrain ont commencé à 13 heures (heure de Paris et de N'Djamena). Dès la veille au soir, l'état-major des FANT avait pu une nouvelle offensive était en cours. De sources occidentales concordantes, on avait d'ailleurs connaissance depuis quarante-huit heures — grâce notamment à l'interception des communications radio entre les éléments avancés de l'ANL et les bases arrière de Faya-Largeau et Fada — que les troupes libyennes — que « quelque chose » se préparait.

Une première colonne d'éléments hostiles à N'Djamena, descendue de Faya-Largeau, s'est heurtée aux forces gouvernementales à 10 kilomètres au nord d'Oum-Chalouba. Les combats ont duré environ une demi-heure, à l'issue de laquelle les FANT ont récupéré une automotrice Cascadelle (de fabrication brésilienne), plusieurs Toyota armées, faisant, d'autre part, capturer un prisonnier. Une deuxième colonne est descendue de Fada en direction de Kalaït (qui est éloignée de 11 kilomètres d'Oum-Chalouba, sur la même ligne), puis s'est scindée en deux groupes distincts, le premier continuant directement sur la base des FANT, le second infatigablement à progression vers l'est, en direction de Ito, pour avancer sur Kalaït dans un mouvement en tenaille. Ces deux groupes, avertis de la contre-offensive des FANT à partir d'Oum-Chalouba, ont alors tenté de rebrousser chemin. C'est là, à 6 kilomètres de Kalaït, qu'ils ont été « accrochés » par les forces du commandant en chef des FANT, le « com-chef » Hassane Djamous.

Intense activité aérienne

A cet endroit, les combats semblent avoir été extrêmement meurtriers. Un avion gros-porteur C-130 tchadien devait regagner N'Djamena dans la soirée, avec des blessés et des prisonniers. Les FANT ont alors poursuivi leur contre-offensive, remontant vers le nord. Sur l'axe Faya, elles s'étaient arrêtées, mercredi soir, environ une heure avant le coucher du soleil (soit 18 h 30), à 70 kilomètres au nord d'Oum-Chalouba, sur l'axe Fada, à 50 kilomètres de Kalaït. Dans cette zone, les éléments avancés des FANT, stationnés à Ito, n'ont pas quitté leur emplacement. Compte tenu de leurs éléments qui sont stationnés les plus au nord, on ne man'se pas de constater que les forces tchadiennes ont gagné un avantage stratégique important. Lors de ces combats, les FANT ont pu aligner de trois mille à quatre mille hommes, contre, semble-t-il, moins d'un mil-

lier en face. La « fameuse » escadrille de six avions Mirage III SF 260 d'attaque au sol dont dispose le GUNT, qui se trouverait à Gouassi (à 200 kilomètres au nord-est de Faya), n'est pas intervenue dans les combats, ni l'aviation libyenne. Pendant ces affrontements, les avions de la chasse française basée à N'Djamena, mis en alerte maximum depuis la veille, ont commencé à décoller. Pendant plusieurs heures, une intense activité aérienne a régné sur la piste de l'aéroport de la capitale tchadienne. Au moins deux Mirage F-1 et huit avions Jaguar ont pris l'air, se barrant, indique-t-on de source française, à des vols de reconnaissance.

Ces affrontements, qui ont été confirmés très rapidement de sources diplomatiques occidentales, grâce à des moyens de renseignement autonomes, se sont donc arrêtés avant la nuit, le président tchadien, M. Hissène Habré, choisissant apparemment de ne pas pousser son avantage, par exemple vers Fada, qui pourrait constituer un objectif à la portée de ses troupes. On ignorait encore mercredi soir si l'intention de l'état-major des FANT était d'interrompre la contre-offensive, voire de regagner les positions occupées avant les combats, ou, au contraire, de remonter vers le nord.

Cette deuxième offensive, qui intervient dix-neuf jours après la fin des affrontements du 10 au 14 février, laisse perplexes les milieux diplomatiques occidentaux, qui s'interrogent sur les objectifs que poursuit le colonel Kadhafi. Ce nouveau succès remporté par les troupes tchadiennes pourrait avoir en effet provoqué des pertes sévères dans les rangs de l'ANL, dont une part importante des effectifs sont enrôlés par la Libye dans les pays de la sous-région, notamment le Bénin et le Nigeria.

Des visées plus diplomatiques que militaires

A chaque fois, le dirigeant libyen ne se donne pas les moyens d'emporter la décision sur le terrain, semblant préférer, comme le souligne un observateur français, que « les Libyens se fassent massacrer jusqu'au dernier Tchadien ».

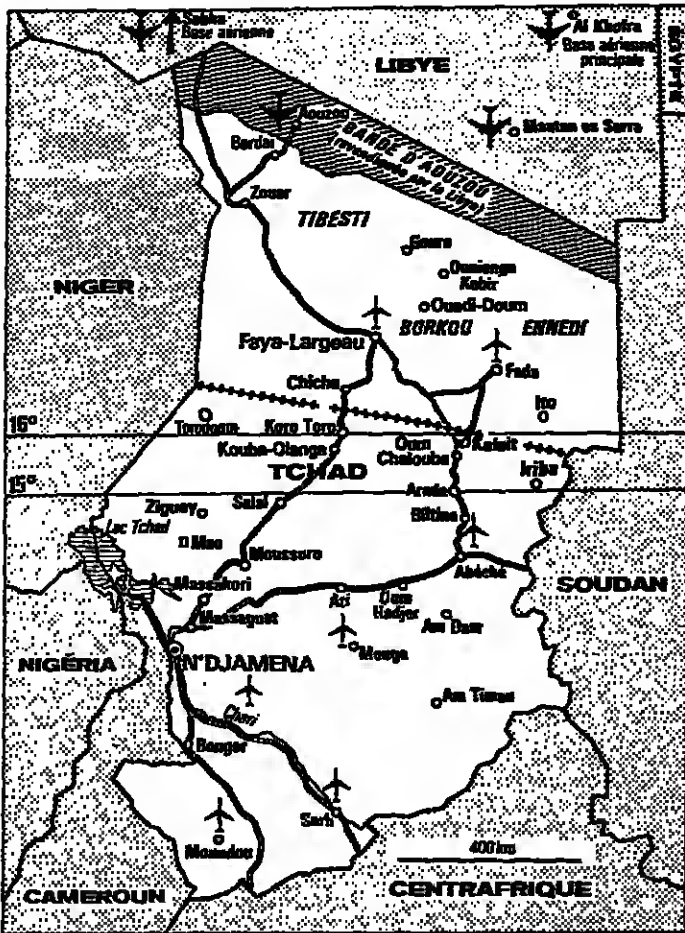
En fait, les visées du chef de la Jamahiriya libyenne semblent être plus diplomatiques que militaires : il s'agit sans doute davantage, pour Tripoli, d'entraîner les avions français à ouvrir le feu, au-delà du scizisme, parallèle, sur des « Tchadiens » (puisque seuls ceux-ci s'affrontent jusqu'à présent sur le terrain), afin de montrer à l'opinion publique internationale que la France intervient militairement dans les querelles « inter-tchadiennes », que d'étendre sa présence et son influence vers le sud.

A poursuivre ce jeu de petites offensives, dont le bilan en hommes et en matériel s'alourdit sans cesse, les troupes du GUNT et « assimilées » risquent effectivement de devenir un « mythe », comme l'affirment les autorités de N'Djamena. Si, de source militaire tchadienne, on affirme que l'ANL ne compterait plus aujourd'hui que 1 300 hommes (avec les éléments « suppléants »), cette estimation est de près de 2 500 hommes (dont environ 1 500 pour l'ANL) pour les militaires français. Les FANT, elles, auraient concentré environ 6 000 hommes dans le Nord tchadien.

A Faya et Fada, en revanche, d'importantes forces libyennes sont regroupées, disposant d'un armement lourd, notamment de BMP (engin blindé disposant d'un canon de 73 mm et de missiles sol-air) et de BM-21 (lance-roquettes multiples). L'aviation de Tripoli, depuis le bombardement par la chasse française de la piste d'Ouadi-Doum, connaît une nette régression de ses capacités opérationnelles.

Les forces françaises, pour leur part, depuis l'opération Manta — et peut-être aussi depuis la publication du livre de « Spartacus » sur cette opération — ont considérablement amélioré leur capacité de réaction en cas de menace grave. Les liaisons entre l'état-major de l'opération Epervier et Paris sont immédiates, et l'Élysée, qui peut donner l'ordre aux Jaguar d'ouvrir le feu, est tenu au courant des développements de la situation sur le terrain, minute par minute. L'implication éventuelle de l'aviation française dans les combats paraît toutefois assurée si les forces du président Hissène Habré étaient gravement menacées.

LAURENT ZECCHINI.



Le président du Congo va poursuivre sa mission de conciliation

De notre correspondant

Nairobi. — « Jusqu'à maintenant, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) n'a jamais résolu aucun problème, et ce serait un miracle si elle réussissait à régler la question de l'agression libyenne », avait récemment affirmé M. Hissène Habré. Devant la conférence des ministres des affaires étrangères de l'OUA, qui vient d'achever ses travaux à Addis-Abeba, M. Ké Oumara, son secrétaire général, avait, en effet, indiqué qu'« il fallait rapidement envisager de nouvelles initiatives » face à la détérioration de la situation au Tchad. Pour ce faire, il avait annoncé la convocation, le mercredi 5 mars dans la capitale éthiopienne, d'un mini-sommet des neuf États membres du bureau exécutif de l'organisation panafricaine (1).

Finalement, le miracle n'a pas eu lieu. La conférence des ministres s'est prudemment contentée d'évoquer les points de vue des deux belligérents sans en débattre au fond, refusant, comme l'aurait souhaité la Libye, de condamner, dans une résolution, « l'agression française ». Quant au mini-sommet auquel n'ont participé que MM. Abdou Dion, Denis Sassou Nguesso et Mohamed Abdelaziz, respectivement présidents du Sénégal, du Congo et de la République arabe sahraïenne démocratique, il a simplement demandé à M. Santos Nguesso de continuer la mission de conciliation

que lui avait confiée, en 1985, l'OUA à propos du Tchad et de s'y employer en liaison avec ses homologues libyens et gabonais.

Le Tchad mis à part, la conférence des ministres traita, en tout cas, retrouvé sa belle tranquillité pour dénoncer « énergiquement » les « actes d'intimidation » des États-Unis vis-à-vis de la Libye, accusée par eux de soutenir le terrorisme international.

Se rangeant aux arguments de M. Oumara, le conseil des ministres avait adopté un budget de rigueur — 25,5 millions de dollars — pour l'exercice 1986-1987. Ces mesures devaient notamment aboutir à la fermeture de trois des seize bureaux régionaux — Ghana, République centrafricaine et Ouganda — et surtout au licenciement d'une bonne centaine de fonctionnaires dont l'effectif a plus que doublé depuis 1978.

« Nous ne pouvons plus nous permettre, comme dans le passé, de consacrer 80 % de nos ressources financières à des frais de personnel », a souligné M. Oumara. L'un d'autant moins supportable qu'à la fin de janvier dernier le montant des cotisations impayées des États membres s'élevait encore à 40,5 millions de dollars.

JACQUES DE BARRAL.

(1) Bénin, Botswana, Congo, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Malawi, République arabe sahraïenne démocratique, Sénégal et Soudan.

République sud-africaine

LES OBSÈQUES DES VICTIMES DES ÉMEUTES D'ALEXANDRA

« Il n'y a pas de voie facile vers la liberté »

De notre correspondant

Johannesburg. — Dix-sept cercueils, tous recouverts du drapeau noir, vert et or, les couleurs de l'ANC (Congrès national africain), sont alignés sur le stade d'Alexandria. Une partie seulement des vingt-trois victimes officiellement recensées au cours des quatre journées d'émeutes qui ont ensanglanté cette cité noire du 15 au 18 février, aux portes mêmes de Johannesburg. Vingt mille personnes, dont de nombreux Blancs ainsi que sept représentants de missions diplomatiques étrangères, ont assisté, mercredi 5 mars, à ces obsèques qui comme d'habitude se sont transformées en tribune politique.

Il fait une chaleur torride sur le stade situé au centre de ce gigantesque bidonville de 100 000 habitants qui porte encore les traces d'une des plus violentes émeutes que les ghettos noirs sud-africains aient connus : des voitures incendiées, des taches noires de pneus brûlés, des boutiques détruites. La presse est autorisée à pénétrer sur les lieux par l'impressionnant dispositif policier mis en place à toutes les entrées. Mais l'accès aux funérailles est interdit aux photographes et aux caméraman. Les voitures et les sacs à main sont minutieusement fouillés.

Les habitants d'Alexandria ont organisé la cérémonie, et des jeunes, revêtus du même tee-shirt barré de cette phrase : « La massacre d'Alexandria : il n'y a pas de voie facile vers la liberté », se proposent pour guider les arrivants. Un cheminement à travers des ruelles défoncées, des tas de débris et des maisons lépreuses surplombées, au milieu des tas d'ordures et d'égoûts à ciel ouvert.

Située à une quinzaine de kilomètres du centre de Johannesburg, cette cité noire a toujours été considérée comme un abîme à proximité des riches quartiers blancs de Sandton et de la zone industrielle de Wynberg. Les autorités voulaient la supprimer. Elles y ont finalement renoncé en 1979 face à la résistance de ce foyer chaud de la lutte anti-apartheid. Cette année-là, un ministre, M. Piet Koornhof, avait promis de faire d'Alexandria une township modèle. Aujourd'hui, une très grande partie n'a toujours pas l'électricité et quarante personnes en moyenne se partagent quatre toilettes et un seul robinet d'eau. Dix mille résidents sont inscrits sur les listes d'attente pour pouvoir bénéficier d'un toit.

Périodiquement, Alexandria s'enflamme. La moindre étincelle rallume cette pépinière du mouve-

ment nationaliste noir. Le 15 février, ce fut à la fin des obsèques de deux Noirs que les violences ont resurgi. La police n'a pas fait de détail contre les lanceurs de cocktails Molotov qui s'attaquaient aux bâtiments industriels tout proches. Des arrestations massives ont été opérées. Les conseillers municipaux et les policiers noirs ont fui la révolte et la menace qui pesait sur leur vie.

« Nous sommes fatigués »

En ce jour de funérailles des jeunes, gimbok (longue tunique souple) au poignet, reposant vers le stade noir qui déambule dans les rues. Toutes les boutiques ont été fermées et la population n'est pas allée travailler. Chacun est tenu d'honorer la cause des martyrs. Ils se pressent, banderoles au vent. A l'adresse du chef de l'Etat : « P. W. Botha, ne prenez pas de décisions à notre place, nous avons un cerveau et des sentiments. » A l'attention du ministre de la loi et de l'ordre : « Le Grange, qu'est-ce que vous ressentez si nous offrons dans les quartiers blancs pour nos enfants comme la police l'a fait ici ? »

Pendant quatre heures, les orateurs se succèdent à la tribune, devant une assemblée hétéroclite de parapluies et de poings levés. Dis-

cours revendicatifs entrecoupés de chants où l'on réclame la libération des prisonniers politiques, le retrait de l'armée et de la police des townships, la fin de l'apartheid. Tous parlent de guerre, de libération, de victoire inéluctable. La foule, est plutôt amorphe, sans doute en raison du soleil, si ardent que les nombreux porteurs d'eau bénédiction sont les bienvenus.

Winnie Mandela, Beyers Naude, secrétaire général du Conseil des Eglises sud-africaines, et bien d'autres sont venus apporter le témoignage de leur présence ou des messages de sympathie lors de cet enterrement. Vers la fin de cette « messe politique », un immense drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau, porté par des jeunes au visage complétement masqué, apparaît face à la tribune : « Part communiste d'Union soviétique. Travailleurs du monde, unissez-vous. »

Ils suivent le cortège qui se dirige vers le cimetière. La foule se disperse peu après, lentement, alors que les véhicules de police commencent à rôder dans Alexandria. Selon les forces de sécurité, deux voitures auraient été brûlées. Sur un mur, il y avait pourtant cette inscription : « Nous sommes fatigués. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

Nigeria DIX OFFICIERS SUPÉRIEURS CONDAMNÉS POUR COMLOT ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS

Lagos (AFP). — Dix sur les treize officiers condamnés à mort la semaine dernière pour complot contre l'Etat (le Monde du 27 février) ont été fusillés. Parmi les suppliciés figurait le général Mamman Vatsa, porte de renom, ministre de la future capitale fédérale et membre du Conseil de commandement des forces armées (AFRC), qui avait été condamné le 25 février.

Etant donné le respect des droits de l'homme dont a fait preuve jusqu'ici le régime du général Ibrahim Babangida, et le fait que lui-même soit venu au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat il y a six mois, ces exécutions ont causé une grande surprise.

Outre le général Vatsa, les officiers fusillés étaient les lieutenants-colonels Musa Biriya, Chris Oche et Mike Iyocha, le commandant Baniela, les chefs d'escadron Martin Luther et Asen Akura, les commandants de l'armée de l'air Ben Ekele et Adamu Sakaba, et le commandant de la marine Anthony Ogaji.

L'Angola a rejeté les propositions de M. Pieter Botha sur la Namibie

La proposition sud-africaine d'appliquer le plan de l'ONU sur la Namibie le 1^{er} août 1986, à condition qu'un accord sur le retrait des troupes cubaines d'Angola ait été conclu d'ici là (le Monde du 6 mars), a été accueillie avec un grand scepticisme par la communauté internationale.

Pour sa part, le gouvernement angolais, qui avait accepté en 1984 le principe d'un retrait graduel des troupes cubaines de son territoire à certaines conditions, a réagi dès mardi soir, en affirmant que l'Afrique du Sud avait « une fois de plus montré qu'elle voulait ajourner l'indépendance de la Namibie », en liant la mise en œuvre du plan d'indépendance de ce territoire au retrait des forces cubaines d'Angola.

La présence de troupes cubaines en Angola — entre vingt-cinq mille et trente mille hommes — est « une question qui ne concerne que les autorités angolaises et cubaines », a affirmé Luanda.

Après l'échec, le week-end dernier, d'un mois cent cinquante coopérants étrangers par l'Union

nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), opposition armée au régime de Luanda, soutenue par l'Afrique du Sud, lors de l'attaque contre la ville diamantifère d'Andrada, on imaginait mal, en effet, le gouvernement angolais répondre favorablement à « l'invitation à la négociation » lancée par le président Botha en de tels termes. Et ce d'autant plus que les États-Unis ont décidé récemment d'accorder une aide — qui serait de 15 millions de dollars — au mouvement de M. Jonas Savimbi, repu en janvier à Washington par le président Ronald Reagan.

Sur le plan international, seuls les États-Unis se sont félicités de la décision de Pretoria, les Nations unies, tout comme l'OUA, continuant à refuser de lier l'indépendance de la Namibie au retrait cubain d'Angola. Appelant toutes les « parties aux négociations à intensifier leurs efforts », Washington a dépêché le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, M. Frank Wisner, afin de

convaincre les gouvernements de la région. M. Wisner doit se rendre à Lisbonne avant d'aller à Lusaka (Zambie), Harare (Zimbabwe), Gaborone (Botswana), au Cap (Afrique du Sud) et à Maputo (Mozambique). De son côté, le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, M. Chester Crocker, se trouve actuellement à Genève pour des discussions américano-soviétiques sur l'Afrique.

En France, le Quai d'Orsay a estimé que les propositions de M. Botha ne contenaient aucun élément nouveau et a réaffirmé son opposition à la politique de « linkage » (l'établissement d'un lien entre la négociation namibienne et la présence cubaine en Angola). Seule la Grande-Bretagne, plus dédaigneuse que la plupart des pays occidentaux, a appliqué des sanctions contre Pretoria, à bien accueilli la déclaration de M. Botha. Londres souhaite toutefois examiner cette décision en détail, mais espère qu'elle fournira l'occasion de progresser en Namibie et de réduire la tension dans cette région. — (AFP).

3
POINTS
= 1 BON
POINT

Un entretien
Felix culpa
D
L'Angola menace de ne pas
M. Gorbatchev ne vient pas

politique

LE DÉJEUNER LE PLUS ANTI-COHABITATIONNISTE DE LA CAMPAGNE

M^{me} Garaud et M. Barre papotent au «café du commerce»

M^{me} Marie-France Garaud n'est pas née bergère à Domrémy. A l'heure qu'il est, sa canonisation sera hypothétique. Une caricature s'écrit pourtant l'histoire, lancée : «Le pays est à la recherche d'un souverain.» Assis en face d'elle dans le salon rose d'un grand restaurant des Champs-Élysées, à un galop du palais présidentiel dont on aperçoit les hauteurs murées par la fenêtre, M. Raymond Barre opine majestueusement. Les chroniqueurs parisiens ont été conviés à assister au déjeuner en ville le plus féroce anti-cohabitationniste et le plus dévoué monarchiste de toute cette campagne. En maîtresse de maison, M^{me} Gilberte Beaux, baronnière proche de M. Raymond Barre et seconde sur la liste parisienne de M^{me} Garaud, officie.

questionne des gardiennes du foyer, en me demandant que faire de leurs enfants de quinze ans. » M^{me} Garaud, elle aussi, a paru «une très profonde inquiétude pour le petit, l'enfant, la trace. »

Pour mieux égarer Marianne sur les chemins calanxieux de la décadence, Satein a revêtu le masque doucereux de la cohabitation. M. Barre : «On se trompe en pensant que le président de la République est prêt à accepter n'importe quoi. Il a profondément une vision de la société française intermédiaire entre la social-démocratie et les pays de l'Est. » M^{me} Garaud : «La croyance religieuse de sa jeunesse s'est transformée en croyance dans la socialisme ellensteinien » (1).

la président de la République, mais vous le voyez faire ambrasse au premier étage de l'Elysée, tendis qu'un huisier viendrait le prévenir que la présidente a quelques minutes de retard ? » Première divergence entre les deux convives. M. Barre, lui, s'essuie le front. Avant les élections européennes de juin 1984, toutes les enquêtes d'opinion avaient sous-évalué l'ampleur de l'effet Le Pen : en ne lui accordant que 7 % à 8 % des suffrages, et en réalité, la liste de l'extrême droite devait en recueillir 10,95 %. A cette époque, il est vrai, les instituts de sondage manquaient de références, et leur marge d'erreur était plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui.

«On se cassera la figure»

Sur l'événement d'un éventuel gouvernement Chirac, on diverge encore : «Tôt ou tard, Chirac à Matignon sera poussé par son entourage vers la crise avec le président, comme ça entourage l'a poussé vers Matignon », certifie M. Barre. «Allons ! s'exclame M^{me} Garaud, vous voyez Balladur (2) faire un putsch ? »

M. Mitterrand les tient

Dans cette satanique supercherie, les premiers complices sont bien évidemment les «cohabitationnistes» de l'opposition. M. Barre : «Mitterrand les tient. Il va traiter avec des hommes dont l'opinion négative dépasse dans les sondages l'opinion positive. Rien à faire, ils sont dans la sarinère. Et avec la menace d'une élection présidentielle anticipée, il a son arme de dissuasion. » M^{me} Garaud : «Il y a six mois, on se demandait ce que Mitterrand allait devenir. On se demande, aujourd'hui, ce qu'il va faire. Il suffit qu'il menace de démissionner comme dimanche chez Mouriou et ils montent tous sur des tabourets avec les mains sous le menton, en se demandant ce qu'ils ont bien pu dire pour le fâcher. Des bêtes de cirque. »

La plate-forme commune de l'opposition n'est pas égarée non plus. Un convive lance à M^{me} Garaud : «Vous ne trouvez pas que cette plate-forme parle surtout aux riches ? Parce que vous pensez qu'elle parle à quelqu'un, vous êtes gentil, dit Raymond Barre, et encore, je suis intervenu en coulisses. La première version était provocante. »

Mais les déjeuners les plus distingués, au moment du cigare, s'ouvrent souvent dans le «café du commerce». On ne résiste donc pas au petit jeu, microcosmique entre tous, des supputations mitterrandiennes. M. Barre : «Depuis ce matin, j'entends dire que M^{me} Vail serait candidate à Matignon ? » M^{me} Garaud : «En tout cas, Giscard, lui, n'a pas. Il serait capable de se entendre avec

Une chose est certaine pour l'ancien premier ministre : «Un nouveau gouvernement aura évidemment la confiance. Ils auront ce qu'ils voudront. » Ce n'est pas lui, en tout cas, qui, à l'aide d'une poignée de députés baristes, tenterait de s'engager en groupe charnière. «Vous me voyez jouant le rôle de François Mitterrand sous la IV^e avec l'UDSR ? Je me déconcerterais complètement. »

Nanti de cette confiance, le gouvernement de l'alternance «fera une politique de relance et on se cassera la figure». Quant à la politique étrangère, désormais placée sous le tutelle des partis, on n'ose en imaginer les contours. «Que va-t-on faire dans la domaine spatial ou du contrôle des armements ? Et au Proche-Orient ? Quand on voit ce que les leaders politiques promettent pour avoir le vote juif en France ! »

M. Barre, lui, se contentera d'observer : «Et ce sera très amusant. » Ah ! non, ce sera triste pour la France », coupe M^{me} Garaud. Allons, il faut bien se distraire : la cathédrale de Reims n'est pas encore en vue.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) M. Jean Ellestein, historien, ancien membre du PCF, est aujourd'hui proche du PS. Il plaide pour une troisième voie entre la social-démocratie et le socialisme soviétique.

(2) M. Edouard Balladur, proche conseiller de Jacques Chirac et ancien secrétaire général de l'Elysée sous le président Pompidou, dont M^{me} Garaud était la conseillère.

M. Le Pen en perte de vitesse

Si les sondages de ces dernières semaines traduisent fidèlement l'évolution de l'opinion publique, l'ascension électorale de M. Jean-Marie Le Pen, commencée aux élections municipales partielles de l'automne 1983, s'arrêtera, le 16 mars, un coup d'arrêt, voire un recul. Toutes les enquêtes se rejoignent, en effet, pour indiquer une nette tendance générale au reflux de l'audience du Front national.

Le rappel du proche passé invite, toutefois, à la prudence. Avant les élections européennes de juin 1984, toutes les enquêtes d'opinion avaient sous-évalué l'ampleur de l'effet Le Pen : en ne lui accordant que 7 % à 8 % des suffrages, et en réalité, la liste de l'extrême droite devait en recueillir 10,95 %. A cette époque, il est vrai, les instituts de sondage manquaient de références, et leur marge d'erreur était plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Il n'en demeure pas moins que la conjonction de plusieurs facteurs tend à accentuer la tendance à la baisse qui s'était déjà manifestée aux élections cantonales de mars 1985, quand les récentes de bon nombre d'électeurs de la droite modérée, refusant de reporter leurs suffrages sur les candidats du Front national restés en lice au second tour, avaient entamé les espérances de M. Le Pen. Celui-ci avait été, finalement, privé des quelque vingt élus dont il paraissait assuré à l'issue du premier tour.

Bien que le Front national dispose maintenant d'une assise et d'une structure véritablement nationales, rien n'est venu démentir cette impression que l'effet Le Pen s'émoussait. Ni les élections cantonales partielles, ni les sondages, si les observations sur le terrain. Même si le chef de file de l'extrême droite continue de faire des émules dans la plupart des endroits où il s'exprime devant des auditoires qui viennent l'écouter pour le modique somme de 20 francs.

Selon le directeur des études politiques de la SOFRES, M. Jérôme Jaffré, les électeurs favorables à l'opposition parlementaire ont désormais clairement rompu avec le Front national, pour lequel ils expriment certaines sympathies il y a deux ans : «La césure devient claire, dit-il. En novembre 1984, un sondage Lica-Sofres faisait apparaître qu'une majorité des sympathisants du RPR étaient d'accord avec les idées de M. Le Pen et que plus de tiers des UDF partageaient ce sentiment. Un an plus tard, dans un sondage réalisé pour le Monde et l'Arrière 2, on enregistre un renversement de tendance : 57 % des RPR et 64 % des UDF sont désormais en désaccord avec les idées de M. Le Pen. Les électeurs UDF et RPR se rangent ainsi à la position adoptée par leurs dirigeants à l'occasion des élections cantonales de mars 1985, où ils avaient refusé toute négociation et tout désistement national avec l'extrême droite. Mais, à la vérité, le refus d'un accord politique

était déjà majoritaire trois mois avant le scrutin cantonal. Dès novembre 1984, 70 % des UDF et 64 % des RPR ne souhaitaient pas d'alliance pour les élections législatives avec le Front national. En décembre 1984, 65 % des RPR expriment le vœu que leur mouvement prit avec lui le «maximum de distance». Tout au long de l'année 1985, on retrouve ce taux de 65 à 70 % des UDF-RPR pour refuser tout accord, contre 20 à 25 % qui le souhaitent. C'est une véritable volte-face après les années 1983-1984 où une majorité du RPR et une minorité de l'UDF se prononcèrent pour une entente avec M. Le Pen. (1). Les attitudes prises de position personnelles de M. Jacques Chirac, dénonçant notamment la «philosophie raciste» du Front national et tranchant avec les ambiguïtés antérieures, n'ont fait que refléter un sentiment prédominant au sein de l'électorat de la droite libérale.

«Cordon sanitaire»

Victime de ce «cordon sanitaire» mis en place autour de lui par les élus-majors du RPR et de l'UDF — encouragés en cela par les hiérarchies des Eglises et le succès des mouvements antiracistes — M. Le Pen est aussi de son propre comportement et des réactions qu'il suscite, en particulier dans la presse. Que le président du Front national subisse un certain ostracisme de la part de certains grands moyens de communication, cela paraît évident, mais à quel effet ? Quand les journalistes sont publiquement insultés et offerts en pâture à la vindicte militante, il ne faut pas s'attendre à les voir ensuite faire preuve d'empathie à l'égard de leurs agresseurs. En multipliant les procédés judiciaires, apparaissant ainsi plus souvent à la rubrique des faits divers qu'à celle du débat d'idées, surtout depuis ses déboires matrimoniaux, le président du Front national a contrarié lui-même ses propres efforts, au moment où il cherchait à améliorer son image. Celle-ci demeure globalement négative dans l'esprit de la plupart des Français.

M. Le Pen a perdu aussi, plus simplement, le pouvoir de séduction médiatique qui fut le sien lors de son succès aux élections européennes. Pour la télévision et la radio, il n'est plus. Dans cette campagne, c'est M. Raymond Barre qui lui a ravi la vedette, à cause des contro-

verses sur la cohabitation, alors que le programme économique et social du Front national, élaboré à grand renfort de militants novateurs, transfigés pour la plupart de la droite libérale, se révélait trop sommaire et trop démagogique pour être pris au sérieux. Après avoir bénéficié de réflexes de curiosité, le personnage de M. Le Pen n'est ainsi plus.

Enfin, si le parti de M. Le Pen dispose dans chaque département ou presque de cadres politiques, il manque singulièrement de militants pour occuper le terrain et, en province, bon nombre de ses listes font surtout acte de présence, sans avoir vraiment les moyens de mener campagne. Les dissidences provoquées par l'autoritarisme et l'opportunisme de M. Le Pen et de son secrétaire général, M. Jean-Pierre Stirbois, n'ont fait qu'aggraver les choses dans une dizaine de départements.

Ces perspectives appellent, toutefois, deux nuances. Si l'effet Le Pen s'affaiblit au niveau national, il n'a pas perdu son pouvoir attractif, loin de là, dans la plupart des départements où le Front national avait enregistré ses meilleurs scores aux élections européennes de juin 1984. Suivant les contextes, les sentiments néo-populistes, néo-phobes, sécuritaires, continuent de jouer en sa faveur. Ses positions sur l'immigration et la sécurité sont encore respectées. Son recul global — s'il se confirme — sera vraisemblablement atténué par la consolidation de plusieurs points d'ancrage dans les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, en Corse-du-Sud, dans le Vaucluse, les Pyrénées-Orientales, l'Hérault et les grandes agglomérations urbaines.

D'autre part, les thèmes de l'extrême droite ont assez influé, depuis trois ans, sur les positions du RPR et de l'UDF, en ce qui concerne l'immigration et la sécurité, pour que, de nouvelles surenchères ne soient pas à craindre. Surtout lorsque la compétition présidentielle amènera les candidats à l'Elysée à essayer de récupérer les suffrages capotés par le Front national.

Même si M. Le Pen se trouvait donc, le 16 mars, stoppé dans ses ambitions, il serait prématuré de croire qu'il aurait fini de faire, si l'on ose dire, des petits.

ALAIN ROLLAT.

(1) Opinion publique 1986, Gallimard.

Plusieurs réserves de la commission des sondages

La commission des sondages (1) s'est déclarée, mercredi 5 mars, «très réservée» sur un sondage relatif à «la cote des présidents» réalisé par Ipsos et publié le 3 février par l'hebdomadaire Valeurs actuelles.

Ce sondage entendait mesurer les intentions de vote en cas de premier tour d'une élection présidentielle. La commission des sondages estime qu'aucun nom n'étant proposé aux personnes interrogées, celles-ci sont appelées à indiquer elles-mêmes le candidat de leur choix, ce qui ne correspond pas aux conditions du scrutin. La commission des sondages souligne en outre la «confusion» dans le traitement des résultats, la structure politique de l'échantillon n'ayant pas été suffisamment vérifiée, selon elle, et aucun redressement n'ayant été opéré.

La commission a également émis des réserves sur un sondage réalisé dans les mêmes conditions par Ipsos et publié le 3 mars dans Valeurs actuelles.

L'institut Ipsos, qui considère que ces réserves de la commission des sondages sont «une scandaleuse provocation», a annoncé qu'il formait un recours devant le Conseil d'Etat pour en obtenir l'annulation. Ipsos s'étonne que la commission ne

se soit «comme par hasard» intéressé à ce sondage, «créé en 1983 et répété plusieurs fois depuis dans les mêmes conditions», que «à quelques jours des élections législatives».

La commission des sondages a d'autre part souligné les «limites» que comportent les sondages, par Minitel qu'effectue le Sofres pendant l'émission «L'heure de vérité» sur Antenne 2. «Sans condamner en principe le recours à ce procédé», la commission insiste «sur les précautions qu'il nécessite, sur les limites qu'il comporte et sur l'obligation qu'il résulte pour les présentateurs de l'émission d'indiquer clairement les conditions dans lesquelles l'opération est réalisée».

(1) Mise en place en février 1978, la commission chargée de veiller à l'objectivité et à la qualité des sondages est composée de neuf membres, trois représentant le Conseil d'Etat, trois la Cour de cassation et trois la Cour des comptes. Elle est présidée par M. Pierre Husot.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-86

Vente sur saisie immobilière. Palais de justice de Nanterre, 179-191 av. Joliot-Curie, en 2 lots, le Jeudi 20 mars 1986 à 14 h.

UN STUDIO (Lot 9), bât. B, rez-de-chaussée, porte 1, cuisine, 1 chambre, cuisine, s. de b. avec WC (Lot 10), bât. B, rez-de-chaussée, porte 2, comp. :

UN STUDIO (Lot 10), bât. B, rez-de-chaussée, porte 2, comp. :

à BOIS-COLOMBES (92)
5, rue Charles-Clément
à l'angle de la rue Charpentier, sans n° cad. sect. G, n° 202 pour 512 m²
M. L. P. : 20 000 F charges loc.

S'adr. Cab. de M^{me} Beyer-Dumont, Bouchery-Ouasse et Raymond-Dupont, avocats pourvus, 47 bis, r. de Stalingrad (92) Nanterre. Tél. 47-21-49-95 - 47-25-21-13. Au greffe du TGI Nanterre, où l'enchère est déposée. S/loxx pour visiter, les 14 et 18 mars de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente au Palais de Justice à Paris le JEUDI 13 MARS 1986 à 14 h.

UN APPARTEMENT sis à COLOMBES (92)
27, rue Pierre-Cœur
composant 2 pièces principales avec salle de bain et une cave
LOUÉ - MISE A PRIX : 80 000 F
M^{me} Yvonne TOURAILLIE, avocate à Paris-9, 44, rue de Cléry, Tél. : 46-74-45-45
M^{me} Antoinette CHEVRIER, syndic à Paris, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée, Visites 28 février, 4, 7, 11 mars de 15 h à 16 h

Vente s/saisie immobilière. Palais de Justice de Nanterre, 179-191 av. Joliot-Curie, en un lot, le Jeudi 20 mars 1986 à 14 h.

UN APPARTEMENT au 2^e ét. porte 13, comp. entrée, cuisine, s. à manger, chambre, s. de b. WC (lots 12 et 13, dans imm. cad. sect. BJ n° 82) à COLOMBES (92)
34, bd Edgard-Quelot - 1, rue Guy-Lossac
Mise à prix : 60 000 F.
S'adr. cab. de M^{me} Beyer-Dumont, Bouchery-Ouasse et Raymond-Dupont, avocats pourvus, 47 bis, r. de Stalingrad (92) Nanterre. Tél. 47-21-49-95 - 47-25-21-13. Au greffe du TGI Nanterre, où l'enchère est déposée. S/loxx pour visiter, les 13 et 17 mars 1986, de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente s/saisie Pal. Justice Nanterre (92), 20 mars 1986 à 14 h, en 4 lots

3 APPARTEMENTS AVEC CAVE ET GARAGE M. à P. : 110 000 F, 110 000 F et 160 000 F et 6 garages et un emplacement atèle - M. à P. : 20 000 F

A PUTEAUX (92800) 51 15, rue des Pavillons.
M^{me} Michel FOUCHARD, av. 9, r. Robert-Lavigne à Asnières (92800). T. 47-96-94-14 et M^{me} BOSSSEL, avocate à Paris-1^{re} - 14, r. St-Aune, T. 42-61-61-69

VENTE s/saisie immobilière, au tribunal de gte inst. d'Evry, au Palais de Justice de ladite ville, rue des Mazettes le MARDI 18 MARS 1986 à 14 heures

UN PAVILLON à BRUNOY (91)
22, rue EUGÈNE, construit en matériaux sur 440 m², convert en tuiles, cad. sect. AP n° 230, élevé sur cave. Rez-de-chaussée, 3 p., cuis., WC, 1^{re} ét. mansardé : 1 p. et grenier. Dépendance attenante au magasinier en tuiles, élevée d'un rez-de-chaussée convert en tuiles. Jardin entouré, 800 m². A PRIX : 150 000 F

Compt. préalable obligatoire pour acheter par chèque certifié. S'adr. SCPA VASLOT, BOURGEOIS, VIALA, 61, rue St-Spire à Corbeil-Essonnes (91). Tél. 64-96-24-68

PLANTU ANALYSE

PLANTU C'EST LE GOULAG!

PLANTU BONNE ANNEE POUR TOUS!

Une condition de découverte de l'homme

5 ANS DE GAUCHE

SCIENCE ET VIE MICRO

LE SAVOIR-VIVRE MICRO

Toute l'actualité de la micro-informatique, les bancs d'essai de nouveaux matériels et logiciels, des programmes inédits, des informations pratiques sur tout ce qui communique, c'est chaque mois dans SVM.

18 F EN VENTE PARTOUT

MARS 86

France Ménager : le magasin agréé pour l'électroménager.

Les prix compétitifs, les services, les conseils, la garantie et tous les avantages réservés aux adhérents face vous attendent chez France Ménager, 23, rue des Lombards, Paris 6^e Téléphone : 48.57.73.37. Ouvert de mardi au samedi de 10 h à 19 h.

POINTS ROMAN SEUIL

3 POINTS = 1 BON POINT

de vitesse

versus sur la collaboration
le programme de coopération
du Front national, dont
l'objectif est de militer pour
la libération de la région de
Libreville, se révèle être
trop démagogique pour les
sénégalais. Après avoir
réfuté de nombreux arguments
de M. Le Pen, le député
sénégalais a conclu que
le Front national n'est
pas un parti de libération
mais un parti de division.
Il a donc voté contre le
programme de coopération
du Front national.

Le Pen a affirmé que
le Front national n'est
pas un parti de libération
mais un parti de division.
Il a donc voté contre le
programme de coopération
du Front national.

leurs réserves
mission des sondage

Le Pen a affirmé que
le Front national n'est
pas un parti de libération
mais un parti de division.
Il a donc voté contre le
programme de coopération
du Front national.

Le Pen a affirmé que
le Front national n'est
pas un parti de libération
mais un parti de division.
Il a donc voté contre le
programme de coopération
du Front national.

POINT
PLUME
POINTS
ROMAN
SEUL

Apple a le regret de vous annoncer qu'il y a plus puissant que Macintosh.



هكذا من الأصل

فكزا من الأصل

POLITIQUE

L'indéracinable vote à droite des catholiques

Les enquêtes d'opinion qui, à la veille des élections législatives, soulignent la préférence massive des catholiques pour les listes de la droite classique sont sujettes à caution. Compte tenu, notamment, de la baisse de la pratique religieuse : si huit Français sur dix continuent de se définir comme catholiques, ils ne sont plus que 15 % à pratiquer régulièrement. Ils étaient 17 % avant l'élection présidentielle de 1981 et 21 % avant celle de 1974. Cette diminution constante vint à l'ordre du jour des sondages qui prétendent refléter l'opinion des catholiques en France (1).

Les indications fournies - 86 % des pratiquants s'appréhenderaient à voter à droite - ne doivent cependant pas laisser indifférent : depuis des années, les travaux de spécialistes montrent que la variable religieuse est celle qui est la plus étroitement liée aux choix politiques (2). Elles ne doivent pas non plus faire illusion : le vote à droite des catholiques est l'un des plus stables de la vie politique française. Depuis dix ans, il a notamment résisté à deux vagues de défection successives, venues de la gauche d'abord, de l'extrême droite ensuite.

Le flirt entre les catholiques et la gauche, véritable serpent de mer des années 1974-1983, aurait donc aujourd'hui fait long feu. Les convergences n'ont pas manqué pendant la durée de la législature qui s'achève, favorisée par la cordialité des rapports entre les hommes, en particulier le président de la République et les deux cardinaux, archevêques de Paris et de Lyon.

Des mesures comme le décentralisme, les droits non de droit de travail, l'impôt sur les grandes fortunes, la suppression de la peine de mort, la solidarité face aux nouvelles pauvretés sont des éléments du bilan auxquels l'électorat catholique n'est certainement pas insensible. Dès la fin de 1981, un sondage IFOP-*Témoignage chrétien* soulignait l'attachement d'un public soucieux de justice sociale aux premières grandes réformes de la gauche au pouvoir.

Par ses prises de position, l'épiscopat n'a rien fait pour rompre le charme. L'opposition de droite a même dénoncé ses propositions de « nouveaux modes de vie face à la crise » (document du 28 septembre 1982) comme étant trop inspirées des thèses de Jacques Delors, alors ministre de l'économie. Et le texte « Gagner la paix » (9 novembre 1983), éloigné des idées pacifistes contenues dans les documents des évêques américains, des autres évêques européens et des protestants français, est apparu comme une

sorte d'alignement de la hiérarchie catholique sur la politique de défense du gouvernement.

A partir de juillet 1984, la rupture avec le Parti communiste aurait

En dix ans, la gauche puis l'extrême droite ont échoué dans leur tentative de séduire la clientèle modérée.

pu achever de séduire cette fraction de l'électorat catholique modéré, depuis toujours rebelle à l'union de la gauche, jugée contre nature, entre les socialistes et les représentants d'une idéologie athée. Mais son effet a été annulé par les projets scolaires de l'équipe Mauroy-Savary, interprétés comme la résurgence du vieil anticléricalisme socialiste.

Cela dit, les spécialistes sont formels. La querelle de l'école a conforté dans leur opposition les catholiques de droite plus qu'elle n'a détourné les électeurs catholiques de François Mitterrand, dont une partie avait pris position en faveur de la loi Savary (les « cathos de la gauche »). Le vrai décrochage - et il a été général - s'est produit dès 1983, et principalement pour des raisons économiques.

Retour à la normale

Parler aujourd'hui d'un reflux des catholiques par rapport à la gauche serait un non-sens. Pour la simple raison qu'il n'y a jamais eu de véritable flux. La plus forte proportion de catholiques pratiquants ayant jamais voté pour la gauche est celle du 10 mai 1981 : mais elle ne dépasse pas 20 %, alors que les sans-religion se prononcent à 88 % pour François Mitterrand (3). Elle avait été de 14 % au premier tour des législatives de 1978. Cette poussée du 10 mai s'explique autant, sinon plus, par un rejet de Valéry Giscard d'Estaing et de son libéralisme avancé (c'est lui qui, dès 1975, avait légalisé l'avortement) que par attachement aux cent dix propositions du candidat Mitterrand.

Dès les municipales de 1983, la configuration du vote catholique revient à la normale : dans les villes de plus de 100 000 habitants, les pratiquants réguliers choisissent, à 85 % déjà, les listes de droite et à 13 % seulement celles de gauche, à un moment où les protestants votent à 42 % pour la droite et à 56 % pour la gauche, et les juifs à 62 % pour la droite et à 36 % pour la gauche (4).

Outre les raisons de politique générale évoquées, la baisse de la

pratique et celle du militantisme religieux ont joué à l'encontre d'une stabilisation d'un vote de gauche des catholiques. Philippe Braud, professeur de sciences politiques à Rennes,

qui a étudié le cas particulier de la Bretagne, a montré que la poussée socialiste dans cette région traditionnelle chrétienne tenait moins contrairement à l'idée répandue, « au glissement à gauche des catholiques pratiquants réguliers qu'au détachement croissant de la pratique dominicale régulière de nombreux catholiques ».

Une autre étude, signalée par Guy Michelat et Michel Simon, indique que le vote à gauche des catholiques a surtout été le fait de laïcs militants dans les groupes ou mouvements d'action catholique, l'aile marchoise de l'Eglise, aujourd'hui en déclin. Les catholiques de droite ne témoignent pas d'un tel militantisme religieux (2).

Les déceptions de Le Pen

La jonction ne s'est pas faite non plus entre l'électorat catholique et l'extrême droite, dont certains thèmes étaient de nature à toucher une clientèle ottaquée à la défense des valeurs de la famille, de l'école et du patrimoine. Les amis de Jean-Marie Le Pen font remarquer que celui-ci est, dans la présente campagne, le seul à prendre position explicitement contre l'avortement.

Or il n'existe aucun signe permettant d'affirmer qu'il y aurait aujourd'hui en France un vote catholique d'extrême droite. Bien plus, les spécialistes concordent pour dire que plus la pratique religieuse augmente, plus le vote en faveur de la droite classique croît et plus le vote Front national décroît.

Aux élections européennes du 17 juin 1984, le pourcentage d'électeurs de droite, catholiques pratiquants réguliers, qui se prononcent pour les listes Le Pen est de 15 % ; il est de 16 % chez les pratiquants irréguliers ; de 22 % chez les non-pratiquants ; de 30 % chez les sans-religion (4). Ce mouvement s'accroît un an après : aux élections cantonales de mars 1985, les pratiquants réguliers électeurs de droite ne sont plus que 11 % à voter Front national. Il faut rappeler qu'entre-temps les évêques avaient mis en garde les fidèles contre tout

forme de discrimination à l'égard des immigrés.

L'extrême droite touche des zones souvent populaires, où se posent avec acuité les questions de l'insécurité et de l'immigration, et d'extrémisme (dans la banlieue parisienne par exemple). Cette donnée géographique ne suffit cependant pas à expliquer l'échec des campagnes menées en direction des catholiques - le poignee de main au pape, à Rome, en avril 1985 - par Jean-Marie Le Pen et ses courtoises de transmission, le journal *Intégrité Présent* (pas plus de 10 000 abonnés) et les comités *Christiété-Solidarité* de Romain Marie, député européen lepéniste.

Les catholiques traditionalistes eux-mêmes, qui n'arrivent pas à digérer les réformes de Vatican II, sont nostalgiques du latin et du catéchisme d'autrefois, volontiers critiques à l'égard de leurs évêques et réticents pour Mgr Lefebvre, ne se reconnaissant pas dans l'extrême droite. L'un de leurs chefs de file, l'abbé de Nantes, est violemment contre. Quant au supérieur d'Ecône, il reste muet.

Le catholicisme de tradition a pris fait et cause pour le CNIP de Philippe Malaud, lui-même catholique, et surtout pour le RPR et l'UDF. Auteurs d'un pamphlet à succès contre les évêques français, François-Georges Dreyfus est adjoint RPR au maire de Strasbourg.

Même si leur poids politique décroît globalement, on varie au gré de l'événement (comme l'a montré la crise scolaire), rien ne semble devoir empêcher l'attachement des catholiques français aux valeurs de liberté, de sécurité et de stabilité que prétendent incarner les formations de droite. Un libéralisme excessif et généralisé risquerait cependant de les conduire à de nouvelles formes de rejet, fussent-elles, une fois de plus, provisoires et limitées.

HENRI TINCO.

(1) Sondage SOFRES dans la Croix du 14 février.

(2) Guy Michelat et Michel Simon dans *Classe, religion et comportement politique*, Fondation nationale des sciences politiques (1977). Des mêmes auteurs, un article dans la *Revue française de sociologie*, janvier-mars 1985.

(3) Sondage post-électoral SOFRES-Nouvel Observateur, juin 1981.

(4) Sondage sortie des urnes IFOP : 16 février 1985, par L. Portelli, on est interrogés. Lire aussi José-Luc Parodi dans la *Revue politique et parlementaire*, juillet-août 1985.

Propos et débats

M. Fabius : la droite de l'extrême droite

M. Laurent Fabius a déclaré, le mercredi 5 mars, à Créteil, dans le Val-de-Marne, que M. Alain Griottarri, tête de liste de l'UDF dans ce département, se situe « à droite de l'extrême droite » par ses « positions inadmissibles sur l'immigration ». Le premier ministre a cité, comme exemples de liens entre la droite et l'extrême droite, l'alliance, en Nouvelle-Calédonie, entre le Front national et le RPR, la candidature de M. Edouard Frédéric-Dupont, conseiller de Paris, député sortant, sur la liste du Front national dans la capitale, et la Corse-du-Sud, où la liste de ce mouvement s'est retirée en appelant à voter pour la liste RPR-UDF.

M. Leroy : voix perdues

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, a déclaré, le mercredi 5 mars, au cours d'un « point de presse », qu'une « voix qui se porte sur les candidats socialistes est une voix perdue contre la droite, puisque ce sont des votes qui préparent le partage du pouvoir avec la droite ».

M. Léotard : chat et souris

M. François Léotard a déclaré, le mercredi 5 mars, à Toulon, que M. François Mitterrand « joue un peu au chat et à la souris » et « essaie de demander aux Français d'être épargnés par le jugement du 18 mars ». « Si nous respectons la fonction, il faut qu'il respecte lui-même le mandat qui lui a été confié », a ajouté le secrétaire général du PR.

M. Jospin : pas de gouvernement mixte

M. Lionel Jospin a déclaré, le mercredi 5 mars, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, qu'il ne peut y avoir un gouvernement mixte de la France, en tout cas pas sur deux politiques aussi dissemblables, et que c'est « un contresens formidable » de « penser qu'un gouvernement de droite serait le gouvernement de François Mitterrand ».

M. Crépeau : la cagnotte

M. Michel Crépeau, ministre de la Justice, a déclaré, le mercredi 5 mars, à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime), que « si la droite arrive au pouvoir, dans la perspective de l'élection présidentielle, elle mangera en quelques semaines la cagnotte de 60 milliards de francs provenant de la baisse du dollar, de celle du prix du pétrole, mais, aussi, des efforts de gestion du gouvernement actuel ».

M. d'Ornano : pas d'alliance

M. Michel d'Ornano, responsable des élections au Parti républicain, a déclaré, le mercredi 5 mars, à Caen, que si l'opposition n'obtient pas la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, « personne ne l'aurait ». « Aucun d'entre nous ne gouvernerait, [car] nous ne ferions pas d'alliance, a-t-il ajouté. Il n'y aurait aucune majorité de renché, et le pays ne serait pas gouverné ».

M. Mauroy : des voix pour le PCF

M. Pierre Mauroy a déclaré, le mercredi 5 mars, à l'Hay-les-Roses, dans le Val-de-Marne, qu'il « souhaite des voix au Parti communiste ». « Je ne me réjouis pas des difficultés et de la baisse d'audience du Parti communiste, car, à gauche, il faut faire des additions et non des soustractions », a expliqué l'ancien premier ministre.

M. Barre : une campagne présidentielle

M. Raymond Barre déclare, dans une interview publiée par Lyon-Matin et la *Journal Rhône-Alpes* le mercredi 5 mars, que M. François Mitterrand « a pris lui-même la direction de la campagne électorale » et qu'il « s'est engagé comme si c'était pour lui une campagne présidentielle ». Le député de Lyon indique que, au terme de son troisième mandat législatif, il attendra « un âge justifiant qu'il cherche désormais à se consacrer principalement à la qualité de sa vie, en prenant quelque recul ».

Mme Castro fait campagne auprès des juifs de Sarcelles

Mme Françoise Castro, épouse du premier ministre et l'une des animatrices de Socialisme et Judaïsme, a lancé le mardi 4 mars à Sarcelles (Val-d'Oise), au cours d'une réunion organisée par la section locale de ce mouvement, un appel à voter pour les listes du PS. Dans cette ville où les juifs, originaires d'Afrique du Nord pour la plupart, représentent 25 % de la population, Mme Castro a rappelé le voyage de M. François Mitterrand en Israël en 1982 et l'action du gouvernement en faveur des « refuzniks » d'Union soviétique.

tour. Ce mouvement, a-t-elle dit, « représente une force, et, tout à coup, fantasmagiquement, nous avons peur ».

Au sujet de la menace que le terrorisme fait peser sur la communauté juive, Mme Castro a indiqué que, « extraordinaire nouveauté dans le comportement politique, la gauche a permis à des milices juives de s'installer dans des quartiers à Paris, mais aussi à Toulouse, à Marseille, à Strasbourg » et d'avoir « des contacts réguliers avec le ministre de l'Intérieur ».

Interrogée sur son avenir électorale - première dame de France - l'épouse du premier ministre a déclaré : « Le 17 mars, je vais dire oui ! Quant au reste, je vais attendre que ça arrive ».

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA PROTECTION SOCIALE EN QUESTION

avec des articles de : Pierre BEREGOVY Jacques DELORS Michel DELEBARRE Georgina DUFOIX, etc.

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé, ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

POINT SENSIBLE



POINTS VIRGULE SEUIL

3 POINTS = 1 BON POINT

LES "RAPPORTS OFFICIELS" ne sont pas réservés aux ministres...



... ils sont édités par LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire - Paris 7^e (tél.) (1) 42.61.50.10

envoi de liste des rapports officiels sur simple demande

DEUX LIVRES SUR LE SOCIALISME ET LA RELIGION

Celui qui y croit et celui qui n'y croit pas

Le socialisme et le catholicisme n'ont jamais eu de relations confortables. De l'histoire de leur confrontation, deux livres récents tirent des conclusions radicalement différentes. Après une analyse fine du discours social de l'Eglise depuis cent ans, Hugues Portelli dépeint la rencontre manquée avec un socialisme démocratique et réformateur (1).

Le Club de l'Horloge, lui, ne donne pas dans la dentelle. Il n'y a qu'un socialisme. Condamné en bloc. Car il agit comme une contrefaçon de la religion chrétienne. Il détourne ce qu'elle a de meilleur en elle, ou profit d'un dessin qui le nie (2).

Le point du départ est le même, quand au dix-neuvième siècle, Rome fait pleuvoir ses condamnations sur le libéralisme et la pensée moderne, dont le dernier avorton est le socialisme. En 1891, Léon XIII découvre bien la question ouvrière (*Rarum Novarum*). Il propose même une doctrine sociale, mais celle-ci se veut avant tout une alternative chrétienne au socialisme. Il n'est pas possible d'être un bon catholique et un vrai socialiste.

Le nazisme est condamné (Mit Brennender Sorge, 1933), le communisme aussi (*Divini Fudempntis*, 1937), mais le socialisme ne peut pas être la troisième voie : il est un matérialisme athée et antireligieux.

Après la guerre et le concile, l'Eglise se trouve affrontée non plus aux grandes idéologies laïques, mais aux sociétés industrielles et technologiques, néo-sociales ou néo-religieuses. La doctrine change. L'enseignement de Jean XXIII (*Pacem in terris*, 1963) et de Paul VI, la constitution conciliaire *Gaudium et Spes* (1965) autorisent le dialogue et la collaboration pratique avec des non-chrétiens, mais ne cèdent rien sur la doctrine.

Le mérite de ce livre est qu'il montre, au-delà des époques et des hommes, la constance du discours social de l'Eglise : la lutte pour la justice, l'ouverture au monde, la rencontre avec les autres cultures n'autorisent pas

la réduction du message chrétien au niveau d'une idéologie ou d'une praxis.

Le déclin du marxisme, le révisionnisme social-démocrate, la crise du « socialisme réel » ont libéré un espace politique dans lequel nombre de chrétiens se sont engouffrés dans les années 70. Mais ceux-ci sont soumis aujourd'hui à une double contrainte que, pour en faire partie, Hugues Portelli connaît bien : ils doivent faire face non seulement à la suspicion entretenu dans le discours catholique sur le socialisme même modéré, mais aussi au « réformisme des mœurs », à l'« agnosticisme culturel », qui, dans le milieu socialiste ou social-démocrate, place les catholiques en porte à faux, sur les questions éthiques notamment.

Le Club de l'Horloge en est resté, quant à lui, à l'époque de Jean XXIII, avant même que l'auteur de *Pacem in terris* ne fasse un appel à l'ouverture entre la « doctrine » socialiste, qu'il condamne et le « mouvement » (ou les formes de collaboration) qu'il tolère. Son nouveau pamphlet condamne dans le socialisme ce qui précède, pour Portelli, est sa principale qualité : sa capacité à s'adapter aux circonstances et à se renouveler.

C'est cette tenue camouflée qui irrita le plus ce club de technocrates qui a choisi la droite et flirté avec l'extrême droite. La suprême « imposture » qu'ils viennent de découvrir est que le socialisme se présente comme une « religion séculière ». En convertissant la foi en idéologie, l'espérance en utopie, la charité en lutte des classes, il aurait mystifié le monde. Intrigantement pervers, comme disait Pie XI du... communisme.

H. T.

(1) Les socialistes dans le discours social catholique. « Eglise et Société ». Le Centurion, 125 p., 69 F.

(2) Socialisme et religion sont-ils compatibles ? Albatros, 268 p., 98 F.

Macintosh Plus.



En fait, la vraie différence n'est pas visible à l'œil nu. Pour être tout à fait franc, Macintosh Plus est beaucoup plus puissant et plus rapide que Macintosh.

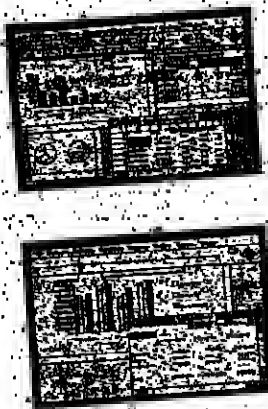
Il possède un mégaoctet de mémoire vive conçue pour supporter 4 mégaoctets, un lecteur interne de 800 K et un connecteur SCSI qui permet de connecter jusqu'à 7 périphériques simultanément. En option, il dispose d'un lecteur externe 800 K et d'un disque dur de 20 mégaoctets. En fait, c'est un des plus puissants ordinateurs personnels à ce jour.

Macintosh Plus vous donne la possibilité de stocker et de traiter des milliers d'informations sans devoir pour cela en sacrifier d'autres. Le disque dur de 20 mégaoctets par exemple vous permet de stocker dix mille pages sans indigestion.

Si on se repose trop sur ses lauriers, on finit un jour par se réveiller aussi desséché qu'eux. Et ce n'est pas parce que Macintosh vous combait, que l'on ne pourrait pas essayer de vous rendre encore plus heureux.

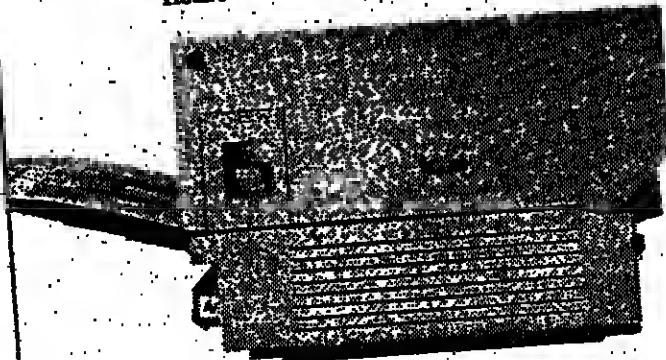
Voilà, c'est chose faite : Apple a le regret tout à fait hypocrite de vous présenter Macintosh Plus.

Apparemment, Macintosh Plus ressemble tout à fait à Macintosh. Mais si vous regardez d'un peu plus près, vous vous rendrez compte que son clavier est différent. On y a ajouté un pavé numérique pour avoir les chiffres à bout de doigts et des touches de curseurs pour tous les petits déplacements. Votre souris, quant à elle, sera toujours prête à aller au bout de la page pour vous.



Pour ceux qui ont la maladie des chiffres, Macintosh Plus est un véritable remède ; grâce à sa puissance et sa rapidité vous pourrez enfin utiliser à fond les logiciels les plus performants tels que Excel et Jazz.

Enfin, pour ne pas faire de jaloux, Apple a aussi ajouté 1 mégaoctet de mémoire morte à sa nouvelle LaserWriter Plus afin de lui faire cadeau de cinq nouveaux jeux de caractères. Et sa résolution est toujours quatre fois supérieure à celle d'une imprimante ordinaire.



En associant Macintosh Plus à LaserWriter Plus avec le câble Apple Talk, vous obtenez un véritable service d'édition intégré dans votre société. Quand on a des choses très importantes à dire, mieux vaut les faire circuler sur un support impeccable que dans une feuille de chou.

Mais revenons un peu à Macintosh. Tous les possesseurs de 128 K ou 512 K pourront sans problème "gonfler" leur Macintosh actuel pour bénéficier des avantages offerts par Macintosh Plus.

Le système est comparable à celui d'une voiture, votre concessionnaire Apple vous fera un "échange standard de moteur". Bien entendu, votre nouveau moteur sera plus rapide et plus puissant puisqu'il atteindra 1 mégaoctet.

Si vous pensez être au summum de votre forme et par conséquent, de votre capacité de travail, vous risquez d'être déçu en vous apercevant que Macintosh Plus vous permet d'en faire encore plus. Il vous aidera à manipuler et à gérer des informa-

tions de plus en plus complexes, de plus en plus facilement. Vous n'aurez pas à compulser des tas de dossiers remplis de minuscules chiffres pour calculer votre bilan colossal. Demandez plutôt à votre Macintosh Plus de le faire à votre place et de vous les présenter sous forme de diagrammes immédiatement compréhensibles. Vous avez suffisamment besoin de temps pour ne pas en perdre avec de vulgaires problèmes bureaucratiques.

Avec Macintosh Plus, vous serez un homme d'affaires Plus.



Apple

Caractéristiques techniques de Macintosh Plus : Microprocesseur 32 bits MC68000. • 1 Mo de mémoire centrale conçue pour supporter 4 Mo. • Graphisme 512 x 342. • Lecteur de disquettes 3,5" intégré d'une capacité de 800 Ko. • Clavier AZERTY accentué avec bloc numérique intégré et touches de déplacement. • 2 interfaces série RS232C. • Connecteur pour un lecteur de disquettes et/ou pour disque dur. • Connecteur SCSI pour chaîne de périphériques à haute vitesse.

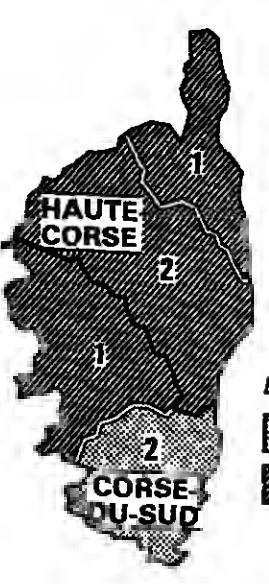
Apple, le logo Apple, LaserWriter, sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc. Macintosh est une marque sous licence chez Apple Computer Inc. Excel est une marque déposée de Microsoft. C.J.M. & BARD.

هكذا من الأصل

فكزا من الأصل

CORSE

Une île en héritage



Députés sortants :
■ Droite
■ Gauche

Voulu par M. François Mitterrand, institué dès 1982, le statut particulier de la Corse, qui déchaînait les passions hostiles de la droite et suscitait la défiance des radicaux du nord de l'île, se trouve plus que des défenses : sans, bien entendu, dans la mouvance nationaliste, réunie pour le combat électoral, mais partagée entre les partisans de l'autodétermination et ceux de l'autonomie interne. Au point que M. Jean-Paul de Rocca-Serra lui-même, président sortant (RPR) de l'Assemblée de Corse (c'est ainsi que s'appelle ici le conseil régional), affirme sa préoccupation de défendre l'institution, et ajoute que l'exécutif régional est « quelque chose de considérable ».

Ce pouvoir régional est, dans l'île, le plus disputé ; il est l'enjeu principal des scrutins de 1986 ; mais il est toujours instable.

Le scrutin de 1982 - la Corse a été la première région de France à élire ses conseillers au suffrage universel direct et à la proportionnelle - avait abouti à l'installation d'une faible majorité relative de gauche (23 voix sur 61), la droite déchirée (29 sièges) n'ayant pu trouver un terrain d'entente. Si tôt réunie, celle-ci provoqua la dissolution et, en

1984, revint à la seconde Assemblée avec 30 sièges et emporta la présidence, au prix d'une alliance avec l'extrême droite.

Aujourd'hui, la droite affirme qu'elle peut, seule, obtenir la majorité absolue, bien que la gauche n'ait pas perdu de terrain et que l'alliance entre nationalistes (MCA, Mouvement corse pour l'autodétermination) et autonomistes (UPC, Union du peuple corse) préserve leurs acquis (6 sièges).

Dès lors que l'opposition ne franchirait pas le cap de 31 sièges, une redistribution des cartes n'est pas à exclure. M. de Rocca-Serra a annoncé qu'il se porterait à nouveau candidat à la présidence. Mais bien des regards se tournent vers M. Emile Arrighi de Casanova, président du mouvement bariste, qui conduit une liste appuyée par l'UDF de M. Baggioni en Haute-Corse. Le syndrome de scission, stimulé par la départementalisation du scrutin, peut favoriser l'émergence de nombreux groupes-charnières susceptibles de faire et de défaire les majorités.

Laboratoire atypique et brouillon de la décentralisation, la Corse paraît pourtant normalisée. Le pouvoir central, après les tentatives de M. Def-

erre, est lui-même revenu, malgré M. Joxe, à une cogestion plus traditionnelle : le préfet, le président (RPR) de la région, élu de la Corse-du-Sud, le président (MRG) du conseil général de la Haute-Corse (M. Giacobbi), et... l'Élysée collaborant pour le plus grand bien d'un « chausson » qui, ayant reçu la Corse en héritage, s'apprête à la transmettre à son tour.

A droite et au Sud, le fief de M. de Rocca-Serra devrait échoir, un jour, à M. José Rossi, le jeune président du conseil général ; même si M. Nicolas Alfonsi (MRG) parvient, sur son nom, à priver M. Rossi d'un siège de député. A gauche et au Nord - une gauche certes très particulière, - MM. Zaccarelli et Giacobbi ont mis, sans coup férir, leurs rejets en piste.

Dans ce pays où la politique est une seconde nature, l'économie est toujours le parent pauvre : les recettes du tourisme et les transferts de l'État central ont été impuissants à contenir un chômage qui a doublé depuis 1981 (11,2 % de la population active) et qui touche des jeunes plus réceptifs aux thèses nationalistes qu'au statu quo consensuel de la classe politique.

Haute-Corse : le lieu de toutes les dissidences

De notre correspondant

Bastia. - Un député de gauche, l'autre de droite : le suspense est mince. A gauche, ou plutôt au MRG, Emile, le fils de Jean Zuccarelli, député de Bastia, paraît assuré de l'emporter dans ce fief familial et radical. En face, c'est Pierre Pasquini, le maire RPR de L'Île-Rousse, qui devrait retrouver son fauteuil de député, conquis de haute lutte contre M. François Giacobbi en 1978 et que la vague rose lui a repris en juin 1981 pour l'offrir tout ébaubi à M. Jean-Paul Luisi (MRG). Mais, pour arriver à ce face-à-face désormais trouble par M. Jean Baggioni, l'outsider UDF, que de tours et de détours, d'allers et de retours entre Bastia et Paris !

A gauche, l'antagonisme jamais résorbé a rebondi entre un MRG « sûr de lui et dominateur » et un Parti socialiste incapable, malgré la victoire de 1981 et l'application du statut particulier, d'occuper le terrain politique (il est vrai qu'il avait été décapité par la direction du parti elle-même). La polémique agressive entre les deux partis de la majorité présidentielle a porté sur la traduction locale de l'accord national, qui stipule, en Haute-Corse, que la tête de liste est un radical. Mais quelle place sera celle du premier socialiste ? Le PS revendiquait la seconde. Le MRG a proposé la quatrième, c'est-à-dire la deuxième suppléante. Une « humiliation » que M. Jean Motroni, le premier secrétaire de la fédération de Haute-Corse, tête de liste aux régionales, ne pouvait accepter. De guerre

lasse, le PS national, qui prônait la concertation, a reconnu que sa fédération locale était roulée dans la farine et l'a autorisée à présenter sa propre liste, conduite par son premier secrétaire avec l'estampille PS en bonne et due forme. Une attitude dénoncée par Emile Zuccarelli, mais sans grande conviction car le MRG, en Haute-Corse, n'attend rien des socialistes et préfère faire cavalier seul.

A droite aussi, le RPR local a été ébranlé par cinquante jours d'incertitude. Qui de M. Pasquini ou de M. Jean Colonna, le maire de Corte, allait décrocher l'investiture ? M. Pasquini partait gagnant, avant que le comité central du RPR ne fasse machine en arrière, pour revenir, après moult interventions, à la case départ : le maire de L'Île-Rousse a été choisi. Ce choix a laissé des traces. Car, même si M. Colonna a accepté enfin de conduire la liste officielle du RPR, cet embrouillaminé électoral pèse sur la campagne. Et M. Pasquini observe d'un œil goguenard les contorsions politiques de ses amis. Comme M. Zuccarelli, il n'est pas candidat à l'Assemblée de Corse.

Trois fils, bonjour les dégâts !

Les régionales, pourtant, c'est le scrutin-phare du département. D'abord parce que c'est ici que s'établit un record national. Celui du nombre le plus élevé de listes, 12 au total, 12 listes de 33 noms pour 114 000 inscrits, soit un candidat pour 288 électeurs ! Ensuite, parce que, rodée par les scrutins précé-

dents d'août 1982 et 1984, la Haute-Corse est devenue le lieu de toutes les dissidences. Même avec le seuil d'éligibilité de 5 % - que l'on situe, eu égard à la participation attendue, à 3 700 voix, - il y a plusieurs à vouloir tenter leur chance et défier les appareils des grands partis (7 listes à droite, 4 à gauche, et 1 nationale). Dans l'opposition, c'est la liste du Rassemblement pour la Corse (RPC), conduite par Pierre Bartoli, ancien député départemental du RPR, qui veut révoquer de l'extérieur le parti gauchiste. A gauche, c'est l'Union républicaine et rénovatrice, conduite par Jean-Jacques Padovani, maire communiste dissident de San-Martino-di-Lota, qui bouscule la fédération locale du PCF et dénonce son opportunisme. Les rénovateurs (tendance Jégou), comme ils le disent un peu imprudemment, ont fait le plein d'un peu plus de 10 % en rupture de ban. Le danger a été jugé assez sérieux pour que deux membres du bureau politique du parti, M.M. Herzig et Vianini, viennent à Bastia pour aller dans les contre-forts et donner leur bénédiction à la « seule liste communiste du département », celle conduite par Michel Stefani, un ouvrier métallurgiste promu à la première place pour apporter un nouveau look au parti, trop assommé par les communistes, selon certains, à la mairie de Bastia, en compagnie d'élus radicaux.

Les radicaux, d'ailleurs, se trouvent bousculés, eux aussi, par une dissidence qu'ils n'attendaient pas : celle de M. Xavier Colonna. Écarté de la liste MRG aux régionales, alors qu'il était l'un des sortants de l'actuelle assemblée, le maire de Calvi a décidé de présenter sa propre liste. Il le fera avec une fougue iconoclaste : « le système politique traditionnel », qu'il veut « mettre par terre ». Il est vrai que le MRG n'a pas bésiné à caser sur les deux listes - législative et régionale - les trois fils des trois parlementaires : en plus d'Emile Zuccarelli, c'est Paul Giacobbi, le fils de François, sénateur et président du conseil général, qui conduit la liste aux régionales sur laquelle se trouve, en quatrième position, Antoine Luisi, le fils de Jean-Paul, député de la circonscription de Corte-Balagne, qui ne se représente pas. « Un fils en va, trois fils, bonjour les dégâts » ; ce slogan vengeur point sur les murs de Bastia. M. Colonna le fait sien.

Deux élections cachées

Sa candidature affaiblit de facto celle du Rassemblement pour la Corse française (RCF), proche de la CRF et autiste dissidente. Voilà pour les dissidences. Restent deux autres enjeux, car cette élection régionale en cache au moins deux autres : la première est celle du président de la prochaine assemblée de Corse. Déjà sur les rangs, Emile Arrighi de Casanova, ancien président du comité économique et social de la Corse, conduit la liste UDF dans le Nord, secondé par M. Baggioni. Paradoxe, M. Arrighi de Casanova, qui se réclame de Raymond Barre, pourrait bien faire un président collaborationniste au sein de la prochaine assemblée de Corse. Un président de centre droit, hostile au Front national, mais ouvert aux majorités d'idées, et qui tenterait de fédérer ces groupes-charnières nés de la « balkanisation » des forces de droite et du centre.

La deuxième, c'est la « bataille de Bastia » des municipales de 1989. L'opposition actuelle est à la recherche d'un leader incontesté pour affronter cette échéance. C'est pourquoi ces régionales ont aussi l'allure de primaires. Qui de Joseph Chierelli, conseiller municipal de l'opposition à Bastia - qui présente sa liste CNP - ou de Jean Baggioni - qui est le révélateur de cette campagne - ou de Pierre Pasquini l'emportera dans la cité ? Le premier classé prendra une certaine avance pour 1989.

Corse-du-Sud : le duel

De notre correspondant

Ajaccio. - La bataille des législatives en Corse-du-Sud limite à un duel. M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR), maire de Porto-Vecchio et président (également sortant) de l'Assemblée de Corse, est certain d'être réélu. L'intérêt de la confrontation, dès lors, se porte sur l'attribution du second siège : M. Nicolas Alfonsi, député sortant radical de gauche, ou bien M. José Rossi, président du conseil général de Corse-du-Sud (UDF-PR) ? L'un et l'autre disposent d'atouts sérieux, et bien que tous les observateurs s'accordent à prévoir un faible écart, avec, toutefois, un léger avantage à M. Alfonsi.

L'opposition a réalisé ici l'union « sacrée ». Effacées, du moins en apparence, les dissidences de 1978 et 1981 après l'effacement de M. Jean Rossi (RPR) réélu en 1978, mais devancé trois ans plus tard par M. Rossi. La coalition regroupée, comme aux municipales de 1983 et aux régionales de 1984, le RPR, l'UDF, le Comité central bonapartiste. Est venu s'y joindre le Front national, cas unique en France, qui a retiré sa liste, que devait conduire M. Nicole Borelli, sous-préfecte de « réaliser le Front anti-opportuniste » principalement et, accessoirement, de bousculer la route de la gauche. Un « front », qui, s'il est en passant, n'existe pas en Haute-Corse.

En fait, le retrait des amis de M. Le Pen paraît à beaucoup un acte d'impuissance. En contrepartie de la reconduction de M. Jean Rossi (RPR) réélu en 1978, mais devancé trois ans plus tard par M. Rossi. La coalition regroupée, comme aux municipales de 1983 et aux régionales de 1984, le RPR, l'UDF, le Comité central bonapartiste. Est venu s'y joindre le Front national, cas unique en France, qui a retiré sa liste, que devait conduire M. Nicole Borelli, sous-préfecte de « réaliser le Front anti-opportuniste » principalement et, accessoirement, de bousculer la route de la gauche. Un « front », qui, s'il est en passant, n'existe pas en Haute-Corse.

En revanche, l'union sacrée à la mode ajacienne permet à M. Alfonsi d'en appeler directement à tous ceux qui ont voté pour François Mitterrand au second tour, donc, en premier lieu, aux électeurs communistes qui, depuis 1973, lui ont apporté régulièrement leurs suffrages au second tour. Le thème est clair : voulez-vous un député de gauche, ou un député de droite ? L'alternative est d'autant plus facile à comprendre que le candidat du PCF, M. Dominique Baccichini, maire de Sartène et ancien député européen, n'a aucune chance d'être élu, vu que M. Alfonsi conduit une liste d'union avec le Parti socialiste et que les relations entre les trois partis de gauche ne sont guère altérées en profondeur par les effets de la campagne nationale du PCF.

Une cinquième liste brigue les suffrages en Corse du Sud, celle de l'Union MCA-UPC. Nationalistes et autonomistes ont choisi M. Dominique Lucchini (UPC), maire de Zerbina, comme chef de file. Mais cette présence est surtout destinée à permettre l'identification du vote « corse » aux deux élections.

C'est une préoccupation de même nature qui a conduit la droite et la gauche non communiste à désigner un même chef de file aux régionales, M. de Rocca-Serra (RPR-UDF-CCB-CNIP) et M. Alfonsi (MRG-PS), tandis que le PCF plaçait à sa tête M. Albert Ferracci, l'un de ses chefs « historiques » depuis trois décennies et, par ailleurs, président de son groupe à l'Assemblée de Corse.

Régionales : l'écistement

Si les listes en présence sont au nombre de cinq aux législatives, on en compte onze aux régionales.

A gauche, la liste de M. Alfonsi et celle de M. Ferracci, mais aussi celle de M. Jean Gaffory, maire de

Guagno, qui se réclame du Centre-gauche et se situe sans ambiguïté dans la majorité présidentielle.

A droite, l'union aux législatives a éclaté. Six listes ! Il est douteux que toutes ces listes franchissent la barre des 5 %.

Reste la liste MCA-UPC « Pour un avenir corse » conduite par M. Pierre Poggiali, leader d'Unità nazionalista aux régionales de 1984 (MCA), et M. André Fazi, président du groupe UPC à l'Assemblée.

Enfin, la liste du « Cricu » (le cri, « pour relever la Corse » d'un coiffeur ajacien, M. Antoine Celli, dit « le Mince », qui rêve des lauriers de Coluche, ex-futur candidat à la présidentielle de 1981).

Cette prolifération de listes aura nécessairement pour conséquence une distorsion notable des suffrages aux législatives et aux régionales. On ne prévoit cependant pas de changement fondamental dans la représentation des grandes mouvances à la troisième Assemblée de Corse.

Mais, en posant implicitement la candidature de M. Emile Arrighi de Casanova à la présidence de cette Assemblée, M. Denis de Rocca-Serra a jeté un beau pavé dans la mare puisqu'il a aussi, explicitement, écarté la reconduction du président sortant. De là à accuser les amis de M. Raymond Barre de se préparer à collaborer « sans vergogne » avec la gauche, alors que l'homme d'État éminent dont il se réclame est précisément l'adversaire de la collaboration, il n'y avait qu'un pas. M. Jean-Paul de Rocca-Serra l'a franchi, dans la chaleur communicative d'une réunion publique animée par M. Charles Pasqua, à Ajaccio. Ce à quoi M. Arrighi de Casanova a simplement répondu sur FR3, dont il était l'hôte : « M. de Rocca-Serra a perdu son sang-froid ».

PAUL SILVANI

RÉGIONALES	
Président du conseil régional : Jean-Paul de ROCCA-SERRA (RPR)	
Nombre de sièges à pourvoir : 61	
CORSE-DU-SUD : 28	
HAUTE-CORSE : 33	
LÉGISLATIVES	
NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR	
CORSE-DU-SUD : 2	
HAUTE-CORSE : 2	
DÉPUTÉS SORTANTS	
CORSE-DU-SUD	
Nicolas Alfonsi (MRG)	
Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR)	
HAUTE-CORSE	
Jean Zuccarelli (MRG)	
Jean-Paul Luisi (MRG)	

REPÈRES	
CORSE-DU-SUD	HAUTE-CORSE
PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981)
Ins., 90 193 ; abst., 33,28 % ; suff. ex., 59 358. MARCHAIS, 9 172 (15,45) ; MITTERRAND, 13 655 (23) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 14 284 (24,06) ; GISCARD D'ESTAING, 17 149 (28,89) ; CHIRAC, 16 251 (27,37) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 17 105 (28,81).	Ins., 115 729 ; abst., 36,54 % ; suff. ex., 72 698. MARCHAIS, 12 306 (16,79) ; MITTERRAND, 12 863 (17,49) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 20 013 (27,52) ; GISCARD D'ESTAING, 17 531 (24,11) ; CHIRAC, 19 828 (27,27) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 20 744 (28,53).
LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981)
Ins., 90 365 ; abst., 35,43 % ; suff. ex., 57 772. PC, 9 054 (15,67) ; PS-MRG, 19 036 (32,95) ; UDF-RPR, 29 625 (51,37).	Ins., 115 532 ; abst., 37,92 % ; suff. ex., 70 876. PC, 10 598 (14,95) ; PS-MRG, 28 742 (40,55) ; UDF-RPR, 31 388 (44,28).
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)
Ins., 90 191 ; abst., 49,83 % ; suff. ex., 44 318. PC, 74 76 (16,86) ; PS, 74 72 (16,85) ; UDF-RPR, 18 841 (42,31) ; FN, 7 768 (17,32).	Ins., 113 694 ; abst., 48,43 % ; suff. ex., 57 573. PC, 8 548 (14,84) ; PS, 7793 (13,53) ; UDF-RPR, 24 865 (43,18) ; FN, 5 670 (9,84).

POINT DE RENCONTRE

POINTS BIOGRAPHIE SEUIL

3 POINTS = 1 BON POINT

La « libération nationale » au fond des urnes

De notre correspondant

Bastia. - Difficilement envisageable il y a seulement un an, l'alliance des autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) et des nationalistes du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) est désormais chose faite. Les deux partis présentent dans les deux départements de la Corse des listes communes aux législatives et aux régionales.

Il s'agit d'une parenthèse que les deux élus (l'évolution institutionnelle de l'île) pour ne rien dire que ce qui les rapproche : la sauvegarde de la langue corse, la corrélation des emplois, le rejet du câble électrique italo-corse, la libération des prisonniers nationalistes.

Deux hommes sont à l'origine de ce rapprochement : Max Simeoni, qui a repris en 1983 un mouvement autonomiste affaibli par le retrait de son frère, Edmond pour raison de santé ; Pierre Poggiali, le leader d'Unità Nazionalista, une structure qui fédère parti et syndicat de la mouvance nationaliste, en progression depuis 1983. Principale raison de ce rapprochement : pour l'UPC, freiner l'hémorragie des militants et l'éloignement d'une partie de la jeunesse, plus sensible aux thèses radicales du MCA ; pour ce dernier, construire « le parti corse » autour de lui, en forçant l'UPC à changer de position sur la violence.

La suspicion des militaires de l'ex-FLNC avait été saluée par l'UPC comme une « ouverture »

et une chance à saisir. La reprise des attentats, même ponctuels, et surtout le double meurtre des Tunisiens en janvier dernier, revendiqué par l'organisation clandestine, ont placé les autonomistes dans une position délicate. Ils ne peuvent plus condamner clairement les actions du Front, sans peine de rompre le cordon de bonne conduite établi avec le MCA. Ils se réfugient dans l'explication de la « violence mère », imputable à « l'État français et aux clans », qui justifie, peut-on dire, toutes les violences. Cette attitude a quelque peu déstabilisé l'UPC, notamment auprès de la diaspora corse - ces Corses du continent - qui attendait du mouvement d'Edmond Simeoni qu'il assume la transition entre une Corse aux mœurs politiques archaïques et une Corse moderne.

En partant l'indignation affective, l'UPC n'est plus la grande force morale qui dénonçait avec succès - et dénonçait encore - la fraude électorale. Désormais, son message est brouillé. Tandis que du côté nationaliste, l'occupation de la stratégie violente de l'ex-FLNC va de soi, et le leadership de l'organisation clandestine s'impose aux extrémistes « légaux ».

L'accord avec le MCA, s'il profite politiquement plus à ce dernier, doit permettre aux deux partis de passer sans encombre la barre des 5 %.

D. A.

In duel

« nationale » au fond des urnes

[illegible]





6900F

GÖTEBORG:
Canapé 3 places
cuir noir.

(1) établies d'après l'Institut Suédois du Meuble.



Ils sont fous ces Suédois

105-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (1) 64.9765.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20 H. - JEU: 11-22 H. - SAM: 10-20 H. - DIM: 10-19 H.   RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
E CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 48.32.92.95. LUN. MAR. MER: 11-20 H. - JEU. VEN: 11-23 H. - SAM: 9-20 H. KEA L'ON: CTR. CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. 78.79.23.36. LUN. VEN: 10-20 H. - SAM: 9-20 H.
LEA VITROLLES; RN 114 QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19 H. - VEN: 11-22 H. - SAM. DIM: 10-19 H.   RESTAURANT PARADIS D'ENFANT

مَكْنَزٍ مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LES PROGRAMMES ÉCONOMIQUES

EMPLOI

Pas de promesses

A force d'habileté dans la présentation, les mesures avancées par l'opposition perdent de leur originalité et, quelquefois, de leur pertinence. L'autorisation administrative de licenciement sera supprimée, sauf en cas d'aide financière de l'Etat, d'est-ce dans la quasi-totalité des situations.

L'allègement des charges sociales, pour favoriser l'emploi des jeunes, risque d'annuler l'effort entrepris depuis 1985 pour la formation en alternance, voulue par le CNPF et conduite avec l'accord de confédération syndicales. Quel chef d'entreprise ne choisirait pas la solution la plus facile consistant à

embaucher à moindre coût sans effort de formation ? Des accomplissements pour le temps de travail, son organisation, les contrats à durée déterminée et l'intérim seront décidés par l'Etat au détriment, bien souvent, d'une politique contractuelle acceptée par les partenaires sociaux, ou de règles existant déjà.

Dans certains cas, des concessions de langage ou de formulation habillent de neuf des mesures déjà pratiquées. Dans d'autres cas, on vise les maillons faibles de la chaîne : les travailleurs immigrés et les obligations sociales des entreprises de plus de dix, onze ou cinquante salariés.

SALAIRES ET RELATIONS SOCIALES

Des clivages apparemment atténués

Sur les salaires et les relations sociales, l'heure n'est plus aux grandes remises en cause, et les clivages se sont en apparence atténués. Le Parti socialiste entend, pour l'essentiel, consolider et poursuivre ce qu'il a accompli pendant cinq ans, tandis que l'UDF et le RPR ont atténué certaines de leurs propositions initiales (par exemple sur le SMIC et le « monopole syndical »). L'attachement à la politique contractuelle fait ainsi partie du credo commun, l'opposition entend élargir le champ d'application des accords d'entreprise, ce qui signifie que ceux-ci pourraient déroger au code du travail.

Le PS reste fidèle sur la manière dont il entend « approfondir » le

rôle des administrateurs salariés dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées. Mais ce flou est avant tout une réponse au RPR et à l'UDF, qui veulent abroger immédiatement la loi de démocratisation.

Sur les salaires, il n'y a guère d'innovation. Quand la plate-forme RPR-UDF préconise le développement de la « part variable ou individualisée du salaire », elle fait écho à une pratique qui se développe déjà largement dans les entreprises et qui ne dépend pas de l'Etat. Nul doute qu'elle se poursuivra quelle que soit la majorité. Mais l'opposition maintient le rôle de l'Etat sur la fixation du SMIC en prévoyant une réforme de son mode de calcul.

PROTECTION SOCIALE

Le choix des bénéficiaires

En matière de protection sociale, le PS et l'opposition semblent, à première vue, rester fidèles à leur image traditionnelle, les socialistes mettant l'accent sur la solidarité, l'opposition sur la limitation des prélèvements sociaux et la responsabilité individuelle.

En effet, le PS annonce deux programmes supplémentaires : le premier destiné à aider les salariés frappés par les mutations technologiques ou économiques ; le second à assurer un revenu minimum à ceux qui passent entre les mailles du filet de la protection sociale. Le coût de cette dernière mesure a été évalué à 14 milliards de francs à l'Etat et les collectivités locales.

En revanche, l'opposition veut faire contrôler par le Parlement l'évolution des dépenses sociales, « responsabiliser » les assurés en les informant du coût de leur protection collective, les inciter à se garantir individuellement.

Mais ces images ne sont qu'en partie exactes. Sans doute le PS parle-t-il plutôt de « stabiliser » les prélèvements obligatoires que de les réduire (la réduction est réservée à l'époque où la croissance économique sera plus forte). Mais, ces dernières années, les socialistes ont pu ont serré les dépenses sociales au point d'être accusés aujourd'hui par l'opposition ou les communistes

d'avoir organisé la pénurie. La droite, de son côté, a sensiblement infériorisé son discours pour ne pas effrayer les électeurs attachés à la Sécurité sociale et pour ne pas se lier les mains.

D'autre part, si la Plate-Forme commune de l'opposition comporte peu de dépenses sociales nouvelles, sauf le développement de l'allocation parentale d'éducation ou les droits à la retraite pour les mères de famille, il n'en va pas de même pour les programmes des différents partis. Celui du RPR en particulier en prévoit beaucoup : attribution d'un demi-SMIC au troisième enfant pour toutes les familles à un seul revenu, ouvrant en même temps des droits à la retraite ; suppression du plafond de ressources pour le complément familial et l'allocation de rentrée scolaire ; prise en compte des aménités de cotisation au-delà de trente-sept ans et demi pour la retraite. A cela il faut ajouter les moins-values entraînées par la suppression du plafond du quotient familial et la suppression de la « pénalisation » (par le montant des cotisations sociales) des médecins à honoraires libres.

Ce programme ne coûterait sans doute pas moins que celui du PS. Mais les bénéficiaires ne seraient pas les mêmes.

POLITIQUE ECONOMIQUE

La désinflation et la croissance

Au sein du gouvernement Fabius, l'idée de la rigueur continue de prévaloir. Le ralentissement de l'inflation reste la priorité absolue, avec comme objectif des baisses de prix aussi faibles qu'en RFA.

Tel est le schéma. Il implique que, pendant encore un certain temps, le pouvoir d'achat ne progresse pas ou très peu, l'essentiel du bonus pétrolier étant dévolu aux entreprises pour leurs marges et leurs investissements, voire leur désendettement.

Une autre question se pose, même si elle n'a pas de réponse : le gouvernement continue-t-il de faire sienne l'idée qui prévalait sous Pierre Mauroy et Jacques Delors selon laquelle la France a intérêt pendant quelques années à contenir sa demande intérieure en dessous des taux de progression étrangers pour profiter de

la reprise mondiale ce qui stimulerait nos exportations et en limiterait nos importations ?

Du côté de l'opposition, la réponse est nette : la croissance est prioritaire. Elle sera égale ou supérieure à celle des pays étrangers.

L'impasse est faite sur les risques d'un dérapage des prix lorsque seront libérés - très rapidement - les services et le commerce. L'opposition minimise le danger, estimant qu'il n'y a pas de risque de dérapage tant qu'avec les taux d'inflation actuellement atteints une légère accélération ne serait pas dramatique. Elle oublie ce faisant que l'inflation en RFA ne cesse de se réduire.

Mais il est vrai qu'en RPR et à l'UDF on se déclare fermement décidé à ne pas retomber dans les erreurs des années 70, qui avaient vu les salaires s'envoler.

PRIX, BUDGET, FISCALITÉ

Beaucoup de promesses

Le programme du PS annonce la poursuite de la libération des prix. M. Fabius a déclaré que sur ce point il n'avait pas de divergence de fond avec la droite et que le désaccord portait sur la méthode (libération totale et immédiate).

Le PS annonce par ailleurs une idée importante pour équilibrer durablement les comptes de la protection sociale : créer un prélèvement proportionnel sur l'ensemble des revenus, y compris sur ceux des revenus mobiliers. Aucun taux n'est indiqué, mais, à l'époque où Jacques Delors avait lancé l'idée, il était question d'un prélèvement de 2 %.

Le PS s'est-il laissé convaincre de l'intérêt de ce prélèvement, qui avait été fortement combattu par certains socialistes, notamment parce qu'il était proportionnel et non progressif ?

L'opposition, quant à elle, libère immédiatement tous les prix.

Les médicaments devront faire l'objet d'engagements vis-à-vis de la puissance publique. Les textes nouveaux réglementant la concurrence ne seront mis au point que plus tard (on conservait pendant un temps le dispositif sur la concurrence des ordonnances de 1945).

Le RPR et l'UDF annoncent d'importantes réductions de dépenses. Les formes qu'elles prendront sont trop générales dans les programmes pour qu'on puisse dire si elles sont réalistes. Sur un point tout de même - la réduction du nombre des fonctionnaires - le programme UDF-RPR tombe dans la facilité.

Dans ces conditions, les réductions d'impôts promises - auxquelles le RPR est très attaché - risquent d'entraîner un gonflement du déficit public, idée énergiquement combattue par l'UDF, et notamment par son aile barbare.

Que contiennent les programmes de la gauche et de la droite en matière économique, sociale et financière pour les élections présidentielles du 16 mars ? Nous avons regroupé dans le tableau ci-dessous les principales propositions du Parti socialiste, du Parti communiste, de la Plate-Forme commune RPR-UDF et celle du Front national.

	PS	PC
EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL	<ul style="list-style-type: none">- Aménagement et réduction du temps de travail en allongeant la durée d'utilisation des équipements et avec accord syndical au niveau des branches.- Aides à la création de PME-PMI (plus de 100 000 en 1985).	<ul style="list-style-type: none">- Un emploi pour un million de chômeurs, 5 % du temps de travail passé à la formation ; qualification d'un million d'OS en cinq ans.- Transformer les TUC et les stages actuels avec notamment augmentation de la rémunération (2 500 F par mois).- Développer l'enseignement professionnel et l'enseignement général.- Réforme de l'assiette des prélèvements sur les entreprises pour le financement de la formation (cf. protection sociale).- Rejet de la « flexibilité ».- Politique d'aménagement et de diminution du temps de travail.- Refus des suppressions de postes dans un groupe sans engagement préalable de créations identiques d'emplois dans la région.- Chômage : indemnisation minimum de 2 500 F par mois pour tous et une revalorisation des allocations.
SALAIRES ET RELATIONS SOCIALES	<ul style="list-style-type: none">- Maintien et développement de la politique contractuelle.- Maintien d'une évolution du SMIC plus rapide que la moyenne des revenus.- Extension des lois Auroux aux PME et à l'administration et approfondissement du rôle des salariés dans les conseils d'administration du secteur public.- Maintien de l'autorisation administrative de licenciement.	<ul style="list-style-type: none">- Progression du pouvoir d'achat des bas et moyens salaires. Garantie du pouvoir d'achat pour les salariés couverts par les conventions collectives.- Amélioration et reconnaissance des qualifications, harmonisation des grilles de salaires des différentes branches.- Droits et pouvoirs effectifs de contrôle des salariés et des élus sur l'utilisation des fonds dans les entreprises, des crédits et des aides publiques.
PROTECTION SOCIALE (santé, retraite, famille)	<ul style="list-style-type: none">- Modification du financement de la Sécurité sociale (cotisations proportionnelles au revenu).- Création d'une aide à la mutation (pour les changements d'entreprise, de profession, de résidence).- Revenu minimum garanti (par complément des aides existantes).- Favoriser le redressement démographique.	<ul style="list-style-type: none">- Création d'un prélèvement social sur les revenus des capitaux.- Cotisations employeurs modifiées pour avantager l'emploi et l'investissement.- Suppression des plafonds de cotisation.- Autonomie accrue des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale.- Santé : suppression du forfait hospitalier, amélioration des remboursements (optique, prothèses...), généralisation progressive du paiement, congé maternité de six mois.- Famille : allocations familiales de 700 F par enfant dès la première.- Retraites : amélioration du pouvoir d'achat.
POLITIQUE ECONOMIQUE	<ul style="list-style-type: none">- Poursuivre l'effort engagé en matière d'investissement industriel.- Ne pas répercuter dans les prix la totalité de la baisse actuelle du dollar et du pétrole. Utiliser cette marge de manœuvre pour obtenir une croissance plus rapide en favorisant l'investissement industriel.- Poursuivre la réalisation des objectifs du IX^e Plan et notamment de ses programmes prioritaires concernant la modernisation, la recherche, la formation...	<ul style="list-style-type: none">- Relance économique, Développement de l'emploi.- Produire plus et mieux.- Modernisation sans chômage.
PRIX, BUDGET, FISCALITÉ	<ul style="list-style-type: none">- Poursuivre progressivement la libération des prix des secteurs concurrentiels.- Maintenir le déficit budgétaire en dessous de 3 % du PIB.- Aller vers un prélèvement social proportionnel assis sur l'ensemble des revenus.- Réformer la taxe d'habitation pour la rendre plus équitable.- Stabiliser le taux des prélèvements obligatoires et, en fonction de l'accélération de la croissance, le diminuer.- Utiliser pleinement la fiscalité dans la lutte contre les inégalités.	<ul style="list-style-type: none">- Prix : engagements concertés entre entreprises, banques, distributions et pouvoirs publics dans les régions et les branches.- Budget : développement et amélioration des services publics essentiels (école, santé, recherche...).- Fiscalité : supprimer les privilèges accordés aux revenus financiers pénaliser les utilisations improductives du capital ; stabiliser et développer la taxe professionnelle ; doubler l'impôt sur les grandes fortunes ; augmenter l'impôt sur les deux cent mille plus hauts revenus ; supprimer les privilèges de l'emprunt d'Etat ; réduire les avantages des emprunts socialistes ; alléger la taxe d'habitation pour les bas revenus ; tenir compte dans l'imposition sur les revenus des dépenses supplémentaires pour les foyers où l'homme ou la femme travaillent.
ÉPARGNE, MONNAIE, BANQUES	<ul style="list-style-type: none">- Maintenir une politique monétaire d'accompagnement de la désinflation.- Continuer de garantir à l'épargne populaire un taux de rendement réel positif.- Conserver au système bancaire français son rôle international (garantie de l'actionnaire public).	<ul style="list-style-type: none">- Monnaie : opposition à la seule régulation par les taux d'intérêt.- Banques : les crédits les moins chers affectés au développement des emplois et des productions avec priorité à la reconquête du marché intérieur. Réduction des intérêts versés pour des emprunts anciens à la consommation ou à l'achat de logement. Moratoire pour les familles dont un des membres est au chômage.- Epargne : coup d'arrêt au développement des marchés financiers ; désengagement des formules type épargne-logement à l'achat d'une voiture et d'un équipement ménager.
FINANCES EXTERIEURES	<ul style="list-style-type: none">- Assurer un excédent de la balance des paiements courants.- Renforcer le rôle de l'ECU.- Utiliser une partie de la marge de manœuvre apportée par la baisse du coût de l'énergie, pour réajuster le dette du tiers-monde.	<ul style="list-style-type: none">- Priorité à la reconquête du marché intérieur, coopération avec tiers-monde (crédits nouveaux).- Défense de nos capacités de production au sein de la CEE, face notamment à la RFA.- Garantie des revenus aux exportations des pays en voie de développement, moratoires sur les intérêts ou annulations de dettes.
AGRICULTURE	<ul style="list-style-type: none">- Refus d'un retour au libéralisme qui entraînerait la disparition d'un grand nombre d'exploitations agricoles.- Poursuivre la réforme engagée de la politique agricole commune et maintenir une croissance moyenne des revenus agricoles analogue à celle des autres revenus.- Maîtriser le volume des productions dans des limites compatibles avec l'écoulement des excédents sur le marché mondial.	<ul style="list-style-type: none">- Revenu des paysans revalorisé.- Crédit agricole réorienté pour réserver la terre aux agriculteurs ; alléger leurs charges financières ; favoriser l'installation des jeunes ; développer de nouvelles coopérations agriculture-industrie (logement, alimentaire).
L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE	<ul style="list-style-type: none">- Utilisation du secteur public pour la réalisation des grands programmes de technologies avancées (espace, aéronautique, biotechnologie).- Poursuite de la conquête du marché intérieur pour un certain nombre de secteurs clés (machine-outil, filière bois, etc.).- Développement du programme Euréka.	<ul style="list-style-type: none">- Moderniser les industries et développer des productions nouvelles (électronique et télécommunication, acier et biens d'équipement, automobile et équipements...).- Rôle moteur des nationalisées (recherche et développement de productions nationales).- Maintenir la diversité des formes de commerces.
ÉNERGIE ET TRANSPORTS	<ul style="list-style-type: none">- Maintien de la politique d'amélioration du niveau d'autosuffisance énergétique.- Poursuite, malgré la baisse du prix du pétrole, de la politique d'économie d'énergie.- Développement du réseau TGV.- Priorité aux transports en milieu urbain.	<ul style="list-style-type: none">- Défense du potentiel nucléaire-charbon ainsi que la filière chimique et pétro-chimique française (carbo-chimie dans le Nord, engrais en Aquitaine, gaz de Lacq) ; développement des coopérations internationales dans ces domaines.
LOGEMENT ET TRAV. PUBLICS	<ul style="list-style-type: none">- Maintien de la protection des locataires assurée par la loi Guillaud.- Rééchelonnement de la dette des organismes d'HLM, augmentation du nombre de réhabilitations des HLM, amélioration de la sécurité et de l'entretien dans les grands ensembles.	<ul style="list-style-type: none">- Construction supplémentaire en deux ans de 50 000 logements sociaux de qualité (locatif ou accession à la propriété, individuel ou collectif), rénovation de 50 000 autres, entraînant la création de 200 000 emplois dans le BTP.- Contrôle par les comités d'entreprise de la destination du 1 % logement.- Réforme des modalités de crédit.

ÉPARGNE - MONNAIE - BANQUE

Radicalisme

Sous l'apparence des mots, le programme de l'opposition est assez radical. Ainsi, le RPR se propose de :

- *libérer* et de *bancairiser* l'ensemble du système financier pour rétablir la concurrence : liberté de création et d'implantation pour les banques françaises et étrangères, suppression des *« privilèges »* (exonérations fiscales sur les livrets A des caisses d'épargne et livret Bleu du Crédit mutuel, distribution exclusive par le Crédit agricole des créances bonifiées à l'agriculture et t.c.). De plus, il serait interdit à prendre des mesures de nature à fausser la concurrence dans le commerce des banques, avec une dérogation pour les PTT, à titre transitoire. La Caisse des dépôts pourrait être *« désévisée »*.

A l'UDF on se penche davantage sur le traitement fiscal de l'épargne,

devant tout à fait anarchique, et dont le traitement fiscal serait : *« normalisé »* et *« rééquilibré »*. La normalisation consisterait à unifier le régime fiscal de tous les produits financiers à long, moyen et court terme, dont la taxation s'étage de 0 % pour certaines SICAV court terme à 75 % (au maximum) pour les dividendes des sociétés, en passant par les 26 % des obligations et les 46 % des comptes sur livrets et bons de caisse. Deux solutions sont envisagées : prélèvement forfaitaire unique (entre 33 % et 50 %) ou (entre 33 % et 50 %) sur le revenu, avec abattements. Ainsi, pour la Caisse des dépôts, ce qui concerne les capitaux à risque (actions), l'idée est de ne pas pénaliser leurs revenus, en leur accordant la neutralité de la taxation par le moyen du relèvement de l'avoir fiscal, porté à 100 %.

Imprécision

de réexaminer les garanties offertes aux producteurs. Enfin, derrière l'idée d'une plus juste participation des agriculteurs au financement de leur régime social, se cache une ambiguïté majeure : s'agit-il d'augmenter le niveau de cette participation, plus faible aujourd'hui en agriculture que pour les autres catégories sociales ? S'agit-il au contraire de limiter la hausse des cotisations qui ont fortement progressé ces dernières années ?

Levée immédiate des contrôles

Quant à la levée du contrôle des changes sur les opérations en capital, elle serait, selon les termes du programme de l'opposition, « progressive », de façon à éviter un exode des capitaux, peu probable à l'heure actuelle, en raison de la vigueur du marché financier français.

Cohabitation possible

pourrait être coigné par la plupart des responsables de l'opposition. De même que l'affirmation, dans le pacte pour le renouveau du RPR, selon laquelle « l'Etat n'a pas à imposer de choix industriel » mais « doit garantir l'indépendance technologique de la nation » est largement partagée désormais par les socialistes. De même les deux principales forces politiques sont-elles d'accord sur l'évolution du financement de l'industrie, pour lequel les bonifications d'intérêt seront réduites. Bref, la cohabitation semble possible.

ÉNERGIE

La chute extrêmement brutale des prix du pétrole brut a relancé l'intérêt des milieux politiques pour l'énergie et placé le débat sur un autre terrain. Le problème pétrolier mais peut-être celui de l'utilisation de la manne pétrolière doit devrait bénéficier le pays cette année.

Les socialistes, et récemment M. Fabius, proposent qu'on laisse cette baisse se répercuter librement dans les tarifs intérieurs, mais voudraient réduire les sommes de baisses salariales en proportion de la réduction de l'inflation.

L'opposition, elle, préconise de limiter cette baisse au niveau des consommateurs en imposant des taxes sur les carburants, et de profiter de cette manne pour réduire les impôts notamment au niveau des entreprises.

Le débat pour l'heure est loin d'être tranché.

Le non-dit

remettre en cause fondamentalement la réforme intervenue en 1977, qui a créé l'aide personnalisée au logement (APL). Celle-ci s'inscrit pour 8,2 milliards de F dans le budget de 1986. Comment « reconstruire l'aide publique » et « améliorer le financement » de l'accès à la propriété sans toucher à la loi de 1977, qui avait réformé le financement du logement ?

هكذا من الأصل

فكرنا من الأصل

(Publicité)

8 mars Journée Internationale des Femmes

NOUS LES FEMMES, SOLIDAIRES DANS NOS REVENDICATIONS



EN ÉGALITÉ

Tous les métiers sont ouverts aux filles et aux femmes
loi 83 sur l'égalité professionnelle
loi 82 : Le travail des femmes de commerçants et d'artisans est reconnu.
Le père et la mère ont les mêmes droits dans la famille.

EN DIGNITÉ

Actions contre les violences faites aux femmes. Remboursement de l'I.V.G.

EN AUTONOMIE

Plus de femmes créatrices d'entreprise. Meilleur accès à la contraception.
Aide au recouvrement des pensions alimentaires. Promotion de la création artistique.

POUR NE PAS REVENIR EN ARRIÈRE, CONFORTER LES ACQUIS
CONQUÉRIR DE NOUVEAUX DROITS

Continuons d'agir ensemble!

Appel des quarante, Centre Simone de Beauvoir, C.R.I.S.S., Centre de Recherche d'Information Féministe, Confédération Syndicale du Cadre de Vie, Confédération Syndicale des Familles, Dialogue de Femmes, Du Côté des Femmes Cergy-Pontoise et Paris, Fédération Syndicale des Familles mono-parentales, Fémin'Autres, Association Féministe pour une politique alternative, Femmes 2000, Groupe Abolition des mutilations sexuelles, Halte-aide aux Femmes battues, Jeunes Femmes, Ligue du Droit des Femmes, les Mariannes, la Millénaire, Modéfen, Mouvement français pour le Planning Familial, Nouvelle Question Féministe, S.O.S. Femme alternative Flora Tristan, Solidarité Femmes, Union Féminine civique et sociale, Voix off.

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 5 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été diffusé :

● BALANCE DES PAIEMENTS.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres une communication sur les résultats de la balance des paiements en 1985.

1) Pour la première fois depuis 1979, la balance des transactions courantes a dégagé un excédent. Cet excédent s'est élevé à 3,1 milliards de francs en 1985. Le déficit du commerce extérieur s'est légèrement contracté malgré le maintien à un niveau élevé du prix de l'énergie importée (27 dollars le baril) et malgré l'augmentation de la valeur moyenne du dollar (8,98 francs en 1985 contre 8,74 francs en 1984). L'excédent de la balance des paiements courants résulte principalement de la forte progression des recettes nettes tirées des services (plus 11,1 milliards de francs), due elle-même à l'amélioration de la balance des services liés au commerce extérieur et à la poursuite de la progression des excédents du tourisme qui ont dépassé 30 milliards de francs.

2) L'endettement de la France a été fortement réduit. Les entreprises et les banques françaises ont nettement moins emprunté à l'étranger, et l'État a remboursé par anticipation une part de sa dette extérieure (13,6 milliards de francs). Au total, les appels nets à l'emprunt extérieur se sont élevés seulement à 16,5 milliards de francs en 1985 contre 36,1 milliards en 1984 et 88 milliards en 1983. Ils ont servi à financer les investissements français à l'étranger, les crédits à l'exportation et l'aménagement de la dette de pays en voie de développement.

Joint à la baisse du dollar, ces mouvements ont conduit à une forte contraction de l'endettement extérieur à moyen et long terme de la France. En termes bruts, notre endettement a été ramené de 528,5 milliards de francs à la fin de 1984 (soit 12,35 % du PIB) à 469 milliards de francs à la fin de 1985 (soit 10,25 % du PIB), ce qui place notre pays parmi les moins endettés de tous les grands pays industrialisés. Déduction faite des créances sur l'étranger, l'endettement de la France a été réduit de 236,5 milliards de francs à la fin de 1984 à 158 milliards de francs à la fin de 1985. Ce chiffre est à comparer aux 413 milliards de francs que comptent nos réserves de change à cette même date.

3) Les perspectives pour 1986 sont en très nette amélioration. Les commandes de grands contrats enregistrées en 1985 ont connu une forte croissance (plus 21 %), notamment pour les biens à haute technologie et les pays développés. Sur le plan du commerce extérieur, l'année 1986 a bien commencé avec un excédent commercial de 3,5 milliards de francs en janvier qui ramène le déficit cumulé des douze derniers mois à 13,4 milliards de francs. Sur les douze derniers mois, on enregistre le plus fort taux de couverture de nos échanges depuis 1978. La conjonction des baisses du cours du pétrole et du dollar devrait contribuer à accélérer en 1986 le redressement de nos comptes extérieurs. La balance des transactions courantes pourrait dégager un excédent de plus de 50 milliards de francs. Mais il faut, pour que cette prévision se concrétise, que soit maintenue la politique économique menée par le gouvernement, c'est-à-dire la priorité à la lutte contre l'inflation.

● SÉCURITÉ. — Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan des mesures arrêtées par le gouvernement depuis cinq ans en faveur de la sécurité des personnes et des biens. Le gouvernement a engagé dans ce domaine une politique globale fondée sur la complémentarité des actions de prévention, de répression et d'aide aux victimes. Pour mener cette politique, les moyens de la police et de la gendarmerie ont été considérablement renforcés :

— Les effectifs de la police ont été accrus de 10 000 personnes ; leur formation a été améliorée, notamment en faveur des gardiens de la paix pour lesquels elle est passée de cinq à huit mois ;

— Le plan quinquennal de modernisation de la police porte à 15 milliards de francs les crédits d'équipement et de fonctionnement (hors personnel) pour la période 1986-1990, soit une progression de 50 % par rapport à la tendance des années antérieures ; la première phase du plan, prévue pour l'année 1986, est d'ores et déjà fortement engagée ; elle porte notamment sur l'achat de matériels (2 730 véhicules, 328 motos, près de 2 000 postes radio, 312 terminaux d'ordinateurs, 15 700 armes de poing) et sur le lancement de 160 opérations immobilières (hôtels de police et commissariats) ;

— Les effectifs de la gendarmerie ont augmenté de 8,5 %, ce qui a permis de créer de nouvelles brigades et de renforcer les brigades existantes. Parallèlement, le nombre des gendarmes auxiliaires a progressé de 82,5 %. Dans le même temps, la modernisation de l'équipement de la gendarmerie, prévue par les lois de programmation militaire, se poursuit avec la mise en place des programmes SAPHIR (consolidation informatisée des fichiers de recherche criminelle) et RUBIS (réseau informatisé de communication radio).

Les statistiques sur la délinquance et la criminalité, qui comptabilisent sur une base inchangée depuis plus de dix ans les faits recensés par l'ensemble des services de police et de gendarmerie, font apparaître l'efficacité de l'action ainsi engagée. Après une hausse moyenne de 10 % par an de 1972 à 1982, le nombre de délits et de crimes n'a progressé que de 4,4 % en 1983, de 3,3 % en 1984, et il a baissé de 2,78 % en 1985.

Le gouvernement entend poursuivre l'action qu'il a entreprise en ce sens. Il s'assigne notamment pour priorités la lutte contre le trafic de drogue, la répression tant du banditisme organisé que de la petite délinquance et l'action anti-terroriste.

● INDUSTRIES CULTURELLES.

Le ministre de la culture a présenté une communication sur les résultats de la politique engagée depuis 1981 dans le domaine des industries et des technologies culturelles.

1) Un plan de développement et de modernisation des industries de la musique et du son a été engagé. Les secteurs de la facture instrumentale et de l'édition graphique et phonographique ont été renforcés ; de nombreux studios d'enregistrement ont été modernisés. Dans le même temps, les mesures prises par le gouvernement ont permis de créer, en France, des unités de fabrication de nombreux produits nouveaux, parmi lesquels les disques compacts, les instruments de musique électronique, ainsi que les équipements destinés à l'enregistrement et au mixage numérique du son.

2) Un plan de recherche image a permis de placer les entreprises françaises, au troisième rang mondial derrière les États-Unis et le Japon en ce qui concerne le traitement et la synthèse de l'image.

3) Dans le domaine de l'édition, l'effort a porté sur la promotion de la diffusion et à l'exportation du livre. Grâce notamment à la simplification des procédures d'exportation, au renforcement des mécanismes d'assurance et à la réalisation de 800 expositions à l'étranger, le volume des exportations de livres français s'est accru de 50 % en quatre ans.

4) Le développement des industries de programmes audiovisuels et cinématographiques a été encouragé par la réforme du compte de soutien au cinéma, la création du fonds et du compte de soutien aux industries de programmes, ainsi que par la mise en œuvre d'un mécanisme de déduction fiscale portant sur les investissements réalisés dans le domaine des programmes audiovisuels et cinématographiques. Ce dernier mécanisme, créé en décembre 1985, a d'ores et déjà permis de mobiliser 300 millions de francs.

Depuis 1982, le ministère de la culture a consacré 412 millions de francs au développement des industries culturelles, hors cinéma et audiovisuel. Ces moyens financiers ont été complétés par la création de l'institut de financement du cinéma et des industries culturelles qui, avec l'appui du secteur bancaire, a permis à 250 projets industriels, émanant pour un tiers d'entreprises nouvelles, de bénéficier de garanties de prêts dont le montant a représenté 160 millions de francs en deux ans.

● RECHERCHE SUR LES MATÉRIAUX.

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur le programme mobilisateur de recherche sur les matériaux mis au point dans le cadre du plan triennal pour la recherche et la technologie (1986-1988), adopté par le Parlement le 16 décembre 1985. Les matériaux jouent un rôle essentiel pour l'évolution des technologies et la transformation des modes de vie. Le programme lancé par le gouvernement vise, en particulier, à développer les recherches sur les matériaux traditionnels, les matériaux composites avancés, les polymères, les céramiques fines et les nouveaux alliages métalliques. Ce programme fait suite à la création, dans ce domaine, de deux pôles de formation des ingénieurs, en région parisienne et à Grenoble, et à la mise en place de trente centres régionaux d'innovation et de transfert technologique.

La coordination des travaux sera assurée par un conseil de programmes associant des industriels, des personnalités scientifiques et les administrations concernées. Certains projets auront une dimension européenne, dans le cadre d'Eureka, ou communautaire, au sein du programme EURAM de la CEE.

21. Des poèmes inédits de Francis Ponge, Philippe Jaccottet et Georges Schéhadi

Le Monde DES LIVRES

Le Clézio dans ses îles

A Rodrigues, les passions humaines et les mystères du cosmos

L'île Rodrigues est située dans l'océan Indien à 19°42' de latitude sud et 63°25' de longitude est. Elle dépend administrativement de l'île Maurice, distante de plusieurs centaines de kilomètres. Les lecteurs de Jean-Marie Gustave Le Clézio la connaissent bien déjà : c'est là que le héros de son dernier roman, *Le Chercheur d'or* (1), partait à la conquête d'une fabuleuse et improbable fortune, et découvrait le trésor d'une sagesse originelle.

Pour écrire son roman, Le Clézio, on le sait, s'était inspiré des papiers laissés par son grand-père qui, pendant trente ans, à partir de 1902, fit de longues et harassantes recherches dans l'île Rodrigues avec l'espoir d'y trouver un trésor abandonné et caché là par des pirates de légende. *Voyage à Rodrigues* est le journal qu'a tenu Le Clézio lorsqu'il a mis ses pas dans ceux de cet aïeul qu'il n'a pas connu.

Par rapport au roman, le journal fonctionne comme une sorte de double aux plus profonds, plus secrets encore. Le grand-père avait parcouru l'île de traces, de relevés, de bornes, d'en-

taillés et d'inscriptions, dans le but, au moins initial, de percer par la topographie, le secret de cette île et de la richesse ensevelie qu'elle cachait ; le petit-fils tente, lui, de retrouver la trace de ces traces, ce qui peut encore subsister avec le temps, le vent, les pluies, l'érosion, de cette aventure dont il voudrait comprendre le mystère. Les deux livres sont les traces ultimes de ce double voyage, celles qui permettent au cercle de se clore et au temps de s'immobiliser, enfin.

«Bruit de mer, bruit de paroles»

Voyage à Rodrigues est, entre autres choses, une fable grave et soutenue sur les pouvoirs et les leçons de l'écriture. L'île, dans son aridité basaltique, se présente comme un inépuisable message, une planète de signes qu'il convient de faire parler, comme le grand-père, avec ses cartes et les correspondances qu'il établissait entre les lieux, cherchant à retrouver le langage du corsaire inconnu. Pas plus Le Clézio que son grand-père ne peuvent atteindre

leur but : la lecture du passé est aussi illusoire que celle des paysages, et les questions sont faites pour que les réponses restent éternellement inconnues.

Mais l'important du voyage n'est pas le port d'arrivée, pas plus que l'important d'un livre n'est la dernière phrase. Tout est dans la quête, dans la tension qui arrache à l'immobilité, dans le rêve et dans la méditation qui sou-

lèvent les existences ordinaires pour les faire participer aux mystères de l'univers.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 22.)

* VOYAGE A RODRIGUES, de J.-M.-G. Le Clézio, Gallimard, coll. « Le Chemin », 140 p., 65 F.

(1) Voir le Monde des livres du 22 février 1985.

L'amour des lettres

Quand François Bott écrit à Baudelaire, à Cocteau, à Chandler...

FRANÇOIS BOTT, quand il ne tient pas de journal (Journées intimes, 1984), aime écrire des lettres : cela peut surprendre, en une époque vouée aux contacts téléphoniques. Il écrit de préférence aux morts : voilà qui surprendra encore davantage et pourra sembler frivole. Mais ces morts sont des écrivains trépassés de fraîche ou de longue date : tout s'explique.

Cette compagnie fantomatique est tricotée sur le volet. Dans ce club sélect, on trouve des auteurs de prime abord disparates. La Rochefoucauld y frôle Baudelaire, Joubert y côtoie Radiguet et Cocteau, sans oublier deux Anglo-Saxons, Chandler et Orwell, dont la fréquentation terrestre est sans le moindre doute étrange à l'illustre due. Parfois, outre épistolier, directement aux personnages : Marianne, la religieuse portugaise, la stendhalienne Lamiel, le Philip Marlowe de Chandler.

Que veut donc François Bott à ces défunts ou à ces spectres ? Leur rendre (et c'est un mot qui compte beaucoup pour lui) la politesse. Il leur écrit (autre vocable qui lui est cher) par courtoisie. « Ne faut-il pas considérer toute littérature comme une correspondance ? » L'entreprise, à première vue farfelue, est d'une parfaite logique : le champ de la littérature n'est-il pas justement celui des « lettres » ? En vérité, c'est tout l'art et le mérite de François Bott de nous le faire comprendre ou, mieux, ressentir, - les auteurs que nous lisons nous ont déjà écrit, et c'est bien nous qui leur devons une réponse.

On ne voit pas pourquoi les disparus seraient privés de cette expérience qui récompense les vivants : quiconque a publié un ouvrage qui sollicite tant soit peu les bémols ou les éloges reçoit, à coup sûr, cet étrange courrier du cœur suscité par la lecture. Sous l'apparence ludique de son propos, Bott nous rappelle cette évidence capitale, que tant de commentateurs critiques, plus savants les uns que les autres, ont

tendance à occulter : pour que nous puissions parler d'un livre, il faut que le livre nous parle. Et un mot, il faut d'abord aimer. Baudelaire nous avait offert le mot remia en mémoire le « plaisir du texte ». Moins bédoniste et plus romanesque, Bott envoie carrément des lettres d'amour.

La maxime et l'aveu

On ne s'étonne pas qu'il commence par Marianne, la « religieuse portugaise », orfèvre en la matière : « Pour vous, l'important, c'est de vous consumer. » Bott retient la leçon. L'important n'est pas la gratification du désir, mais l'intensité inquiète, inapaisable qu'il met en nous. Pas un de ses correspondants qui n'ait conou et voulu cette loi : la variété, en apparence hétéroclite, des destinataires cache un réseau d'affinités électives. Ceux envers qui François Bott acquiesce sa dette ou sont pas les expérimentateurs du discours (pas de poulet à Mallarmé ou à Joyce !), les baroques de la plume. Sa sympathie va d'instinct aux écrivains, à ces auteurs agités par les passions profondes qui gouvernent l'existence et que leur art tâche à son tour de gouverner. Violence des impressions, alliée à la maîtrise de l'expression : qu'il s'agisse de style de vie ou d'écriture, pour François Bott, la vertu suprême est la tenue.

Par le truchement badin de ces lettres imaginaires, l'auteur s'inscrit dans la plus sérieuse des traditions et rejoint la loogique lignée des moralistes. « On ne cesse d'être la contrainte de soi. Aussi, la seule façon d'être naturel, c'est de mêler l'aveu et le désaveu ».

SERGE DOUBROVSKY.

(Lire la suite page 21.)

* LETTRES A BAUDELAIRE, CHANDLER, ET QUELQUES AUTRES, de François Bott, Albin Michel, 146 p., 69 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

La Bataille de Wagram, de Gilles Lapouge

Voici, je trouve, un très beau roman

VOICI, je trouve, un très beau roman. On apprend des choses, on réfléchit, on s'émeut. La prose court comme un pur-sang au pré. Elle danse sous les lustres et meurt sous la mitraille ; à l'image du suicide de l'Europe napoléonienne, avec ses soirs de sole, ses buffetteries souillées, ses halètements de plaisir et d'hémorragie. Les jurs d'automne sauront-ils se souvenir de ce coup d'éclat du printemps ? Pardonneront-ils à la Bataille de Wagram la succès qu'elle devroit attirer spontanément, si la succès spontané existe encore ?

Gilles Lapouge n'est pas inconnu au bataillon. Mais c'est plutôt comme essayiste qu'il s'est signalé jusqu'ici. A propos des Pirates (Balland, 1970), des Anarchistes d'Espagne (Balland, 1970), de l'Utopie (1973, repris par Champ/Flammarion, 1978), du Brésil (Equinoxiales, Flammarion, 1977), du temps (Le Singe de la montre, Flammarion, 1982), il célébrait des noces insolites entre anthropologie et lyrisme.

Pour sa première fiction d'envergure, Lapouge se défend d'avoir écrit un « roman historique ». Où serait le mal ? Le genre ne compte-t-il pas la Chartreuse de Parme et Guerre et Paix ? L'allusion à Stendhal et à Tolstoï ne vient pas sous la plume à cause des amours prisonnières de la Bataille de Wagram et du « passage » qu'y effectue le prince André en personne. Toutes choses égales, l'ambition de Lapouge se situe à ce niveau, et le résultat tient parole. Je n'ai pas lu une fresque de ce niveau, et le résultat tient parole. Je n'ai pas lu une fresque de ce niveau, et le résultat tient parole. Je n'ai pas lu une fresque de ce niveau, et le résultat tient parole.

Le livre est né d'un « détail » de la bataille de Wagram que rapporte le général Marbot. Deux des régiments de cavalerie qui mirant un point d'honneur à s'écrier aux portes de Vienne en 1809 appartenaient au même prince de Saxe-Teisichen. Quelle aubaine pour illustrer l'absurdité fratricide des guerres napoléoniennes ! Imaginez que le prince, rebaptisé de Saxe-Salza, envoie l'ami de sa jeune femme Clémence se faire tuer par ses frères d'armes, et vous avez, outre un ressort romanesque en acier de Tolède, la preuve, chère à l'auteur, que l'histoire n'a guère plus de sens qu'une vengeance de mari cocu, et que le pouvoir se mesure au loisir de manipuler les destins à distance, de vivre et de mourir par procuration.

L'ami, Otto, est un grand bourgeois viennois, fils d'un avocat gâté. Il étudie les sciences naturelles avec un pittoresque chasseur de papillons - et de ragots. Le soir, il courtise les filles d'auberge, les meneuses de chèvres, et il cultive l'imper-

nence. Il est enfermé pour avoir comparé l'aigle impérial à un dindon biocéphale. A sa sortie de prison, il est introduit par un vicair chefouin chez une vieille duchesse toquée et aveugle, qui vit « par procuration » les beautés de la nature en se faisant raconter les couchers de soleil par une gouvernante aux odeurs de jasmin, et les ivresses de l'amour en présentant Otto à sa nièce, Clémence de Saxe-Salza.

CLÉMENCE s'éprend aussitôt ; à la manière des puissants, c'est-à-dire en réglant d'autorité l'attente de l'étudiant, devenu cornette de son régiment. Après un duo d'amour fou lors d'un bal masqué, elle le fait affecter aux confins orientaux de l'Empire, non sans lui fixer, dans des chalets perdus, d'ardents rendez-vous.

Jusqu'au jour où le mari fait transférer le rival dans son régiment à lui ; toujours la « procuration » qui permet aux grands d'apurer leurs litiges conjugaux par armées interposées. Tandis que le prince de Ligne invite la Tout-Vienne à contempler l'assaut final du haut de sa terrasse, Clémence traverse les lignes pour recueillir le dernier souffle de son amant, la poitrine défoncée par un obus ami !

Il ne manque pas un bouton de guêtre aux uniformes, pas un shako, pas une sabretache. L'érudition, qu'on suppose au-dessus de tout soupçon, donne aux scènes de garnison ou de bataille le rendu minutieux des peintures d'époque. On dirait parfois une revue de soldats de plomb comme les rêvait Roger Nimier, que cette culture militaire eût ébloui.

Mais l'objectif du narrateur ne se contente pas de ces panoramiques à distance, où les fumées des canons semblent des ballonnets inoffensifs. Des gros plans de blessures béantes nous sautent au visage. Des odeurs de saie montent des fourrés gorgés de sang. Malaparte prend le relais de Stendhal. Le mot impose ses cris, ses pleurs bleus, ses silences de givre.

Le couple central mobilise notre attention, nos attendrissements, nos craintes, sans envahir le roman. Il laisse jouer leur partie à une multiplicité de seconds rôles, hauts en couleur. Je pense au professeur de sciences naturelles, au vicair torve, à la vieille aveugle et à sa gouvernante, aux policiers, aux utopistes fous, à la mère Fromageot et au chien Arcole, dernières incarnations d'un instinct de bonté que ruine l'enchaînement des démentes atarages.

(Lire la suite page 22.)

François WEYERGANS



La vie d'un bébé

roman

«Ce fou de littérature et cet amateur de défis, aime à faire preuve de son art favori avec une imagination débordante et des images qui ne s'oublient pas.»

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

GALLIMARD *nrf*

هكذا من الأصل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Dans la collection "MUSIQUE"
3 livres fondamentaux

Glenn Plaskin

HOROWITZ

Le portrait d'un immense pianiste

SCHOENBERG

LE STYLE ET L'IDÉE

Un "maître-livre"

Un grand violoncelliste parle

PAUL

TORTELIER

AUTO-PORTAIT

En conversation avec David Blum

Buchet/chastel

18, rue de Condé - 75006 Paris

Les penseurs contemporains

sont dans

Le LIVRE de POCHES

biblio essais

dirigé par D.A. Grisoni

Au catalogue :

Jacques Attali

Brûts

Histoires du temps

Les Trois Mondes

Jean Baudrillard

Les Stratégies fatales

Catherine Clément

Lévi-Strauss

Vies et légendes de

Jacques Lacan

J.T. Desanti

Un destin philosophique

René Girard

Des choses cachées depuis

la fondation du monde

Critique dans un souterrain

André Glucksmann

La Force du vertige

Le Discours de la guerre

Stephen Jay Gould

Le Pouce du Panda

Angèle Kremer-Marietti

Michel Foucault

Emmanuel Lévinas

Éthique et Infinité

Difficile Liberté

Bernard-Henri Lévy

Les Indes rouges

La Barbarie à visage humain

Marthe Robert

Lire de lectures

La Vérité littéraire

En haine du roman

Jeanette Colombel

Sartre (2 vol.)

Michel Serres

Esthétiques sur Carpaccio

A paraître

de Mars à Mai :

Victor Segalen

Essai sur l'exotisme

Gregory Bateson

La Cérémonie du Navan

Revue « L'Homme »

Anthropologie : État des

lieux (inédit)

Marthe Robert

Tyrannie de l'imprimé

François Jacob

Le Jeu des possibles

Stephen Jay Gould

La mal-mesure de l'homme

ESSAIS

Les Parisiens :

une espèce en voie

de disparition ?

Pourquoi les Parisiens, qui ont tant inspiré écrivains et chroniqueurs, ont-ils jusqu'ici défrayé les ethnologues par leur absence ? C'est sans doute qu'ils n'existent pas, tout au moins en tant que population homogène et permanente. Paris est un patchwork et sa population un amalgame sans cesse brassé par de nouveaux arrivages. La réalité parisienne paraît scientifiquement insaisissable. Pour la fixer un instant, il faut recourir à la peinture pointilliste, à l'anecdote, à la juxtaposition des tableaux.

Trois ouvrages parus ces derniers mois illustrent cette constatation. Le premier est une réédition fortement abrégée du « Tableau de Paris » que le journaliste-philosophe Louis-Sébastien Mercier avait publié en six tomes à la veille de la Révolution. « Un ouvrage pensé dans la rue et écrit sur une borne », disait de lui Rivarol. Un vrai plaisir de lecture en tout cas. Mais aussi la description critique d'une société multiforme qui allait profondément muter peu après.

Autre instantané et autre réédition, celle des « Parisiens » de Louis Chevalier, professeur au Collège de France et infatigable explorateur des recoins de la capitale. La fresque qu'il brosse des milieux et des quartiers de Paris des années 60 peut être complétée et précisée par un autre livre du même auteur ressemblant par son caractère savoureux à la vie des habitants de Montmartre (du Barbès à Clignancourt) de 1939 à 1980.

Observées de haut ou au ras du pavé, les transformations de Paris inspirent à Louis Chevalier un profond pessimisme. Embourgeoisés, américanisés, banalisés, les Parisiens sont pour lui une espèce en voie de disparition. Pour le bien montrer il a demandé à Jean-Pierre Garnier d'ajouter un chapitre à la réédition des « Parisiens ». Titre : « Vingt ans après ». Mais l'écrivain est obligé de démentir le maître. Pour qui sait observer, Paris n'a pas dit son dernier mot. Bourgeois du 16^e et leur domesticité ibérique, Antillais en leurs HLM, juifs du Marais et du Sentier, Chinois de la porte de Choisy, banlieusards affluant du Forum des Halles, les « peuplades » n'ont pas disparu de la capitale. Elles ont changé, voilà tout. Avis aux chroniqueurs et, cette fois, peut-être aux ethnologues.

هكذا من الأصل

siens sont pour lui une espèce en

voie de disparition. Pour le bien montrer il a demandé à Jean-Pierre Garnier d'ajouter un chapitre à la réédition des « Parisiens ». Titre : « Vingt ans après ». Mais l'écrivain est obligé de démentir le maître. Pour qui sait observer, Paris n'a pas dit son dernier mot. Bourgeois du 16^e et leur domesticité ibérique, Antillais en leurs HLM, juifs du Marais et du Sentier, Chinois de la porte de Choisy, banlieusards affluant du Forum des Halles, les « peuplades » n'ont pas disparu de la capitale. Elles ont changé, voilà tout. Avis aux chroniqueurs et, cette fois, peut-être aux ethnologues.

M.A.R.

★ LE TABLEAU DE PARIS, de Louis-Sébastien Mercier, textes choisis par Jeffrey Kaplan. Ed. La Découverte, 352 p., 45 F.

★ LES PARISIENS, de Louis Chevalier, postface de Jean-Pierre Garnier, Hachette, 448 p., 50 F.

★ LES RUINES DE SUBURE, MONTMARTRE DE 1939 AUX ANNÉES 80, de Louis Chevalier, Robert Laffont, 376 p., 110 F.

CORRESPONDANCE

Les amitiés

mouvementées

de Jean Amrouche

À la suite du colloque Jean Amrouche à Marseille (le Monde du 8 octobre 1985), deux ouvrages, forts et brefs, viennent débarrasser le poète barbare francophone, mort en 1962, de toutes les pudeurs et de toutes les hypocrisies dont on recouvre trop souvent les auteurs disparus.

Déjà de son embaumement

grâce à la publication de lettres

échangées jadis avec un autre

« Algérien », Jules Roy, et grâce au

témoignage d'un de ses amis,

l'ancien éditeur tunisien Armand

Guibert, Jean Amrouche nous est désormais plus sympathique. Il n'était donc pas ce « saint » plus que parfait mais un homme comme les autres, capable de duretés avec ses amis, de les regretter, de se contredire, capable aussi d'une amitié pour d'autres hommes, sans équivoque, mais violente comme l'amour.

Et puis dans une lettre de 1955 à Jules Roy j'allais ce cri terrible à propos de sa double culture franco-maghrébine : « Les hommes de mon espèce sont des monstres, des erreurs de l'histoire ». Un cri qui devrait donner à réfléchir à ceux qui sacrifient aujourd'hui à la mode d'un « métissage culturel ». Quand celui-ci est raté, ce qui est malheureusement trop souvent le cas, il n'est plus qu'un triste abâtardissement.

J.-P.P.-H.

★ CORRESPONDANCE JEAN AMROUCHE-JULES ROY (1937-1962), avec dix photos inédites, Edisud, Aix-en-Provence, 115 p., 75 F.

★ JEAN AMROUCHE (1906-1962) PAR UN TÉMOIN DE SA VIE, d'Armand Guibert, Ed. Gaston Lacharité, Paris, 63 p., 60 F.

PHILOSOPHIE

Un inédit

d'Henry Corbin

En 1937, suppléant d'Alexandre Koyré à l'École pratique des hautes études, Henry Corbin consacre son cours à l'inspiration luthérienne chez Hamann, dont il traduit plusieurs textes, mettant en lumière la grandeur de son dessein philosophique et le gigantesque travail auquel il a succombé. Un livre est projeté, les soins de Gilbert Durand dans sa collection « l'île verte », aux éditions Berg International, où figurent

déjà deux textes importants d'Henry Corbin.

Heureuse initiative. Car Johann Georg Hamann, traditionnellement surnommé le Mage du Nord, est bien peu connu en France. Né en 1730 à Königsberg, il est à la fois le contemporain et le concitoyen de Kant. Leur amitié personnelle n'exclut pas la rivalité philosophique. Hamann a en effet rompu avec l'Aufklärung dès sa jeunesse, pour se tourner vers la spéculation mystique : il voit le monde comme révélation, la nature comme langage, et la « subjectivité authentique » comme relation immédiate à Dieu.

Herder, mais aussi Hegel ou Kierkegaard ont puisé à cette source. Il revenait au génie d'Henry Corbin d'en faire saisir la force et de mesurer les enjeux philosophiques, paradoxalement les méprisables, par-delà les prophéties de Hamann, dans ses rhapsodies prophétiques se livre une lutte contre l'esprit de la modernité, dont le dernier mot n'est peut-être pas encore entendu.

Au texte de Corbin sont jointes trois traductions, faites par ses soins, d'opuscules de Hamann, dont l'Aesthetica in Musica. On y lit cette formule, qui à elle seule peut valoir une bibliothèque : « La poésie est la langue maternelle du genre humain ».

R.-P.D.

★ HAMANN PHILOSOPHE DU LUTHERANISME, d'Henry Corbin, Ed. Berg International, coll. « l'île verte », 160 p., 85 F.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Lire

« le Bateau-phare »

Pour un écrivain allemand, la célébrité dans son propre pays n'entraîne pas forcément la reconnaissance sur les bords de la Seine. Traduit en français en 1971, le *Léon d'Allemagne*, de Siegfried Lenz, le plus grand succès littéraire de l'Allemagne de l'après-guerre, est depuis longtemps introuvable. La sortie du film, primé à la dernière Mostra de Venise, que Jerzy Skolimowski a tiré du *Bateau-phare*, de Siegfried Lenz, nous en veut aujourd'hui la traduction (2).

Contemporain de Günter Grass, aux côtés duquel il soutint jadis Willy Brandt, Lenz appartient à cette génération d'écrivains allemands qui, ayant vécu le nazisme, croient à la responsabilité de l'écrivain et à la fonction sociale de l'écriture.

En 1960, le *Bateau-phare* est un récit à thèse, dans l'esprit d'*Ouragan sur le « Caine »*, l'affrontement des hommes servant de prétexte à une parabole sur la résistance de l'individu face à la violence collective. Même si l'auteur y sacrifie un peu trop la vraisemblance au profit de la démonstration, le *Bateau-phare* est un récit plein de suspense et de rebondissements qui se lit d'une seule traite.

Mais pour découvrir l'art, fait de sous-entendus, d'allusions, voire de jeux de mots, qui est celui de Siegfried Lenz, c'est le *Léon d'Allemagne* qu'il faut lire : un grand roman sur le thème du d'avoir opposé à la liberté de l'artiste avec, pour toile de fond, les paysages aux ciels mouvants et aux horizons illimités de la mer du Nord, chers à Caspar-David Friedrich.

J.-L.R.
★ LE BATEAU-PHARE, de Siegfried Lenz, traduit de l'allemand par Jean-Claude Caplet, Belfond, 146 p., 69 F.

(1) Malgré une dramatique allemande tirée de ce roman et diffusée à la télévision française.

(2) Voir l'article de Jacques Siclier dans le Monde du 21 février.

Out collaboré aux pages 16, 17 et 18 : Marc Ambroise-Rémès, Jean Bruneau, Roger-Pol Droit, Monique Nemer, Jean-Pierre Pérochon-Hogoz, Jean-Louis de Rambures, Nicole Zand.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

★ Guy Hermet : *l'Espagne au XX^e siècle*. Un panorama de l'histoire espagnole de la fin du XIX^e siècle à nos jours ; l'analyse des ruptures et des contradictions qui ont marqué ces années, jusqu'à l'instauration de la démocratie et la modernisation du tissu industriel. (Edit. PUF, 315 p., 110 F.)

★ Béatrice Leroy : *l'Aventure séfarade*. De la péninsule ibérique à la Diaspora. Spécialiste du Moyen Âge, Béatrice Leroy raconte l'histoire tourmentée des juifs de la Méditerranée et « les étapes séculaires de leur exil ». (Edit. Albin Michel, 206 p., 85 F.)

★ Pierre Guillaume : *Du désespoir au salut : les tuberculeux aux XIX^e et XX^e siècles*. La tuberculose, réalité médicale et sociale, fut également à l'origine de mythologies diverses : de la phobie romantique à l'univers séduisant du sanatorium, décrit par Paul Gadenne et Thomas Mann. A travers l'histoire de cette maladie, l'auteur apporte une contribution à l'étude des mentalités. (Edit. Aubier, 376 p., 175 F.)

CORRESPONDANCE

★ Jean Paulhan : *Choix de lettres. I. 1917-1936*. La littérature est une fête. Cette édition, préparée par Dominique Aury et Jean-Claude Zyborstein, comportera trois volumes. Une heureuse correspondance « éparses de Paulhan (avec Perros, Grenier, G. de Tardieu...) », publiées ces dernières années. Revues et annotées par Bernard Lénitot. (Edit. Gallimard, 606 p., 150 F.)

VOYAGES

★ Francis Claudon : *le Voyage romantique*. De Paris à Saint-Petersbourg, de Londres à Venise et à Vienne, l'auteur propose au touriste d'aujourd'hui une « géographie romantique » des capitales de la vieille Europe. Une invitation au voyage et à la découverte à la suite de Chateaubriand et de Stendhal. (Edit. Philippe Lebaud, 28, rue Fortuny, 75017 Paris, 245 p., 120 F.)

POLITIQUE

★ François Ewald : *l'État providence*. Le modèle politique et juridique de l'État providence est né à la fin du XIX^e siècle. François Ewald, qui fut l'assistant de Michel Foucault au Collège de France, étudie la formation de cette nouvelle rationalité et sa signification historique, pour déboucher sur l'actuel débat entre libéraux et socialistes. Ce gros livre propose une réponse inédite à la difficile question du devenir de l'État providence et de la crise qui l'affecte. (Edit. Grasset, 608 p., 185 F.)

BIOGRAPHIES

★ Adam Zamoyski : *Chopin*. Cette biographie de Chopin, publiée en anglais en 1979, s'appuie, selon l'auteur et l'éditeur, sur des archives et des témoignages originaux et tente de donner du compositeur une image conforme, autant que possible,

à la réalité. Traduit de l'anglais par J. Georget. (Librairie académique Perrin, 336 p., 120 F.)

ESSAIS

★ Alain Roger : *Héroïsmes du désir, Freud, Derrida, Dali*. La Moïse, de Michel Ange, et la *Gradiva*, de Jensen, interprétés par Freud, le *Grand Masturbateur*, de Dali, et la figure du vampire fournissent à Alain Roger la matière d'une « herméneutique héroïque » de deux « foyers » pervers : l'onanisme et le fétichisme. (Edit. Champ Vallon, 238 p., 110 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

★ Abdallah Ibn el-Mouqaffa, *le Pouvoir et les intellectuels ou les aventures de Kalila et Dimna*. L'auteur, mort à trente-sept ans en 756, déjà traduit par Beyrouth ou à Paris, a eu le bonheur d'être redécouvert sur manuscrits arabes, et magnifiquement restitué par René Khavarnaq. Le verbe d'Ibn el-Mouqaffa, le « la Fontaine de l'islam », nous emmène chez les grands et les humbles, de l'Asie mineure aux Indes, en passant par la Perse à l'âge d'or musulman. Ed. Maisonneuve et Larose, 380 p., 178 F.

★ Andres Zanotto : *la Galaté au bois*. Le premier recueil d'un des poètes contemporains les plus importants, né en Venise en 1921, admiré par Montale et Ungaretti et qui a également collaboré à Casanova et à *E la nave va*, de Fellini. Traduit de l'italien par Philippe de Melo. Édition bilingue. (Arcane 17, coll. « l'hippogriffe », 220 p., 125 F.)

★ Heimito von Doderer : *Un meurtre que tout le monde commet*. Le premier roman important de l'auteur des *Démons*, que son œuvre immense, et inconnue en France, place au premier rang des écrivains viennois, mort à soixante-dix ans en 1966. Traduit de l'allemand par Pierre Deshusses. (Rivages, 384 p., 79 F.)

★ Fred Uhlman : *la Lettre de Conrad*, suivie de *Pas de résurrection, s'il vous plaît*. Suite et fin de l'ami retrouvé : quelques jours avant d'être exécuté pour avoir participé à l'attentat contre Hitler, Conrad écrit à Hans pour lui demander son pardon. Traduit de l'anglais par Béatrice Gertenberg. (Stock, 212 p., 76 F.) Du même auteur : *Sous la lune et les étoiles* (Stock, 150 p., 69 F.)

★ Edna O'Brien : *Un cœur fanatique*. Vingt-neuf textes qui pourraient constituer les chapitres d'un roman autobiographique et qui ont pour décor l'ouest de l'Irlande, où l'auteur a grandi, ou Londres, où elle vit depuis vingt-cinq ans. Aventures de Philip Roth. Traduit de l'anglais par Léo Dié. (Fayard, 500 p., 150 F.)

ALBUM

★ Ruth Beckermann : *Vienne, rue du Temple. Le quartier juif 1918-1938*. Une étude historique avec 97 illustrations — sur le quartier juif, Maszelski (« l'île des metsot »), un monde qui allait disparaître après mars 1938. Traduit de l'allemand par Françoise Samson. (Hazen, 142 p., 170 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Les projets

de Micheline Uzan

La poésie n'est pas la science — et inversement. Chacun sait cela. La connaissance s'oppose à la rêverie. C'est du moins ce que nous avons appris à croire — depuis si longtemps que ces évidences fondamentales nous paraissent bien fondées.

Il nous arrive de soupçonner que rien n'est si simple. Nous entrevoions parfois que la physique rêve le monde autant qu'elle le découvre, que les cosmologies les plus rigoureuses fascinent pour d'autres motifs que leur rigueur, que la biologie ne se réduit pas à des enchaînements déductibles, etc. Mais nous renâclons. Il y a là trop de questions ou de remises en cause.

Les projets de Micheline Uzan passent entre ces frontières. Cette comédienne chevronnée a fait ses classes chez Planchon, chez Barault, puis au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. On se souvient d'elle pour ses rôles dans les *Lectures d'une religieuse portugaise*, ou dans la *Jeune d'Arc* de Joseph Delteil. Et là voilà qui change de cap, qui défiche, en titonnant, des chemins de traversée entre les vieilles haies du paysage culturel est fragmenté. L'aventure est risquée. Donc intéressante.

Son début est tout simple. Une à voix haute des textes scientifiques, les donner à entendre au corps, laisser l'auditeur y flotter, suspendu au charme du conte et aux joies de l'intelligence soudainement indissociables. Voilà bien une entreprise un peu folle. Micheline Uzan l'a tentée, en Avignon, l'été 1984. Surprise. Les textes de Georges Canguilhem passent la rampe, ceux de Jean Rostand retiennent l'écoute, Marie Curie sort du silence, et Jean-Henri Fabre entraîne le public dans ses promenades d'entomologiste.

Albert Jacquard, le généticien, spectateur d'un de ces « cabinets de lecture », s'enthousiasme. Il contacte avec Micheline Uzan le ministre de la culture. Ainsi est né en juin 1985 le Centre de création sur la littérature scientifique, installé en Avignon et actuellement à la recherche d'une maison où s'ancrer. Il faut saluer le fait que, pour subventionner son ambitieux projet de « mettre les sciences en spectacle », trois ministères se sont associés : celui de la culture, celui de l'éducation, et aussi, ce qui est heureux, celui de la recherche. Serait-ce un signe que les vieux clivages sont moins rigides ?

Concrètement, le centre a commencé par multiplier les « cabinets de lecture » et par les faire tourner dans les régions : cet automne à Nimès, récemment en Champagne-Ardenne, peut-être à la Villatte. Il souhaite répondre à la demande des

collectivités locales, des associations qui voudraient réunir, pour quelques heures ou quelques soirs, des auditeurs pour rêver la science.

Des adaptations scéniques sont en cours. Un spectacle inspiré de *Hermès III*, de Michel Serres, a été créé en novembre et décembre 1985 à la Chapelle des cordeliers en Avignon. La mise en scène d'une nouvelle de Stig Dagerman, *Dieu rend visite à Newton*, un spectacle sur l'affaire Lyssenko, sont programmés pour 1986, ainsi qu'une série télévisée avec Frédéric Rossif. Et les projets foisonnent : Micheline Uzan travaille à une adaptation des *Entretiens sur le pluriel des mondes*, de Fontenelle, et songe à consacrer une saison entière aux œuvres de Blaise Pascal. Elle lance aussi un appel à tous ceux qui — créateurs, scientifiques, philosophes, responsables régionaux — se sentent intéressés. A suivre.

R.-P. D.

★ Pour tous renseignements, s'adresser au Centre de création sur la littérature scientifique, 21, place des Corps-Saints 84000 Avignon. Tél. : 90-82-76-82.

Marcel Arland

et André Malraux

Une association Présence de Marcel Arland avait été créée quelques mois avant le mort de l'écrivain, survenue le 12 janvier dernier. Placée sous la présidence de Daniel Pannier, cette association se propose d'organiser des activités destinées à développer la connaissance de l'œuvre de Marcel Arland, codirecteur de la NRF avec Paulhan, de 1952 à 1977.

Par ailleurs, une association pour la célébration du dixième anniversaire de la mort d'André Malraux, également présidée par D. Pannier, s'est constituée. Avec le Comité national André-Malraux, créé à l'initiative de la municipalité de Verrières-le-Buisson et de son maire, Bernard Maintienne, cette association consacrera à l'œuvre et à l'action de Malraux plusieurs manifestations dans le courant de cette année. Enfin une partie des fonds alloués à l'association sera réservée à la constitution d'un institut André Malraux - Marcel-Arland, préfiguration d'un Centre d'études des écrivains francophones du XX^e siècle. (Association Présence de Marcel Arland : 1/265, allée Vaudou, 92320 Châtillon. Association pour la célébration du dixième anniversaire de la mort d'André Malraux : 2, rue Pierre-Lord, 92320 Châtillon. Comité national André-Malraux : Hôtel de Ville, 91370 Verrières-le-Buisson.)

P. Ke.

Les cent soixante ans de la « pieuvre verte »

C'EST une histoire comme un homme d'affaires américain aime à en raconter à ses petits-enfants. Le 17 août 1826, un jeune homme de vingt-six ans fait l'acquisition, pour 13956 francs, d'une petite librairie située au n° 1 de la rue du Bâttoir-Saint-André (actuellement rue Serpente). Le jeune homme est d'origine modeste et n'a dû qu'à une bourse de pouvoir poursuivre ses études jusqu'à l'Ecole normale. La librairie qu'il achète à M. Brédif est elle aussi modeste. Elle exploite six titres de fonds et ne possède en stock de vente que six cents volumes : « Une simple chambre entourée de rayons presque entièrement vides ». Louis Hachette est désormais libraire.

Cent soixante ans plus tard, le Librairie Hachette est devenue le second groupe européen de communication (derrière l'allemand Bertelsmann) avec un chiffre d'affaires de près de 11 milliards de francs, qui dépasse à lui seul celui de la totalité de l'édition française. Elle emploie 12400 personnes, et la liste des sociétés qu'elle contrôle, en France et dans le monde entier, ne tient pas en trois pages d'un livre. Edition, librairie, kiosques de gare, presse, distribution de livres et de journaux, cinéma, télévision, centres de loisirs, disques, sports : il n'y a plus rien désormais, dans le domaine de la communication et des loisirs, qui échappe à ce que ses directeurs nomment le « pieuvre verte » : Hachette ; rien non plus qui entrave la volonté conquérante de ses dirigeants : fidèles à son expansionnisme culturel d'origine qui l'a conduite dès la fin du dix-neuvième siècle à l'exploration des marchés africains, européens et américains, Hachette est aujourd'hui une multinationale qui n'hésite plus à prendre le contrôle des maisons d'édition anglaises ou américaines.

Le secret de cette réussite légendaire ? Une adaptation, immédiate, spontanée, presque naturelle aux grands mouvements

de l'histoire, intellectuelle et économique, une compréhension et une anticipation générales de ce qui va devenir la norme et la moyenne : ni la mode, ni l'évangile, ni la tradition, ni la recherche, ni la célébration du passé : le mouvement lent de l'institution.

La révolution de l'instruction

Au départ, il y a la vocation manquée de Louis Hachette pour l'enseignement. Il voulait, comme le raconte très bien Jean Mistler, devenir professeur (1). Sous le



Louis Hachette

régne de Charles X, du sabre et du goupillon, un étudiant ou un universitaire qui croyait un tant soit peu au progrès étaient les adversaires à éliminer de l'enseignement. Louis Hachette le fut par les grâces de Mgr Frayssinon. Il y gagna une auréole de « libéral », des contacts avec les ténors intellectuels de l'Université, et, après la révolution de 1848, à laquelle il participe, l'établissement de liens privilégiés entre sa librairie et ce qu'on commence à nommer « l'instruction publique ». Le formidable essor de la Librairie Hachette est intimement lié à l'essor tout aussi spectaculaire de l'institution scolaire de 1850 à nos jours. Le dix-

neuvième siècle décide que sa vraie révolution, pour en éviter d'autres, sera celle de l'instruction, et Hachette devient le principal promoteur et le principal bénéficiaire de la grande entreprise républicaine. En France et outre-mer. Un marché immense et neuf que Louis Hachette et sa famille vont exploiter avec autant de prudence, de détermination vis-à-vis de la concurrence que de flexibilité aux aléas de la vie politique et sociale.

Très vite la Librairie Hachette étend ses activités hors du domaine scolaire et universitaire : les livres de distribution de prix la font déboucher sur la littérature ; les besoins de formation sur les livres pratiques et bientôt sur la presse. Hachette accompagne, après la révolution de l'instruction, celle des loisirs, avec cette volonté d'être présente à tous les niveaux de la communication, depuis les bureaux des éditeurs jusqu'aux kiosques des marchands, en passant par les imprimeries et les réseaux de distribution.

Sous le contrôle de Matra

Cet énorme appétit entraîne parfois des troubles de digestion et dessine des emboîtements dangereux. En 1980, après quelques années de vaches maigres et d'explorations malheureuses et coûteuses dans le domaine de l'audio-visuel, les descendants de Louis Hachette sont contraints de passer la main. C'est une date dans l'histoire de l'édition française : le plus grand groupe d'édition et de publication est désormais contrôlé par une société jusqu'à présent plus renommée pour la fabrication de missiles que pour la science des livres, Matra, dont le président, Jean-Luc Lagardère, dirige aujourd'hui le groupe.

Cette évolution était probablement inévitable. Les activités d'Hachette purement consacrées à l'écrit représentent aujourd'hui à peine un quart des activités de

la société. Dans ce secteur, on ne peut plus espérer survivre et se développer si l'on n'est pas « multimedias ». Si l'on ne prolonge pas Grasset par Canal J — une chaîne câblée pour les enfants, — l'imprimerie Brodard et Taupin par Canal 80 et Télé 7 jours par la fondation Racing olympique ou par les disques Nuggets.

A cent soixante ans, Hachette est un géant qui se porte plutôt bien et qui se réjouit de faire envier. Chacun sait aussi que les géants sont soumis à deux sortes de problèmes de santé : leur poids est tel qu'ils éprouvent les plus grandes difficultés à avancer, et leur tête est si éloignée de leurs oreilles qu'ils ne les regardent plus de crainte de céder au vertige.

P. L.

(1) Jean Mistler : *La Librairie Hachette de 1826 à nos jours* (Hachette).

EN BREF

● Le Prix du meilleur livre étranger 1986 a été décerné à *Palmire de Mexico* de Fernando del Paso (Fayard). Voir *Le Monde des Livres* du 4 octobre 1985, par 7 voix contre 5 au *Chagrin des Belges*, de Hugo Claus, dans la catégorie « roman ». Dans la catégorie « Essais », le prix est allé à *Milena* de Marguerite Baker-Nemman, à l'unanimité (*Le Monde des Livres* du 17 janvier 1986).

● Les *Cahiers Gérard-de-Nerval* viennent de publier un abondant dossier, présenté par le chercheur Jacques Huret, sur *Le Voyage en Orient* de Nerval. Signatures françaises et étrangères font le point sur ce qui reste l'un des grands classiques de la littérature orientale. *Cahiers* n° 8, 90 p., 100 F. Société Gérard-de-Nerval, 22, rue Gaymeur, 75006 Paris.

● Le prix Hermès-ESCP a été décerné à Sylvie Germain pour son roman *Le Livre des nuits* (Gallimard). Le jury était composé de trois écrivains de l'ESCP et des lauréats des grands prix littéraires de l'année précédente.

JEUNESSE

Collections de printemps

L'ARRIVÉE du printemps et du Salon du livre de Paris est l'occasion, pour les éditeurs, de collections nouvelles pour la jeunesse puisque, heureusement ! on n'offre plus des livres aux enfants seulement pour Noël.

Ainsi, ce sont les collections de lecture de petit format qui se multiplient chez les éditeurs. Parmi les nouveautés, signalons :

● CHEZ LAROUSSE, les « Classiques Juniors » sont destinés à mettre le plus tôt possible les jeunes en contact avec les textes littéraires. Sous l'égide d'une marmotte-mascotte chaussée de bleu, seize titres illustrés viennent de paraître, textes intégraux ou extraits substantiels de textes du seizième au dix-neuvième siècle, sélectionnés avec des enseignants, parmi lesquels des fables de La Fontaine, des contes de Perrault, Andersen, Grimm, des poésies de Victor Hugo, une pièce d'Eugène Labiche (*la Fille bien gardée*), un « pèler » de Conan Doyle (*la Cribière du lion*), une belle histoire pour avoir (un peu) peur — et rarement publiée d'Erdmann-Chatrain (*l'Araignée-Crabe*) « Classiques Juniors ». Format 11 x 17 cm. Larousse, 56 à 192 p., 16 et 18 F, pour les 7-11 ans.

● LA BIBLIOTHÈQUE ROUGE ET OR offre elle aussi des classiques de la littérature enfantine dans de petits livres reliés, composés en gros caractères, égayés par des illustrations au trait. Parmi les douze premiers titres, Jack London (*Croc blanc*), Alexandre Dumas (*la Forêt enchantée*), Paul de Musset (*Monsieur le Vain et Madame la Pique*), mais aussi des textes contemporains (malheureusement, aucune note ne présente l'auteur au jeune public). Mes préférées sont deux contes pleins d'humour de Charles Vidrac (*les Lunettes du lion*, *la Famille molène*) et un livre de Norme Klein traduit de l'américain, pour amorcer l'effet de l'arrivée d'un second enfant : *Après tout, c'est chouette un petit frère* (en anglais : « Confessions d'un enfant unique »). Bibliothèque « Rouge et Or ». Format 12,7 x 18,6 cm. G.P.-Rouge et Or, 192 p. 30 F, pour les 7-10 ans.

● CHEZ GALLIMARD-JEUNESSE, le succès des jeux de rôles a incité à créer une collection sur le même type destinée aux plus jeunes, avec des aventures moins compliquées et plus courtes. Six titres ont paru pour permettre à nos petits de se mesurer à une galaxie de brigands et de monstres, mais je ne suis pas sûre que les plus jeunes ne préfèrent pas la collection, plus mystérieuse, des plus grands... Un « Folio cadet » dont vous êtes le héros ? Série « Le challenge des étoiles ». Format 11 x 17,5 cm. Gallimard Jeunesse, 112 à 120 p. 20 F, pour les 7-10 ans.

● CHEZ HACHETTE, pour exploiter le succès de la collection précédente, on vient d'inaugurer une collection de « livres interactifs » avec spectacles, cauchemars et voyages à travers l'espace et le temps. Deux titres sont parus, assez mal traduits et peu convaincants. Haute tension. Série « La saga du prêtre Jean ». Format 11 x 18 cm. Hachette, 375 p. 22,50 F.

● AUX ÉDITIONS DU PÉLICAN, pour ceux qui ne savent pas encore lire, une nouvelle collection illustrée en couleurs par Stephen Cartwright, répond aux angoisses des petits : *le Premier Jour d'école*, *Un nouveau bébé*, *On déménage*. Les dessins très détaillés permettront de mieux vivre ces moments perturbants. (Série « Piroquette ». Albums cartonnés 18,5 x 17 cm. Ed. du Pelican, 16 p., 20 F, à partir de 2 ans.)

N'oublions pas cependant que les autres collections de poche de lecture, qui ont fait leurs preuves, continuent leurs publications : « Folio cadet » et « Junior » chez Gallimard, « Arc-en-Poche » chez Nathan, le livre de Poche-Jeunesse chez Hachette, « Castor-Poche Junior » et « Senior » chez Flammarion — où j'ai particulièrement aimé les 79 carrés de Malcolm J. Bosse, l'auteur de Ganesh dans la même collection.

EN BREF

● Les jeunes considèrent la lecture comme un plaisir et choisissent eux-mêmes leurs lectures, c'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par la société Louis Harris auprès de 663 jeunes de 8 à 18 ans. 19 % avouent considérer la lecture comme une contrainte. Ils consacrent à la lecture une moyenne de 56 minutes par jour, contre 2 heures 9 à regarder la télévision et 1 heure 34 à écouter de la musique. 68 % affirment que ce sont eux qui choisissent leurs lectures.

● SUR FRANCE CULTURE, l'émission « Le livre, ouverture sur la vie » diffusera un débat enregistré lors du Festival du livre pour la jeunesse de Montreuil. Six enfants face à 250 bibliothécaires répondent à la question : « Ces livres que nous aimons, les aimez-vous aussi ? » (Lundi 10 mars, de 14 h 30 à 15 h 30.)

● Pour le Salon du livre (20-26 mars) L'ASSOCIATION DES LIBRAIRES SPÉCIALISÉS POUR LA JEUNESSE sera présente au Grand Palais Igalérie-supérieure, stand U 1). A cette occasion, les « Sorcières 86 », grand prix des libraires spécialisés jeunesse seront décernés pour la première fois le lundi 24 mars à 10 h 30. Neuf titres ont été sélectionnés : *la Querelle*, *le Mariage de Gaudvain*, *Maïco des grands bois* (catégorie du meilleur album), *l'Été de mon soldat allemand*, *Moi je s'trai quelq'un*, *Manganinnie et l'enfant volé* (meilleur roman), *le Livre de la Bible*, *Animaux grandeur nature*, *Neuf mois pour notre* (meilleur documentaire).

● LA REVUE TROUSSE-LIVRES change. Après dix ans passés dans le giron de la Ligue française de l'enseignement, elle est désormais produite par une société de rédacteurs autour d'Yves Pinguilly, son rédacteur en chef. Son nouveau titre : *Griffon*. (Abonnements : 150 F, 10 numéros, Griffon, 75963 Paris Cedex 20).

NICOLE ZAND.

En pleine guerre il a fait disparaître le port d'Alexandrie et le canal de Suez... fabriqué de faux navires de guerre et des soldats factices destinés à leurrer l'adversaire.

DAVID FISCHER

LE MAGICIEN DE GUERRE

Un document étonnant qui se lit comme un roman : l'histoire de la campagne de Libye de 1940 à 1942, vue sous un aspect très particulier, celui des opérations de camouflage et d'intoxication militaire qui l'ont accompagnée.



PRESSES DE LA CITÉ

UN POINT C'EST TOUT.

POCHE SEUIL

CADEAU

POINTS ROMAN

- Étienne Barilier: *La créature*
- Italo Calvino: *Le château des destins croisés*
- Georges Bernanos: *Les grands cimetières sous la lune*
- Marie Susini: *Les yeux fermés*
- Didier Van Cauwelaert: *Poisson d'amour*
- André Biely: *Pétersbourg*
- William Boyd: *Un Anglais sous les tropiques*
- Renaud: *Mistral gagnant*
- Olivier René Veillon: *Le cinéma américain*
- Azouz Begag: *Le pome du Chaaba*
- Woody Allen: *Pour en finir une bonne fois pour toutes avec la culture*
- Michel Rocard: *A l'épreuve des faits*
- Jean-Louis Quermonne: *Les régimes politiques occidentaux*
- Bernard Droz, Anthony Rowley: *Histoire générale du XX^e siècle*
- Bernard Droz, Anthony Rowley: *Histoire générale du XX^e siècle*
- Pierre Darmon: *Le tribunal de l'impissance*
- Vladimir Jankélévitch: *Le Je-ne-sais-quoi et le Presque-rien*
- Giorgio Agamben, Jean-Luc Nancy, Jean-Luc Marion, Jean-Luc Marion, Jean-Luc Marion: *Théorie des genres*
- André Lerot-Gourban: *Le fil du temps*
- Maurice: *L'avenir en face*
- autrement: *Je t'aime d'amitié*
- autrement: *Couples!*

POINTS HISTOIRE

POINTS POLITIQUE

POINTS ÉCONOMIE

POINTS ACTUELS

POINTS SCIENCES

3 POINTS = 1 BON POINT

هكذا من الأصل

● LETTRES GERMANIQUES

LE NOUVEAU ROMAN DE GUNTER GRASS

Eva Figes a rencontré le romancier allemand à Hambourg

Il y a vingt ans, Grass avait tant d'énergie qu'il était capable d'épuiser ses amis quand, par exemple, il venait à Londres. Même maintenant, à l'âge de cinquante-huit ans, la seule chose qu'il ne peut supporter est l'inactivité. Quand il n'écrit pas, il dessine, quand il ne dessine pas, il modifie l'argile, et quand il ne travaille pas dans son bureau ou dans son atelier, il a toujours son mot à dire en politique. Les dirigeants politiques qui comptent lui font la cour, les campagnes électorales le trouvent en train de travailler pour les sociaux-démocrates et, depuis trois ans, il est président de l'Académie des arts de Berlin, et pas seulement comme une potiche. En outre, il a une sorte de passion immobilière; lorsqu'il n'est pas sur les routes ou dans les airs pour des raisons professionnelles, il est rarement au même endroit pendant plus de quelques jours. Il a une maison au Portugal (où il séjourne quatre fois par an), une

maison à Berlin où il vient passer une semaine par mois, alors que sa résidence familiale est maintenant à Hambourg. Il a aussi deux maisons au Schleswig-Holstein; l'une prête à être habitée, la seconde pouvant finalement être vendue, tandis qu'une troisième a été donnée à la ville de Berlin pour héberger les écrivains. Si les écrivains sont généralement des sédentaires, ce n'est pas le cas de Günter Grass. S'il n'avait pas une secrétaire à plein temps et une femme, il lui serait impossible de mener une telle vie. Son médecin lui a d'ailleurs conseillé de s'économiser.

Une immense vitalité

Ce qui me semble inhabituel chez un écrivain, un créateur comme Grass, c'est que son immense vitalité soit tournée entièrement vers l'extérieur. Il n'est jamais introspectif, ce qui, d'un côté, le rend capable d'aborder d'une façon épique de vastes sujets politiques et sociaux, mais ce qui met rarement en cause ses sentiments et son comportement. Son dernier roman traite de l'extinction de l'humanité, mais quand je lui ai demandé s'il avait songé à sa propre mort en écrivant son adieu déchirant à la beauté et à la diversité du monde, il a jugé la question hors de propos. « Il n'y a pas de littérature sans gaspillage », remarqua-t-il un jour, mais pendant une discussion à propos de *Die Rättin*, il reconnut qu'il « ne l'avait écrit que pour des raisons politiques ».

D'un autre côté, il a une compréhension très claire de sa propre évolution d'écrivain et il peut se souvenir de détails de ses premiers écrits, ce dont je serais certainement incapable. Je suis toujours surpris quand des étudiants ou des critiques font état de thèmes récurrents dans ses écrits, mais, à peine avions-nous commencé à discuter de *Die Rättin* avec Grass, qu'il me parlait des rats d'une de ses premières pièces, *Hochwasser*, de la manière dont ils étaient apparus dans *Hundsjahre* (les *Années du chien*) et du fait que son œuvre poétique comprend un texte intitulé *Racine lässt seine Wappen ändern* (Racine change ses armoiries), dans lequel l'écrivain français a un cygne et un rat sur ses armoiries et se montre incapable de continuer à écrire une fois le rat enlevé.

Les universitaires doivent être ravis de l'érudition de Günter



Dessins de Günter Grass : autopoportrait avec un escargot dans l'œil; Eva Figes avec le Turbot.

Grass, car elle rendra leur travail plus aisé, mais je pense que son écriture profiterait d'un peu plus d'ambiguïté littéraire. Par exemple, j'ai été gênée par son utilisation d'Oskar Matzerath (le héros du *Tambour*) dans son dernier roman. Grass m'a dit que, à l'origine, il n'avait pas du tout l'intention de l'utiliser, mais que, soudain, Oskar s'était mis à « babiller ». Sa « résurrection » est, ensuite, justifiée par l'action, mais une gêne demeure, surtout lorsqu'il y a quelques petites plaisanteries sur les tambours, et que même le Turbot fait une apparition.

Grass n'en finit jamais vraiment avec ses œuvres précédentes comme le font, je le pense, la plupart des écrivains. Ses œuvres graphiques et, plus récemment, ses personnages d'argile reflètent ses obsessions littéraires. Ses dessins sont pleins de ces créatures qui jouent un si grand rôle dans ses livres : escargots, anguilles, turbots, rats. Les visages humains sont rares et, quand ils sont représentés, les animaux y sont là aussi : autopoports avec une coquille d'escargot à la place de l'œil, sa femme lovée dans un coquillage, Eva Figes avec un turbot lui sortant de la bouche. Les portraits sont inégalement sévères, lugubres même, à l'opposé de son tempérament plein d'amour de la vie et prompt à rire. Mais son obsession des animaux, qui est très profonde, va au cœur de sa vision du monde et de l'humanité; elle n'a rien ou presque rien à voir avec une attirance sentimentale pour les bêtes.

Grass lui-même fait remonter cet intérêt à son travail d'artiste et

de sculpteur, opposant la forme humaine à la forme animale. Cela, dit-il, concerne l'*hubris* (1) de l'humanité et il n'y a aucun doute que le *hubris* joue un grand rôle, à la fois dans son dernier roman et dans ses descriptions du III^e Reich. Mais je pense que cela est encore plus profond. Lui-même, à la fois, vient de la terre et retourne à la terre.

Il nous rappelle à notre nature animale

Ses premiers lecteurs avaient été choqués par les otés scatologiques de son écriture. Quand il ne dessine pas des animaux, il dessine souvent des cendriers pleins de mégots, d'arêtes de poisson, de choses mortes, de pièces et de morceaux. Il nous rappelle à notre nature animale.

Ce caractère terrestre est au centre de tous ses intérêts. Il ne

s'intéresse pas aux idéologies politiques. Il a eu « assez d'idéologie pendant son enfance dans l'Allemagne nazie », dit-il. Il méprise la littérature « mineure », qui valorise les relations et les émotions personnelles au lieu de traiter les questions « majeures ». Sous l'influence de sa seconde femme, qui a été organiste d'église, il a pris goût à la musique baroque, mais il est tout à fait incapable de partager son amour à elle — ou le mien — et de se rallier à Schubert. Quand on parle de religion, il attaque la politique de l'Eglise catholique romaine, dans laquelle il a été élevé. La méditation et la sensibilité intime lui sont aussi étrangères que l'introversion. En dépit de toutes les déconvenues et déceptions politiques de ces trente dernières années, et malgré sa morne vision de l'avenir immédiat, il reste engagé à la fois dans son écriture et dans sa vie, pour essayer de rendre le monde un peu meilleur.

Récemment je lui ai écrit, après avoir terminé son dernier livre; il m'a répondu que j'étais, comme lui, une parente de Sisyphe et qu'il rendait hommage à ma ténacité. Mais écrire un livre n'est rien comparé à la ténacité dont il faut faire preuve pour continuer à croire au militantisme après une vie de déceptions. « Passée la colère de la jeunesse », dit-il, arrive celle de la vieillesse, qui engendre la sagesse. »

EVA FIGES.

Copyright Eva Figes-Le Monde.

* *DIE RÄTTIN*, de Günter Grass, Luchterhand, 512 p., 39 DM (en allemand). A paraître aux Editions du Seuil.

— *Die Rättin et Alte Meister*, de Thomas Bernhard, sont disponibles à Paris, à la librairie Le Roi des Aulnes, 194 bis, bd du Montparnasse, 75006 Paris.

(1) L'excès, en grec.

La célébrité de l'Autrichien Thomas Bernhard

Irritation et fascination.

PAUVRE Thomas Bernhard! Après avoir été si longtemps méconnu chez nous (qui connaît *Perturbations*, son chef-d'œuvre paru en France il y a plus de quinze ans?), le voici aujourd'hui traduit et joué à tour de bras (1). Bref, la célébrité. Mais ne risque-t-elle pas de lui être plus fatale que l'injuste ignorance dont il fut la victime ?

Ecrivain impuissant, comme le héros de l'inoubliable *Platzhirsch*, Rudolf, le narrateur de *Béton* a fixé, après une série de ratages, à Varsovie, à Lisbonne, sur les bords du lac de Garde, du Mont-Saint-Pierre de Salzbourg... la date définitive, croit-il, de la mise en route de l'ouvrage qu'il se propose d'écrire sur Mendelssohn-Bartholdy, son musicien favori : le 27 janvier à 4 heures du matin. Comme on pouvait s'y attendre, tout se déroule autrement que prévu et nous voici partis dans un interminable colloque, prétexte, pour l'auteur, à ressasser ses obsessions habituelles : imprécations contre l'Autriche, « la trahison de l'Europe, répugnances, dégoûts et tout bonnement d'une imagination crasse », dérision des entreprises humaines y compris l'art, responsabilité de la race canine, en raison de la domination qu'elle exerce sur les dictateurs (« c'est bien connu », dans les malheurs et la ruine de millions d'hommes...).

Prenant la fuite, Rudolf croit trouver un lieu plus propice à Palma-de-Majorque où, depuis six ans, une rame de papier vierge l'attend chaque fois à l'hôtel Melia, chambre 734, mais ce nouveau séjour ne sera pour lui que l'occasion d'une confrontation avec la mort, sous la forme du souvenir refoulé pendant longtemps d'un fait divers dérisoire et

grotesque survenu trois ans plus tôt.

L'irritation le dispute souvent à la fascination chez le lecteur de Thomas Bernhard. Dans le *Neveu de Wittgenstein*, l'auteur réussissait à tenir le lecteur en haleine de la première à la dernière page.

Dans *Béton*, le miracle commence à la page 131 pour s'achever vingt-sept pages plus loin, avec le livre.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

* *BÉTON*, de Thomas Bernhard, traduit de l'allemand par Gilberte Lanthier, Gallimard, 158 p., 64 F.

Son dernier livre :

« Alte Meister », maîtres anciens

ALTE MEISTER (Maîtres anciens), le dernier roman de Bernhard paru outre-Rhin, a pour protagonistes un muséologue octogénaire et génial, Reger, et un « savant en chambre », Atzbacher, occupé depuis des années à écrire un traité philosophique qu'il se refuse obstinément à publier.

Lieu symbolique de l'action (« toute l'Autriche n'étant rien d'autre, en définitive, qu'un musée d'histoire de l'art ») : la Kunsthistorisches Museum de Vienne, et plus précisément la salle des Bordone où, depuis trente-six ans, Reger a l'habitude de s'installer tous les deux jours sur un banc, face à l'*Homme à la barbe blanche* du Tintoret (une œuvre qui, soit dit en passant, ne figure pas au catalogue dudit musée), et où, bien que ce ne fût pas le bon jour, il se livre à la lecture de la revue *Art et Lettres*. Remettant à plus tard les explications de cette convocation inopinée, le voici parti dans un monologue fleuve parsemé de coq-à-l'âne et de digressions incongrues sur l'art. Ayant découvert, à la suite de la mort de sa femme, l'impulsivité tragique de celui-ci face à la mort, Reger a mis au point une méthode de salut consistant à tourner en dérision tout ce qu'il est convenu d'admirer.

De Dürer, « prototype du nazi avant la lettre », à Beethoven,

dont « les notes défilent comme pour une parade lugubre », et à Heidegger, « débile mental préalpin... philosophe en pantoufles et en bonnet de nuit... répétition tout ce qu'il y a de grand pour le rendre germano-dégradable », rien n'échappe au règlement de compte, pas même le pape, « poupée fardée et mûrie ».

Nous ne saurons pas si la prédication de Reger pour la Kunsthistorisches Museum tient au fait que ce lieu, avec l'hôtel Ambassador (qui l'emporte, en l'occurrence, pour la propriété des toilettes), est particulièrement propice à la création spirituelle, ou au fait que la température y convient à la délicatesse de sa peau, mais nous finissons par apprendre la vraie raison de la rencontre imprévue des deux hommes.

Dans une dernière pirouette, le récit (oukii-ci porte la sous-titre *Comédie*) s'achève au Burgtheater, sur une représentation de la *Cruche cassée*, de Kleist, au damier d'Atzbacher.

Maîtres anciens n'est sans doute pas le chef-d'œuvre de Bernhard. Il se situe, en tout cas, à cent coudées au-dessus de *Béton*.

J.-L. R.

* *ALTE MEISTER*, Schöningh Verlag, 312 p. A paraître chez Gallimard.

« La Rate » et l'apocalypse nucléaire

Le nouveau roman de Günter Grass, son ouvrage le plus ambitieux depuis dix ans, nous met en garde contre le danger d'annihilation qui nous menace. Son sujet, c'est la fin de l'humanité par la guerre nucléaire, avec la destruction de l'environnement.

Plusieurs courants traversent le livre, et l'auteur-narrateur, Grass lui-même, rêve, par l'intermédiaire d'un petit rat, d'un temps où la race humaine se détruit elle-même et où des hordes de rats prendront possession de la planète. Tandis que le rat lui raconte les conséquences du « Big Bang » nucléaire final, l'auteur prépare un scénario — pour un vieux producteur de cinéma nommé Oskar Matzerath (oui ! — qui met en scène les personnages des contes de Grimm en train d'essayer de sauver leurs forêts de la destruction (pas de forêts, pas de contes de fées !). Une autre version du scénario montre Malekat (1) persécuté pour avoir fait de fausses fresques de la cathédrale de Liège durant les restaurations de l'après-guerre. Pendant ce temps, Oskar part pour la Pologne afin de fêter le cent septième anniversaire de sa grand-mère, celle des célèbres jupes (2), tandis qu'un équipage de cinq femmes s'embarque sur un bateau baptisé *La Nouvelle-Ilebihi* afin de mesurer la prolifération de méduses dans la Baltique et — prévenu par le Turbot — met la cap sur la cité engloutie de

Vineta pour y fonder une utopie féministe.

On peut difficilement dire qu'il s'agit d'une narration linéaire : cela ressemble plutôt à des variations sur un thème. Grass nous donne différents schémas qui conduisent au « Big Bang », et cependant la vie continue. Les corps momifiés d'Oskar et de sa grand-mère sont vénétrés par les rats dans une des églises de Gdansk, mais Oskar revient. La méduse chante une mise en garde aux cinq femmes pour qu'elles ne soient pas réduites en cendres, mais elles aussi reviendront de leur voyage. Cela montre bien ce que nous pensons tous de la guerre nucléaire : à la fois impossible et inévitable.

Le ton de *La Rate* va du poétique au burlesque, avec une bonne dose de satire vigoureuse. La maille la plus faible dans cette dense texture romanesque est l'histoire véridique de Malekat : Grass ne réussit pas à saisir l'analogie entre les « décevantes années 50 » en général et la politique allemande en particulier. Néanmoins, ce grand écrivain s'attaque ici à un vaste et important sujet.

E. F.

(1) Faussaire condamné après la guerre.
(2) La faussière grand-mère aux multiples jupes superposées sous lesquelles a été conçu Oskar, le tambour.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

MARS 1986 - N° 228

Dossier : Raymond Queneau

Une bio-bibliographie. Queneau romancier, poète, mathématicien, ethnologue, oulipien. Entretien : François Furet.

En vente chez votre marchand de journaux : 22 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 72 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Perec
- ☐ Spécial polar
- ☐ L'Afrique noire d'expression française
- ☐ Nathalie Sarraute
- ☐ Raymond Aron
- ☐ Jean Cocteau
- ☐ Sciences humaines :
- ☐ la crise
- ☐ George Orwell
- ☐ Blaise Cendrars
- ☐ Didon
- ☐ Vienne, l'aube du XX^e siècle
- ☐ Antonin Artaud
- ☐ Foucault
- ☐ Géopolitique et stratégie
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ La littérature et le mal
- ☐ Proust, autour de la Recherche
- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Spécial Japon (numéro double)
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris Tél. : 45-44-14-51

● ÉCRITS INTIMES

L'amour des lettres

(Suite de la page 15.)

La règle de conduite de l'honnête homme sera la règle d'or de l'écrivain : mettre le maximum d'intention et d'intensité dans le minimum de mots et d'émotions. C'est dire que la forme édue de l'écriture sera la maxime.

François Bott se livre avec bonheur à la seule passion qu'il s'accorde impuissamment, avec la pipe et le football : celle de l'aphorisme. Son texte, brillamment mimétique, ne pâlit point (et ce n'est pas un mince compliment) auprès des nombreux et admirables citations dont il s'entourne, et qui nous proposent un festival permanent d'intelligence ironique. Mais, naturellement, ces faiblesses que le moraliste est si prompt à déceler chez les autres, ce sont les siennes. Les vertus qu'il lui plaît parfois d'admirer, ce sont celles dont il se paraît volontiers. En bref, l'aphorisme



Baudelaire et Claudel.



MARC PERRET

est le moyen le plus commode de parler de soi. La maxime est l'envers rusé d'un aveu. Elle raconte, en faisant l'économie d'une confession. Elle est, au choix, une courtoisie ou une hypocrisie. Au terme de l'ouvrage,

l'auteur lève enfin le masque sentencieux : sous le couvert de ces lettres à tous ces écrivains-miroir, il n'a jamais dialogué qu'avec sa propre image.

« Cher détestable moi... » La dernière missive, qui est le pre-

mier moteur du livre. Bott se l'adresse à lui-même. La sévérité du moraliste l'autorise à s'adonner aux délices du retour sur soi. A l'inverse de ses contemporains, il ne s'étale pas : il se condense. Il jette un coup d'œil rapide sur sa vie, pour la congédier : « Je suis heureux de m'être séparé des personnages que vous étiez, car je me suis délivré d'une grande partie de vos craintes. » Il s'écrit comme aux autres morts, à distance respectueuse. Mais, si « insatisfait » qu'il se déclare au bout du compte, la sagesse conquise lui accorde un satisfecit. Ce n'est pas à cet admirateur de La Rochefoucauld qu'on apprendra que vouloir se dépandre de soi est une ruse suprême de l'amour-propre. A lui comme aux autres, Bott envoie (et pourquoi pas ?) une lettre d'amour. Et d'humour.

SERGE DOUBROVSKY.

La maison des écrivains est née

M. Jack Lang devait inaugurer, ce jeudi 6 mars, les nouveaux locaux du Centre national des lettres et la maison des écrivains. C'est un très bel hôtel du XVIII^e siècle, situé rue de Valenciennes, dans le VII^e arrondissement de Paris - devenu le cœur de l'édition - qui sera donc, désormais, le lieu de soutien et de stimulation de l'activité littéraire. Une occasion pour le ministre et pour M. Jean Gattégno, le président du CNL, de souligner le développement considérable de cet organisme d'animation et d'aide à la création littéraire qui fête ainsi ses dix ans ; un développement qui peut se symboliser en deux chiffres : entre 1976

et 1986, le budget du CNL est passé de 10 à 92 millions de francs.

L'occasion aussi d'une fête de la littérature à laquelle le lieu se prête magnifiquement et pour laquelle quelques grands noms des lettres françaises avaient accepté d'écrire des textes, lus au cours de la soirée par des comédiens.

Parmi ces textes inédits, des poèmes de Francis Ponge, de Georges Schéhadé et de Philippe Jaccottet, que nous publions aujourd'hui.

PHILIPPE JACOTTET

Deux poèmes d'été

1

Tous les blés flamboyent
et la brève alouette
est un fragment ascendant de ce feu.
Elle ne gravit tous les paliers de l'air
que parce que le sol est trop brûlant.
Il est une beauté que les yeux et les mains touchent
et qui fait faire au cœur un premier degré dans le chant.
Mais l'autre se dérobe et il faut s'élever plus haut
jusqu'à ce que nous autres ne voyions plus rien,
n'entendons plus rien,
la belle cible et le chasseur tenace
confondus dans la jubilation de la lumière.

2

Considérez le ciel solaire
à l'heure de l'extrême incandescence :
c'est là qu'il nous faut traverser.

Des barques croisent dans ce lac de lumière.

Aiguisez mieux votre regard :
vous les verrez franchir sans bruit cette brume éblouie
et, au-delà, s'ancrer dans les eaux de la nuit
pour y plonger éternellement leurs filets
dans les profondeurs.

GEORGES SCHÉHADÉ

Sur une montagne...

Sur une montagne où se déshabille le vent
Quand les troubadours de la lune
Un soir d'été
Auront joué nos cœurs aux dés
Dans ce pays d'infortune
Toi plus belle que jamais
Tu passeras dans la brume.

Les jeunes filles mortes d'amour...

Les jeunes filles mortes d'amour
Reviennent parfois dans les maisons
Elles s'assoient sur des chaises longues
Et les lampes les suivent du regard
Elles courent alors vers les murs
A la recherche de leur ombre
Les miroirs détournent la tête
Et le silence reste sourd
Aux premières lueurs de l'aube
Elles regagnent les routes célestes
Portant au visage des masques risibles
Pour ne pas nous déchirer le cœur.

FRANCIS PONGE

De Amicis meis

Comme amis, il faut certainement reconnaître
Hamlet si génial, mon portrait, le seul qui me comprenne
dans tous les cas ; Jésus, tout à fait souriant, ce qu'il
faudrait être, mais il ne rit jamais ; Don
Quichotte si optimiste et si enthousiaste pour les
bonnes causes mais trop affairé, vraiment fatigué ;
Tobie, vraiment peu gênant, société extrêmement
digne d'être recherchée et qui ne lassera jamais ;
Dimitri toujours surprenant et étonnant mais
exigeant sans doute trop de participation à ses histoires : Enfin
Socrate oui le sage des sages, jamais encombrant sachant non
seulement sourire mais rire et pas apôtre mais toujours
là si on vient le trouver, et surprenant alors et n'ayant pas
besoin de nous, nous laissant libres, sachant se débrouiller tout
seul, peut-être un peu trop raisonnable mais non
c'est qu'on le provoque, une personnalité cependant. Et
les chiens (cependant trop bruyamment bruyants quelquefois)
N'oublions pas l'humain.

Pas un Français n'a les qualités de cœur ou ne les
montre et c'est ce que j'aime de temps en temps, ces épanchements
sincères chez les Russes, nullement chrétiens, véritable vice,
« affection ».

Ni Montaigne, ni Racine, ni (oui La Fontaine les montre
quelquefois), ni Voltaire, ni Baudelaire (seulement amour
charnel chez lui). Peut-être Pascal mais il est surtout esprit fort,
écrit, supérieur en tout... Peut-être Rousseau mais l'égoïsme est
une tristesse pour lui. Verlaine, Hugo mais ils sont tellement
mauvais, sont si bruyants, plus attendris qu'amoureux,
genre Faust.

Oui Tobie, occupé des choses tranquilles, futilles et sans danger.

L'œuf

L'œuf, dont la forme ne doit pas
nous faire oublier le contenu, bon
à gôber (frais ou pourri selon les goûts),
c'est pourtant d'abord (surtout) une forme.
Il tient de la plus parfaite forme, la sphère,
encore améliorée pour son avènement,
son abdication, sa sortie ou sa fuite :
volume correspondant à l'ellipse,
à l'orbite des planètes.
Sphère encore perfectionnée (pour sa fuite)
lorsqu'elle rencontre une résistance.
Celle qui s'oppose à sa naissance au jour,
à son extirpation, son jaillissement,
son exorbitation.
L'effort exorbitant de la poule
produit l'œuf. L'œuf est un
succès exorbitant de la poule
ce zéro contient tout, sa...
Cette forme sort du cul, sphincter
élastique.

Quelques jours avant Pâques,
J'ai produit l'œuf.
Pas loin du zéro.

EDITIONS

48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique

RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS

pour collections romanesques, poétiques, pratiques

Adresser-nous votre manuscrit

Contrat d'édition établi selon l'article 49, de la loi
du 11 mars 1957, sur la propriété littéraire.

Poésie suédoise d'aujourd'hui

MAISON DE LA POÉSIE - CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
LUNDI 10 MARS A 20 H 30
avec Kjell ESKMARK, de l'Académie suédoise
présentation par Jean-Clarence LAMBERT,
textes en français par Annie BERTIN
MAISON DE LA POÉSIE
En association subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau (1^{er}) - M^o Halles - Tél. : 42-36-27-63

Abdallah Ibn al-Mouqaffa' le pouvoir
et les intellectuels

ou les aventures de Kaïla et Dimna

Traduction intégrale faite sur les manuscrits par René A. KHAWAM
« Vous savez bien, dit Bidpay, que la cohabitation du lion, du chien,
du serpent et du taureau... est un leurre pour l'esprit... »
Un volume 384 pages... 178 francs

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Dominique Rolin

L'enfant-roi

roman

La fiction la plus forte
sur l'enfance

L'ÉPIQUE

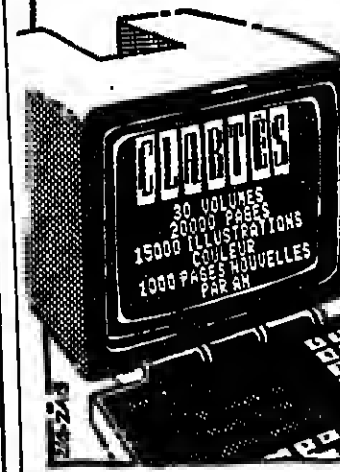
DENOËL

CLARTES

Venez
communiquer
avec nous !

Vous suivez l'évolution des idées,
des courants de pensée, des équilibres
économiques, des technologies...

Il vous faut une
documentation branchée
sur l'actualité qui
sache vous proposer
une synthèse et
vous aider
à faire le point.



CLARTES

Une banque de données culturelles.
La seule encyclopédie actualisable,
20 dossiers par an.

CONTACT
Yannick Tréguier
EDITIONS TECHNIQUES
133, rue d'Alsace
75017 PARIS Cedex 14
Tél. (1) 45.30.22.01

3 POINTS
= 1 BON POINTMikhaïl
Boulgakov
Récits
d'un jeune
médecin

HORS-COMMERCE

Ce livre vous sera offert par votre libraire
pour l'achat de 3 volumes à choisir
dans les collections de poche Points

POCHE SEUIL/POCHE SEUIL

مكتبة من الأصل

● ROMANS

Georges Hyvernaud ou la rage de maudire

L'auteur du Wagon à vaches avait été marqué à jamais par la guerre

« **P**OUR la plupart des historiens, l'histoire n'a pas d'âme. Celle d'Hyvernaud pue la sueur, la peur, l'effacement délabré du prisonnier de guerre et donc de l'homme qu'il est aussi, qu'il est d'abord. »

Cet extrait de la préface d'Etienne au tome 2 des œuvres complètes de Georges Hyvernaud reflète bien l'univers de cet écrivain négligé par l'historiographie, et que les éditions Ramsay entreprennent justement de sortir de l'ombre.

Qui était Georges Hyvernaud ? Un greffier de l'absurde, avant tout, l'absurde qui avait pour lui le visage d'un oflag de Poméranie, n'a pas les cinq années de guerre. Absurdité vécue par la suite à ras de misère quotidienne, dans une chambre de bonne d'où le narrateur du *Wagon à vaches*, Hyvernaud lui-même, jette à la face du monde bourgeois une dérisoire de bête blessée qu'il a la politesse de rendre humoristique, mais qui n'en est que plus âcre.

Cet « obscur acharnement de crabe »

Hyvernaud vivait en haine de ce que l'histoire, la guerre, « l'état des choses », avaient fait de lui. La détention l'avait marqué à jamais. Dans le *Wagon à vaches*, il a une manière de bargner qui le fait tourner sornioisement autour de sa personne, sans qu'on sache s'il va se tordre le cou ou y passer une main fourbue. Le suicide ? Mais pour s'y résoudre, encore eût-il fallu qu'il répudiât la part d'humanité qui demeurait en lui, sourde, insistante, cet « obscur

acharnement de crabe » pour lequel il avait des tendresses invincibles.

Quand il n'inclinait pas à l'indulgence, les mots, seuls, en la puissance desquels il croyait à force de décrypter les graffiti des

son retour d'Allemagne. De Jules Renard, la haine des grandes attitudes et le goût des portraits crus, comme taillés dans la chair. Et de nul autre que de lui-même, une humilité, une douceur envers les « petites gens » à qui il semblait dire : « Relevez-vous ! »



BERENICE CLEEVE.

urinois, le soulageaient de son excédent d'amertume. Alors le verbe le gagnait. De Céline, il avait la crânerie, la manie de l'anathème et la rage de maudire, maudire cette existence entre poisse et pauvreté qui fut son lot à

Dans le *Wagon à vaches* - les vaches désignant les prisonniers qu'un acheminement vers les camps, - il n'y a que des hommes « empiétrés dans les replis d'un malheur infernal », et dont les jours s'achèvent « en bruits d'eau,

en larmes d'enfant et en prières du soir ». C'est à cela que la guerre avait laissé place. On se les figure parais au père du narrateur, piétinant seul derrière un corbillard - mais « le cercueil qu'il avait suivi n'était pas le bon ».

« La fatalité sans majuscule »

Hyvernaud ne donne rien d'autre à voir que cette infortune un peu ridicule, ce lent passage du malheur lourd qu'accompagne en sourdine « le petit bruit obstiné que fait la vie ». Un andante sans majesté. Une musique donc, rompue à intervalles réguliers par le souvenir des wagons de déteints qui « coulent comme de lents vers gris sur le visage mort de l'Europe ». Et puis, de nouveau, la « vacherie quotidienne » : « On n'a plus de drames, nous autres. Que des ennuis, des embêtements. La fatalité sans majuscule. Pas le Destin des vieilles tragédies, avec son visage de pierre. Nous autres, on n'a droit qu'à une fatalité miteuse et déginglée. Au wagon à vaches. »

Georges Hyvernaud est mort le 24 mars 1983. Il laisse un certain nombre d'ouvrages qui seront réunis dans les trois tomes et quatrième volumes de ses œuvres complètes, à paraître.

VINCENT LANDEL.

★ LE WAGON À VACHES, œuvres complètes, tome 2, de Georges Hyvernaud, Ramsay, 241 p., 92 F.

— La première édition de ce livre, par Deaulx, date de 1954. Elle venait après la parution de *Le Peau et la Os* (Scribner, 1949).

Le Clezio dans ses îles

(Suite de la page 13.)

Le Clezio n'a pas retrouvé son grand-père, mais il a découvert bien davantage : le sens même de son aventure, le centre de son désir et la perfection de son accomplissement. Et plus loin, plus profond encore : l'écho présent, concret de ses propres origines, à lui, Jean-Marie-Gustave, et de son aventure humaine : « En moi, de plus loin que je me souviens, il y a eu ce bruit, ce rêve - bruit de mer, bruit de vent dans les voiles du Segunder, coups de pics dans les pierres de l'île lointaine, et aussi : bruit de paroles, contant la légende de ce trésor immense enroulé, froissé, perdu à nouveau dans l'immensité du néant... Le vertige que je ressens alors est celui d'un homme qui ayant cru à son libre arbitre découvre soudain le dessein qui l'anime et s'aperçoit soudain que ses pensées et ses actes, ses rêves même, viennent d'avant sa propre naissance et servent à terminer une

œuvre dont il n'est que le dernier instant. »

On a beaucoup écrit, on écrit beaucoup sur les voyages et sur les transformations qu'ils opèrent chez ceux qui les entreprennent. Le genre a ses classiques, comme *L'Afrique fantôme*, de Michel Leiris ou *Tristes Tropiques*, de Claude Lévi-Strauss. Il faudra, je crois, y ajouter le *Voyage à Rodrigues*, tout simplement parce que Le Clezio y décrit un espace nouveau qui n'apparaît jamais sur les atlas les plus précis : à force de pureté - et cela vaut aussi pour le style - de rigueur, de patience et d'attention, il écrit les premiers chapitres d'une géographie à la fois intérieure et universelle, unique, personnelle et liée dans le même temps à l'éternité du cosmos et aux passions des hommes qui s'y débattaient depuis quelques temps.

Des passions qui, lorsqu'elles sont vraies et fortes, peuvent être aussi belles, aussi essentielles que le vent, le soleil ou la mer : « C'est le désir des hommes qui fait brûler le feu des trésors. »

PIERRE LEPAPE.

VOUS ÊTES AU POINT ?

Agota Kristof et ses « monstres »

Le monde mis en scène par deux jumeaux.

D'UN côté, la volonte de redéfinir toutes choses, de retrouver l'élémentaire, ce que les jumeaux, héros du livre, nomment les « objets indispensables », de l'autre côté, le combat contre la perte du sens et de la liberté.

Agota Kristof, dans ce premier roman, se trouve ainsi à la charnière de deux mondes, deux imaginaires : l'Ouest intimiste et l'Est politique. Et son livre, du coup, rend un son étonnamment neuf.

L'histoire se passe durant une guerre, dans une campagne, près d'une grande ville occupée par l'ennemi, nazi sans doute, et qu'on a fuie.

Une malédiction ambulante

Une femme confie ses enfants à sa mère. Celle-ci les accueille mal, mais elle consent à les garder. Elle les appelle « fils de chienne ». Au village, on l'appelle « la sorcière », on dit qu'elle a empoisonné son mari. Elle est très sale, terrible, elle travaille dur et, le soir, quand elle a bu, elle se met à parler une langue étrangère, toute seule, puis elle pleure. Amoral, exclusivement occupée à se nourrir, sans âme peut-être, elle est apte à survivre, sans être véritablement dans le camp des vainqueurs. Retournée aux sources de l'humaine condition, archaïque et prémonitoire, cette femme est une malédiction ambulante. Elle tue, vole, trahit sans la moindre hésitation. Sauf qu'un jour, voyant passer le troupeau humain qu'on

dépote, elle offre des pommes, et manque y laisser sa peau.

Les jumeaux consignent cette terrible histoire. Livrés à l'âpre vieillesse, au dur hiver, à la faim, à la guerre, ils se composent une existence : ils apprennent qu'il est vain de se rebeller, qu'il est bon de nourrir les bêtes, d'arroser le jardin, de cueillir les fruits, de casser le bois, de charger la brouette, de faire, enfin, tous les gestes nécessaires. Quand c'est fini, la grand-mère s'arrête. Eux continuent. Rédigent le grand cahier, font des exercices d'endurance du corps pour ne plus être vulnérables. Exercices d'immobilité, ou de cruauté.

Ils observent aussi les adultes, leurs faiblesses, leur goût du scandale, leurs tricheries. Ils apprennent à ne pas dire la vérité quand c'est inutile. A faire face aux interrogatoires de la police, à utiliser les gens comme des « objets indispensables » mais en certaines circonstances, et pour un temps limité. Monstrueux, intelligents.

De sa manière méthodique et tenace, dans un style qui ne craint ni les répétitions ni les définitions, Agota Kristof crée un univers : le monde comme il court à sa perte, mis en scène par deux jumeaux et une vieille qui en appliquent les règles inavouées, sans crainte et sans honte. Et surtout sans faiblir. Ils sont inhumains, et porteurs néanmoins de l'étincelle qui fait que les hommes résistent aux terreurs et aux oppressions.

GENEVIEVE BRISAC.

★ LE GRAND CAHIER, d'Agota Kristof, Seuil, 191 p., 69 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Voici, je trouve, un très beau roman

(Suite de la page 15.)

J'OUBLIAIS : les vrais acteurs, aussi, font des apparitions. Napoléon revient d'Egypte, Murat occupe Vienne, Beethoven dirige la première de *Fidello*, le prince de Ligne débute ses paradoxes d'une luminosité terrifiante.

Les sans-grade font mieux que décorer le fond des champs de bataille. On les voit en guenilles sous les insignes noirs de sang caillé. Les ottomans croulent leurs galeries de boue. Les chevaux éventrés reniflent leurs propres tripes. Les poux sautent d'une paille à l'autre. Car la guerre, c'est d'abord un immense brassage de parasites éparpillés ; rappelez-vous le message de Marathon, dans Thucydide, qui, déjà, se grattait sous les crémides...

Ce qui n'empêche pas les bails de tourner, ni les saisons. Les châteaux regorgent de trumeaux, de colliers, et les collines de bourgeons perçant sous les cristaux. Chaque village se reconstruit à sa nuance de gris terreux, à son patois, à ses relents. Le ciel n'est pas oublié : aubes jaunies par la poudre, couchants écarlates. Gilles Lapouge écrit une des proses les plus sensuelles depuis Giono, à qui, décidément, fait beaucoup penser ce mélange de gravure d'époque et de vie au ras des meules, des peaux. Ah, cette dégringolade joyeuse, de l'Arberg vers les terrasses roses de Gènes !

L'ÉPOQUE était aux idées vastes en même temps qu'aux violences et aux passions. Hölderlin et Novalis disputent l'attention aux tueurs chamarrés. Que penser des sauvageries d'alors, terriblement annonciatrices ? Ou d'un raffinement ne les prévient, que la culture les justifie et les pare de hauts motifs, au lieu de les réduire à leurs enjeux minuscules !

Deux réflexions générales courent le long des aventures particulières : que l'on peut vivre et mourir par procuration, et que l'histoire, n'en déplaise aux philosophes montants, n'a pas de sens. Au fait, est-ce un hasard si, à quelques jours d'intervalle, des écrivains aussi différents que Jacques Laurent, Jorge Semprun et Gilles Lapouge tiennent à mettre en roman l'inséparabilité de toute rationalité à l'histoire ?

Pour les personnages de Lapouge, « il n'est rien advenu » entre les champs Catalauniques (451) et Wagram (1809). Aussi vrai que « les Alpes sont là », comme disait Hegel, la chronique que les hommes tentent d'écrire dans ces vallées sans cesse conquises et reconquises tient du palimpseste, de la bouillotte de papier mâché. L'utopie ne peut que crier sa haine de l'histoire. A voir Napoléon se changer en Attila venu de l'Ouest, se servir de la lumière comme d'autres de l'ombre, à la façon des dieux de Bahia, comment ne pas croire à une autonomie du Mal, à un Dieu supplanté, à un Setan agissant, lui aussi, par procuration !

J'ai parlé de prose piffante ; c'est mieux encore. Les mots sont choisis sans être précieux, rares en restant familiers. Ils forment, en soi, un des charmes de lecture, par une adéquation nuancée et tranquille dont notre époque de basique pompiers perd le secret.

Le rythme de la phrase s'ajoute aux suggestions puissantes des images. Tantôt la description imite la densité des parfums que révèle une friction, la lecture jouant le rôle de cette friction ; tantôt la période s'allonge, caracolant. De Stendhal-Giraudoux, on passe à Hugo-Aragon. C'est net vers la page 200. Le souffle s'enfle, juste au moment où les mouvements de troupes l'emportent sur ceux du cœur, le canon sur les baisers, les saccades de mort sur celles de vie.

Dès lors, l'Europe se regarde perdre son sang, comme ce stoïcien grec qui interrompait, par curiosité, son agonie volontaire, ou comme Brotaux des leillettes, qui montait à la guillotine en lisant des odes d'Horace. La Bataille de Wagram est à la hauteur de cette immolation, aussi grandiose et insensée qu'un crépuscule sur les Carpates.

★ LA BATAILLE DE WAGRAM, de Gilles Lapouge, Flammarion, 512 p., 89 F.

DU MONDE ENTIER

PARUTIONS DE FÉVRIER 1986

Alfred ANDERSCH
Le père d'un assassin - Une histoire de lycée.
Récit - Traduit de l'allemand par Stéphane Hémon.

João Ubaldo RIBEIRO
Vila Real.
Roman - Traduit du portugais par Alice Rallard.

Jan TREFULKA
Hommage aux fous.
Roman - Traduit du tchèque par Barbora Faure.

GALLIMARD *grf*

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3° SUPPLÉMENT
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous, influence de la France dans le monde : culture, éducation, puissance financière et zone franc, Détente, sciences de pointe : les armes, climatiques et nucléaires. Éditions : 2° domaine territorial atlantique (zones méditerranéennes).
DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expansion française, 156 pages, 70 F.
France chez l'étranger.
FRANÇOIS DE PREUIL
CHATEAU DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON
Enfin les éditoriales, les politiques et les militaires commencent à l'indiquer. Il a fait quatre ans pour faire passer l'acte dans les conférences, éditeurs et éditeurs TV. Note le roman en 2° rang territorial mondial déclassé que la Nouvelle-Calédonie, quel que soit son statut, demeure dans la République.

Cinq évêques français s'associent à un texte contre la dissuasion nucléaire

Trois ans après la prise de position des évêques français et de la Fédération protestante de France, sur les questions de défense, cinq évêques, des mouvements chrétiens, catholiques et protestants, ont rendu public le mercredi 5 mars un document intitulé : *La Paix autrement : se défendre sans se résigner*.

La question de la dissuasion nucléaire n'a fait pas de faire des vagues chez les chrétiens. Le texte *Gagner la paix*, adopté le 8 novembre 1983 par les évêques français, s'opposait à la copie conforme de la thèse gouvernementale, avait soulevé un tollé dans une partie de l'opinion catholique.

Les évêques ne fermaient cependant pas la porte au débat : « *Il est des points, croisons-les en 1983, restent à explorer, bien des champs restent ouverts de la légitimité* ».

divergences peuvent et doivent s'affronter. Depuis, des catholiques et des protestants se sont engagés dans la brèche, à la suite notamment d'un « appel aux chrétiens » lancé, en mai 1984, par six pasteurs, religieux et laïcs (1).

Après deux ans de travail et des nouvelles rencontres, le texte final, intitulé *La Paix autrement : se défendre sans se résigner*, a déjà recueilli 600 signatures de responsables de mouvements d'Eglise, de théologiens, d'universitaires, catholiques ou protestants, et de cinq évêques : Mgr Guy Herbulot (Corbeil), Mgr Yves Bescond (Auxerre), Mgr Jacques Meaux (Meaux), Mgr Jacques Gaillot (Evreux), Mgr Eugène Lecroq (Belfort) et Mgr Jean Rémond (Mission de France).

Non à la « logique de détresse »

En 1983 à Lourdes, huit évêques avaient voté contre le texte *Gagner la paix*, mais jusqu'à présent aucun n'avait apporté sa caution à une démarche aussi engagée, allant à contre-courant des positions officiellement défendues par l'épiscopat.

An-déjà du « *sermo refusus* » opposé à la doctrine française de dissuasion nucléaire, *La Paix autrement* se distingue sur un point capital : la moralité de la menace nucléaire - du document de 1983. Ses auteurs récusent la position prise alors, au nom de la « logique de détresse », par les évêques français, à savoir la distinction entre la « menace » et l'« emploi » de l'arme nucléaire, qui, disaient-ils, est « à la base de tout dissuasion ». L'utilisation de l'arme n'est pas moralement admissible. La menace, si.

Fora de la position prise en mai 1983 par l'épiscopat français, les « chrétiens-critiques » français font valoir qu'il n'est pas possible d'amorcer un processus dont on sait qu'il ne pourra pas être maîtrisé. Pour eux, la menace nucléaire est aussi moralement inadmissible que l'emploi de l'arme : « *Une nation n'a pas le droit de menacer de faire quelque chose qu'elle n'a jamais le droit de faire. Elle n'a pas le droit de passer des armes qu'elle n'aura jamais le droit d'utiliser* ».

Pour le reste, *La Paix autrement* reprend une argumentation classique sur le retard technologique pris par la force de frappe française, avec, notamment, l'apparition de moyens de détention de sous-marins nucléaires en plongée ou le développement de systèmes spatiaux anti-

missiles (guerre de l'espace) : « *La crédibilité du système nucléaire français de défense n'est pas garantie pour l'avenir* ».

Ses auteurs rejettent la tentation du « pacifisme », car c'est « se résigner à l'injustice et à l'asservissement ». Ils proposent, néanmoins, une « désescalade », amorcée par un « gel » de la production nucléaire et la création de zones dénucléarisées. Cependant, leur texte n'est pas très explicite sur les moyens de la « dissuasion civile non violente », proposée comme alternative à la politique actuelle. C'est moins le « réalisme » des solutions qui semble avoir intéressé les signataires que la nécessité de faire sauter le verrou dans une matière qui n'est pas débattue sur la place publique.

HENRI TINCO.

(1) Il s'agit de Bernard Quelquejous, dominicain ; Christian Melon, jésuite ; Bernard Boudier, prêtre de la Mission de France ; Pierre Toulat, secrétaire de la commission Justice et Paix, et de deux animateurs du mouvement Vie nouvelle, Christophe Delamare et Philippe Warmer. Le texte de *La Paix autrement* est disponible au 60, rue de Rome, 75008 Paris.

LES IRLANDAIS DE VINCENNES ET LES VENTES D'ARMES A L'IRAN

M. Charles Hernu : Il n'est pas sain de « sortir » des affaires de ce genre

M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, a déclaré, dans la soirée du mercredi 5 mars, lors de l'émission « Découvertes » sur Europe 1, qu'il avait décidé de classer « secret défense » (...) la seconde partie du rapport du général Boyé sur l'affaire des Irlandais de Vincennes « en raison des aspects strictement militaires qu'elle contenait ». (Le Monde du 5 mars).

M. Hernu a affirmé qu'il était « erroné de dire que le rapport a été classifié afin d'empêcher sa transmission au juge d'instruction ». Le juge, a-t-il déclaré, a été informé oralement de toutes les informations contenues dans le rapport (...) il en a pris connaissance le 9 juin.

L'ancien ministre a indiqué que c'est le 8 juin 1983 que le général Boyé, alors inspecteur général de gendarmerie, lui avait remis « le seul » et unique exemplaire de son rapport. Le document, a-t-il dit, était rédigé « en deux parties : la première consacrée à des éléments de faits relatifs à l'action des gendarmes ». La seconde concernait « strictement des aspects militaires de la gendarmerie et de la défense nationale, avec des passages relatifs à la lutte contre le terrorisme ». C'est pourquoi, a-t-il affirmé, « j'ai jugé en conscience que cette seconde partie, en raison de ce qu'elle contenait, devait être classifiée « secret défense » ».

Faisant à la fois référence aux Irlandais de Vincennes et aux ventes d'armes à l'Iran par la France, M. Hernu a enfin estimé qu'il était « pas sain de « sortir » des affaires de ce genre » s'il y avait « des arrière-pensées ». « Il y a un tel consentement dans notre pays, a-t-il dit, sur les problèmes de sécurité et de la défense que ceux qui veulent déstabiliser les armées et le pays ont tort ».

[M. Charles Hernu, qui confirme, a-t-il dit, les conclusions du rapport du général Boyé publié dans le Monde du 5 mars, avait demandé qu'il n'y ait qu'un seul exemplaire, remis au ministre et à lui seul. Mais, conformément aux traditions administratives de la gendarmerie, le général Boyé a scrupuleusement déposé deux copies de son rapport à l'inspection générale de la gendarmerie, et l'exemplaire destiné au ministre a été emporté par M. Hernu lors de son départ du ministère de la Défense.]

Le juge d'instruction chargé des suites de l'affaire des Irlandais de Vincennes, M. Alain Verhezen, n'a jamais eu strictement connaissance de l'intégralité du rapport du général Boyé. Au nom du « secret défense », il s'est vu refuser récemment la communication de la seconde partie, qui aborde les responsabilités individuelles et donc par conséquent le dossier qu'il instruit.]

M. Quilès : au-delà des fausses querelles

(Suite de la première page.)

Il s'agit d'une fausse querelle pour deux raisons :

a) Avant de réaliser le missile SX, il conviendrait de démontrer que notre composition sous-marine pourrait à terme ne plus être invulnérable. Or les décisions prises récemment sur le lancement d'un nouveau type de sous-marin d'une très grande discrétion acoustique et sur la modernisation des têtes nucléaires des missiles emportés rendent invraisemblable, pour très longtemps encore, la destruction simultanée de l'ensemble de nos sous-marins et garantissent la crédibilité de cette composition.

b) Le programme SX a été envisagé dans les années 70. Il ne tient pas compte du renforcement des défenses antimissiles de l'Union soviétique, de la mise en œuvre d'une défense spatiale. Prendre une décision aujourd'hui ne serait pas sage, d'autant que le coût de ce programme est de plus de 30 milliards.

Le gouvernement n'est pas opposé par principe à l'existence d'une deuxième composition. Il estime simplement qu'il faut trancher en faveur de tel ou tel projet. Il convient d'être sûr qu'il réponde au contexte stratégique futur. Les incertitudes actuelles ont conduit le gouvernement à laisser ouvert l'éventail des options, tout en s'y préparant : missiles balistiques fixes ou mobiles, missiles de croisière, missiles à tir tendu.

2. - La bombe à neutrons : Contrairement à ce qu'avance M. Giscard d'Estaing, la préparation de cette arme n'était pas achevée en 1982. Nos recherches viennent d'aboutir. Comme le gouvernement la toujours dit, la décision de fabrication est à prendre au cours de l'année 1986, pour être au rendez-vous de 1992, date de l'entrée en service du missile Hadès. Il n'y a donc ni retard ni hésitation de principe : François Mitterrand vient d'ailleurs de rappeler qu'il ordonnait « la mise en œuvre de l'arme nucléaire et de toute autre s'il est prouvé qu'aucune négociation sur le désarmement n'aboutit ».

3. - La participation de la France à l'FIDS : Alors que la plate-forme de l'opposition propose d'arriver « à une position européenne sur la participation à l'FIDS », MM. Giscard d'Estaing et Chirac se situent désormais nettement en retrait. Ils ne proposent pas aujourd'hui, pas plus que MM. Debré, Couve de Murville, Messmer, Barre, que la France participe en tant que telle à l'FIDS car ils reconnaissent désormais que ce projet américain ne répond pas au besoin de sécurité propre à l'Europe. Ils ferment simplement le vœu que les entreprises françaises puissent librement participer à ce programme. Or il n'y a aucun obstacle à cela, ainsi que je l'ai dit publiquement en de multiples occasions.

Quant à la recherche d'une position européenne commune sur l'FIDS, je rappellerai simplement qu'elle a déjà eu lieu par la création au sein de l'UEO d'un groupe de travail spécifique. La France y a joué un rôle essentiel.

4. - L'effort de défense et l'équipement de nos forces : En France, depuis 1981, les crédits consacrés à la défense ont atteint 665 milliards de francs entre 1977 et 1981, contre 751 milliards entre 1982 et 1986. Ainsi, les armées ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 40 milliards en cinq ans. Elles ont donc bénéficié de l'équivalent d'un budget supplémentaire d'équipement au cours de la législature. Quel peut sérieusement

prétendre que le gouvernement actuel aurait laissé se dégrader l'équipement de nos forces ?

Grâce à l'effort financier consenti, une cinquantaine de nouveaux programmes ont été lancés, parmi lesquels le réacteur à sodium nucléaire lanceur d'engin de nouvelle génération, le porte-avions nucléaire, le programme de la porte-avions nucléaire, pour lequel 600 millions auront été dépensés entre 1981 et 1986 ; le char Leclerc, qui succédera à l'AMX-30 à partir de 1991 et pour lequel nous avons déjà dépensé plus de 1,4 milliard de francs en quatre ans ; le char de combat futur, dont le prototype a été construit en 1985 ; le porte-avions de Mirage-F7 et de Mirage-2000 doté de 263 avions fin 1980 ; il est de 374 avions fin 1985.

5. - Le satellite d'observation militaire : Contrairement à ce qu'affirme M. Chirac dans le Monde du 28 février, le programme de satellite d'observation militaire a été lancé en 1986 pour une entrée en service en 1992. Des études très poussées ont été conduites au cours des cinq dernières années. Elles permettront au satellite Hélios d'atteindre des performances très supérieures à ce qui était prévu initialement, et de mieux répondre aux exigences de l'observation militaire.

6. - L'union de combat européen : M. Chirac reproche au gouvernement de se trouver « à l'écart du projet d'union européenne ». Il devrait contre les efforts que nous avons déployés pour favoriser, malgré les pesanteurs nationales, la poursuite en commun des programmes d'armement. Notre année de l'air avait besoin d'un avion-pesant 8,5 tonnes ; l'accord final entre Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et Espagne s'est signé le 27 mars 1985. D'après certaines informations, il semble que l'on s'acheminait vers un avion d'environ 12,5 tonnes. Or, comme M. Debré, j'estime que les programmes d'armement doivent, y compris lorsqu'ils sont menés en coopération, répondre prioritairement aux besoins de nos forces.

7. - La réorganisation de l'armée de terre et la création de la Force d'action rapide (FAR) : M. Chirac et M. Giscard d'Estaing ne proposent de revenir sur la création de la FAR et sur la division aéromobile, mises sur pied en 1985. Je tiens à le relever, car tant le RPR que l'UDF continuent dans leurs programmes à critiquer cette importante réforme et sur la plate-forme prévoit l'établissement en deux ensembles distincts de la FAR : curieuse proposition, alors que les chefs d'état-major français approuvent sans réserve sa création, de même que plusieurs hauts responsables étrangers (en dernier lieu, le général Rogers, commandant en chef des forces de l'alliance atlantique en Europe). Si l'on est logique, on ne peut à la fois vouloir le renforcement de la défense de l'Europe et en refuser l'un des moyens essentiels, la FAR.

Contradictions et dérives de l'opposition

Si l'on examine les discours et les programmes récents de l'opposition sur le thème de la défense, il est particulièrement difficile de s'y retrouver. Qu'en on juge :

1. - Le volume des effectifs : L'UDF réclame le maintien des effectifs actuels et une armée de terre de plus de 300 000 hommes. Des personnalités du RPR, comme M. Messmer, ou plus récemment M. Fillon, ne cessent de répéter que la diminution des effectifs est inéluctable. Ils envisagent une réduction drastique concernant aussi bien l'armée de terre que les services communs à la défense et les arsenaux de l'Etat.

2. - La durée du service national : Les programmes de l'UDF affirment depuis plusieurs années que la durée du service militaire ne saurait être inférieure à 12 mois. Ce serait, disent-ils, un non-sens. Des personnalités du RPR se sont également prononcées en ce sens. M. Debré et M. Bourges notamment. A l'inverse, MM. Messmer et Fillon proposent de transformer radicalement le service national, le premier pour en faire un acte volontariste, le second pour introduire une certaine flexibilité dans la durée de ce service.

3. - Le budget de la défense : L'UDF propose encore tout récemment que le budget de la défense atteigne 4,5 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) dans les plus brefs délais, c'est-à-dire qu'il soit accru de 30 milliards. Et chacun se souvient qu'en 1984, le RPR avait même avancé le chiffre de 5 % du PIBM national brut, c'est-à-dire 72 milliards de plus qu'aujourd'hui ! En 1985, on se contentait, au RPR et à l'UDF, d'une augmentation annuelle de 4 % en volume, soit 6 milliards de francs constants. Aujourd'hui, la plate-forme de l'opposition se situe à un objectif de 4 % du PIBM « dès que possible ». Etant donné l'incertitude de l'évaluation, on peut se demander si ce chiffre est réaliste et si l'opposition ne se contente pas de faire miroiter un fort accroissement des équipements militaires, au cas où elle arriverait au pouvoir.

4. - L'emploi de l'armement nucléaire préstratégique : L'utilisation de notre armement nucléaire préstratégique ne peut s'envisager que comme « ultime recours » avant le déclenchement d'une riposte stratégique. Notre pays a toujours refusé que l'arme nucléaire devienne une arme du champ de bataille.

Or M. Giscard d'Estaing et M. Chirac proposent aux Français d'adopter cette doctrine, qui est celle de la France depuis 1962, et d'admettre deux niveaux distincts de dissuasion nucléaire. La dissuasion stratégique resterait réservée à la défense de la France et de ses intérêts vitaux. En complément, serait offerte à nos alliés et voisins (1) une dissuasion « riposte autonome à l'invasion », incluant notamment l'utilisation de la bombe à neutrons sur le territoire de la RFA ou du Bénélux. On nous suggère donc, de fait, d'accepter l'éventualité d'une bataille nucléaire en Europe. C'est une dérive doctrinale qu'il ne faut pas sous-estimer, puisque

la France se trouverait automatiquement engagée avec une partie de son armement nucléaire dès que la « frontière de l'Est aurait été franchie », pour reprendre les termes de M. Giscard d'Estaing.

Les vrais débats

Une telle inflexion me paraît grave dans la mesure où elle est proposée sans que ses implications soient exposées aux Français. Cette question, comme quelques autres que je voudrais maintenant évoquer, mérite une réflexion approfondie car il y va de l'avenir de notre sécurité :

1. - Le monde s'achemine-t-il vers un nouvel ordre stratégique ? L'émergence de nouvelles technologies, l'utilisation accrue de l'espace, les conséquences à long terme de l'FIDS sur la part respective des armements offensifs et défensifs dans la panoplie nucléaire des super-puissances, la perspective d'un désarmement concerté conduiront-elles à des relations stratégiques plus stables et plus prévisibles ? Comment la France peut-elle se préparer à répondre au mieux à chacune de ces deux hypothèses ?

2. - Quel projet pour la défense de l'Europe ? Si chacun s'accorde à penser que l'Europe doit recouvrer la maîtrise de sa sécurité, selon quel cheminement et quelles modalités concrètes y parvenir ? Au-delà de la relance de la coopération en matière d'armement, de la création de la FAR et du renforcement du dialogue franco-allemand en matière de sécurité, quelle voie concrète pouvons-nous emprunter ? J'ai pour ma part le sentiment que toute réponse passera désormais inévitablement par la construction de l'Europe politique.

3. - Quel effort budgétaire pour notre défense ? Au moment où l'opinion s'accorde pour réduire les impôts et les dépenses publiques, le prélevement budgétaire au profit de la défense peut-il être durablement accru sans sacrifier les équipements civils nécessaires à la modernisation du pays et sans remettre en cause le consensus des Français sur leur défense ? Dans l'affirmative, comment financer ce surplus de dépenses ?

Depuis cinq ans, sous l'impulsion du président de la République, notre politique de défense a été claire et résolue. Elle a consisté à maintenir la crédibilité de notre dissuasion nucléaire. Elle a accru notre capacité d'intervention extérieure et en prépare le renouvellement. Elle a lancé les programmes spatiaux qui nous faisaient défaut. Elle a contribué au renforcement de la sécurité en Europe. Parce qu'elle s'est appuyée sur quatre points d'accord qui réunissent les Français au-delà des clivages partisans, elle a répondu à leur attente. C'est dans cette voie qu'il faut continuer.

PAUL QUILÈS.

(1) Il est intéressant de noter qu'il ne nous l'ont jamais demandé.

ÉDUCATION

Vers l'évaluation des lycées

Le comité d'évaluation et de perfectionnement des lycées, dont la création avait été souhaitée par le Collège de France et décidée par le président de la République (le Monde du 15 mai 1985) sur le modèle du Comité national d'évaluation des universités, pourrait être mis en place avant le 16 mars. Un projet d'arrêté en ce sens est actuellement soumis à la concertation au ministère de l'Éducation nationale.

La mission du comité consisterait à analyser l'efficacité de certains lycées choisis sur un échantillon d'établissements placés dans des situations comparables (lycées de centre-ville, lycées accueillant des migrants, lycées à dominante technologique...), et à publier des recommandations.

MÉDECINE

Deux cent internes sans hôpital

Le Conseil d'État a maintenu, mercredi 5 mars, l'annulation des résultats du concours d'internat en médecine « C » de spécialité de la région Nord-Est, qui avait eu lieu les 25 et 26 octobre 1984. Les résultats du concours avaient déjà été annulés par un jugement du tribunal administratif de Nancy, le 25 juillet 1985. En poste depuis plus de six mois, quelque deux cents internes de la région Nord-Est se trouvent ainsi sans statut juridique et, finalement, sans autorisation d'exercer à l'hôpital. - (Corresp.)

MISSILE

6 000 kilomètres de portée pour le M 4

Lancé mardi soir 4 mars depuis le centre d'essais des Landes en direction des Açores en Atlantique, un missile expérimental M 4, équipé de sa charge militaire (rendue inerte pour l'occasion), a atteint la distance de 6 000 kilomètres. Le missile mer-sol M 4 équipé actuellement de sous-marin nucléaire « *Infatigable* » est, en situation opérationnelle, le transporteur jusqu'à des têtes explosives à trajectoire indépendante dans la zone ou dans l'espace. Progressivement, d'ici à 1992, tous les autres sous-marins nucléaires français, à l'exception du *Redoutable*, en seront armés. A l'origine, la portée du M 4 était estimée à 4 000 kilomètres.

RELIGION

Un pas vers les Anglicans

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans le dialogue catholique-anglican. Président du secrétariat romain pour l'unité des chrétiens, le cardinal Willebrandts vient d'émettre la possibilité d'un changement d'attitude de l'Eglise catholique sur la question du sacerdoce anglican. Dans une lettre, publiée le jeudi 6 mars dans l'*Observateur romain*, il évoque la levée de l'interdiction des ordinations anglicanes, si le dialogue oecuménique actuellement mené aboutit à des positions communes sur la célébration de l'eucharistie, le ministère des prêtres et des évêques.

Les deux coprésidents de la Commission internationale de dialogue, Mgr Marc Santer, évêque anglican de Kensington, et Mgr Cormac Murphy O'Connor, évêque catholique de Brighton, ont affirmé, au cours d'une conférence de presse à Londres, que c'est la première fois que Rome soulève cette éventualité d'une reconnaissance des prêtres anglicans.

1,2,3,4,5,6...



LES DOSSIERS SECRETS DU PETIT ÉCRAN

marabout

JUSTICE

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE L'ARDECHE

Pascal Blanc muré dans le silence

De notre envoyé spécial

Accusé de trois assassinats, Pascal Blanc, qui n'a jamais cherché à nier ses responsabilités, a refusé de répéter ce qu'il avait déclaré à l'instruction.

Privas. - Hâtivement désigné comme le « tueur fou de l'Ardeche », Pascal Blanc comparait devant les assises de ce département presque un mois après avoir été condamné à douze années de réclusion criminelle par les assises du Puy-de-Dôme pour le premier de ses quatre crimes (le Mandu du 11 février).

La préméditation n'avait pas été retenue pour expliquer la mort de M^{me} Michèle Petit, la directrice du foyer de Crevaux-Laveine, que Pascal Blanc avait fréquenté dans son enfance durant sept ans, et qu'il avait retrouvée pour une nuit funeste, le 22 juillet 1982. En revanche, la préméditation est retenue pour l'accusation pour la mort d'un couple de jeunes coupleurs nantais assassinés le 8 avril 1983 dans un bois ardéchois, comme pour celle d'un Marseillais de vingt-six ans tué le 5 juillet de la même année à Rochede (Lozère).

Pascal Blanc n'a guère changé dans son attitude depuis son premier procès à Riom. Il reste enfermé dans un mutisme quasiment absolu, suivant les débats dans une apparente indifférence, répétant même à l'évocation des événements de sa vie qu'il avait atténué les traits de sa biographie devant la juridiction précédente. Comme s'il se moquait de la peine de prison à perpétuité qu'il le menace. Il n'a d'ailleurs jamais cherché à nier ses responsabilités depuis son arrestation, le 31 juillet 1983, dans un jardin public du Mont-Dore. Tout le procès

est construit sur le matériau de ses aveux, livrés sans réticence, au cours de l'instruction, même s'il a pu mentir sur des détails. Aucun de ses crimes a eu de témoins.

Au cours de cette première journée d'audience, la seule surprise est venue du refus de Pascal Blanc de s'exprimer à nouveau sur les faits. « Je ne suis pas capable de répéter ce que j'ai déclaré à l'instruction », dit-il au président, M. Pierre-Henri Roche.

Douceur et violence

L'interruption de séance sollicitée par M^{me} Buffard et Deschamps pour tenter d'infirmer la position de leur client allait rien changer à cette volonté de se murer dans le silence. S'agit-il d'un éclair de remords à la faveur des témoignages émouvants des amis et parents des victimes? Ainsi d'Isabelle Alison, âgée de vingt et un ans, élève à l'Ecole normale de Nancy, et de son compagnon Philippe Vigneron, âgé de vingt-deux ans, étudiant dans la même ville. Tous deux étaient des adeptes de la non-violence, pratiquant sa quotidiennement la fraternité par tradition familiale.

Le soir du 8 avril 1983, dans le bois de Paolive où ils ont décidé de

camper, les deux jeunes gens rejoignent la visite de Pascal Blanc, qui cache dans cet endroit après sa fuite de Crevaux-Laveine, seaf mois auparavant. Au temps des guerres de religion, les camions s'étaient réfugiés dans ce lieu désertique où une végétation extravagante et un bon millier de grottes constituent un site idéal aussi bien pour un fuyard que pour des fervents d'une nature intacte.

C'est la rencontre du bien et du mal : ils sont doux ; il est violent, emporté dans une fuite en avant depuis son premier méfait. Ce parcours est celui d'un garçon qui a multiplié les échecs d'insertion sociale et qui n'a plus rien à perdre. Le docteur Claude Baral, psychiatre, est affirmatif : « Dans la mesure où sa vie n'a pas de sens, celle des autres n'en a pas non plus pour cet être qui, en outre, est fasciné par les personnages tout-puissants et les héros de bandes dessinées. »

La féminité d'Isabelle pèse sur une sexualité freinée par une vie de reclus en pleine nature. Pascal Blanc se fait pressant. Philippe Vigneron s'interpose. Il mourra d'une balle tirée à bout portant. Isabelle sera dérangée, et des doutes sont nés au sujet d'une agression sexuelle.

Par mégarde, Pascal Blanc laissera dans le sac à main de la jeune fille une pièce d'identité de son compagnon arborant sa propre photo. La masquillage devient trace et permet de l'identifier.

Durant des semaines, jusqu'à son départ pour Rochede, le 1^{er} juillet, il berna les forces de gendarmerie. Dans le village de Lozère, il entre en contact avec Jean-Claude Kayserlian, un jeune Marseillais travaillant à l'édification d'une villa. Ils sympathisent et ce dernier l'héberge. Le 5 juillet, Pascal Blanc s'aperçoit que son sac a été fouillé. Il se croit découvert puisqu'une étiquette portant le nom de Philippe Vigneron est aisément lisible. Son hôte s'endort. Il l'abat comme du gibier et prend son identité après lui avoir dressé une sépulture dans du béton.

Sépulture en béton

Après le premier meurtre dans le Puy-de-Dôme, Pascal Blanc était descendu à pied en Ardeche. Il va reprendre le chemin en sens inverse jusqu'à son arrestation, considérée par lui comme un soulagement. « Il a toujours revendiqué sa pleine et entière responsabilité, il n'a jamais éprouvé d'angoisse ni réclamé de l'aide comme beaucoup d'autres délinquants », expliquera le psychiatre.

Lors du bouleversant témoignage du père de Jean-Claude Kayserlian, Pascal Blanc a enfin cédé à une émotion. Ce fut sa seule concession de la journée, avant de rentrer à nouveau dans sa coquille.

LIBERT TARRAGO.

A LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE PARIS

Un supplément d'information est ordonné dans l'affaire Barbie

Désignée par la chambre criminelle de la Cour de cassation pour tirer les conséquences de la définition de la crime contre l'humanité donnée par cette juridiction dans son arrêt du 20 décembre 1985, la chambre d'accusation de la cour de Paris, présidée par M. Jean Pascal, a ordonné, mercredi 5 mars, un supplément d'information dans l'affaire Barbie.

Ce supplément d'information tend à notifier à Klaus Barbie des inculpations de crimes contre l'humanité pour une série de faits que la chambre d'accusation de Lyon, dans son arrêt du 4 octobre 1985, avait écartés des poursuites en considérant qu'il s'agissait d'actes perpétrés contre des « résistants ou supposés tels ». Elle en avait conclu qu'un état, de ce fait, en présence de crimes de guerre aujourd'hui prescrits et non de crimes contre l'humanité qui seuls demeurent imprescriptibles.

Pour la juridiction lyonnaise, le crime contre l'humanité tel qu'il est défini par l'article 6-C du statut du tribunal militaire international de Nuremberg ne pouvait être constitué que par les séquestrations par déportation de personnes appartenant à des populations civiles.

Ainsi, avait-elle retenu contre l'accusé les seules arrestations et déportations de juifs recherchés et arrêtés en raison de leur appartenance à une race ou à une religion. Du même coup, toutes les autres victimes constituées parties civiles mais n'entrant pas dans cette définition avaient été déclarées irrecevables, notamment la fille du professeur Marcel Gompel, arrêté le 30 janvier 1944 et mort à Lyon des suites des tortures qui lui furent infligées. Si ce dernier était juif, la cour de Lyon avait fait valoir qu'il n'était pas établi que Barbie l'ait arrêté comme tel car il se livrait aussi à des actes de résistance.

Un délai supplémentaire

De même, une distinction avait été opérée entre les personnes envoyées en déportation le 11 août 1944, Barbie se voyant reprocher uniquement la séquestration et éventuellement la mort de ceux d'entre eux qui étaient catalogués juifs.

La chambre correctionnelle de la Cour de cassation devait dire que c'était là une notion trop restrictive du crime contre l'humanité. Pour elle, ce crime imprescriptible est constitué par « tous les actes inhumains et les persécutions qui, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adver-

saires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition ».

C'est donc en se fondant sur cette définition nouvelle et « en raison de l'ambiguïté pouvant résulter des termes « population civile », qui peuvent laisser penser que les résistants en sont exclus, que la chambre d'accusation de Paris ordonne un supplément d'information. Il comporte trois chapitres. Notifier à Barbie qu'il est en outre inculpé :

1) D'avoir commis un crime contre l'humanité en se rendant complice du meurtre avec préméditation commis sur Marcel Gompel ;

2) D'avoir commis à Lyon, en 1943 et 1944, un crime contre l'humanité en prenant part à l'exécution d'un plan concerté pour réaliser la déportation, l'asservissement et l'extermination de populations civiles ou des persécutions pour des motifs politiques en déportant plusieurs personnes visées dans la procédure, ayant appartenu ou pu appartenir à la résistance ;

3) Ce même supplément d'information aura pour objet, ces inculpations étant notifiées, de rechercher si les faits dont se trouve saisie la Cour et qui concernent des victimes ayant appartenu ou pu appartenir à la Résistance constituent seulement ces crimes de guerre prescrits ou peuvent être qualifiés tous ou seulement certains d'autres « crimes contre l'humanité » au regard de la définition qu'en a donnée l'arrêt de la Cour de cassation.

C'est M. Jean Pascal, président de la chambre d'accusation, qui procédera aux mesures décidées. Il pourra, à cet effet, se rendre à Lyon dès la deuxième quinzaine de mars pour notifier à Klaus Barbie les nouvelles inculpations décidées et recevoir de ce dernier les éventuelles déclarations qu'il entendra donner en réponse.

Si les notifications d'inculpation ne devraient pas donner lieu à un long délai, il faudra vraisemblablement plus de temps pour examiner et dire ensuite quels sont, parmi les faits reprochés, ceux qui pourront être retenus pour des crimes contre l'humanité. Après quoi, seulement, la chambre d'accusation de Paris reprendra le dossier ainsi complété pour rendre l'arrêt par lequel elle devra alors renvoyer Barbie devant les assises du Rhône en précisant de quoi il aura exactement à répondre.

De toute manière, le procès ne pourra guère avoir lieu au mieux avant la fin de l'année 86, bien que maintenant, tant du côté des parties civiles dont les avocats se sont déclarés, mercredi, pleinement satisfaits par la décision de la chambre d'accusation de Paris, que de celui de M. Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, chacun exprime le souhait de voir s'ouvrir l'audience finale le plus rapidement possible.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

AU TRIBUNAL DE PARIS

La « réclusion » de M. Duvalier

Dans un jugement rendu mercredi 5 mars, le tribunal des référés de Paris, présidé par M. Yves Monnet, s'est limité à une déclaration de compétence dans la litige qui oppose M. Jean-Claude Duvalier et sa famille au ministre des relations extérieures et au ministre de l'intérieur et de la décentralisation, coupables, selon l'ancien président de la République d'actes de violence.

Installé depuis le 7 février à Tallotras (Haute-Savoie), M. Duvalier se plaignait de l'attitude des fonctionnaires de police qui les empêcheraient, lui et sa famille, de sortir de l'hôtel de l'abbaye.

Pour obtenir la liberté de circuler, le président déchu avait saisi la justice selon la procédure du référé. Mais, à l'audience du 3 mars, le parquet, représenté par M. Stéphane Boiteux, et le défenseur des ministres assignés, avaient soutenu que le tribunal n'était pas compétent pour examiner des faits résultant de l'application de décisions administratives (le Monde du 3 mars).

En outre, M. Kleinman avait fait observer que M. Duvalier ne pouvait être valablement représenté par M. Weiss, dont la qualité de professeur d'université lui interdisait, par un décret de 1936, de plaider contre l'administration.

Dans son jugement, le tribunal rejette cette nullité et relève que c'est cette disposition, qui figure dans un décret relatif à la « curul de retraites, de rémuné-

» rations et de fonctions » et qui appartient au droit statutaire et disciplinaire des fonctionnaires de l'Etat, ne prévoit pas la nullité des actes faits en violation de ses prescriptions (...). Si elle comporte une interdiction à l'égard du fonctionnaire en cause, elle ne le frappe pas de l'incapacité d'accomplir valablement des actes de la profession libérale qu'il exerce par ailleurs ».

Sur les décisions administratives, les juges observent : « Les arrêtés d'expulsion et d'assignation à résidence produits, lesquels n'ont d'ailleurs pas été notifiés aux intéressés, ne comportent, à l'égard de ceux-ci, aucune limitation de l'exercice de la liberté d'aller et venir dans le département de la Haute-Savoie. [Il] n'est produit aucune décision d'application de ces arrêtés comportant une telle restriction. » En conséquence, le tribunal rappelle : « Dans tous les cas, d'entrée à la liberté individuelle, le conflit ne peut jamais être levé par l'autorité administrative et les tribunaux de l'ordre judiciaire sont toujours exclusivement compétents. »

Ces obstacles étant franchis, les juges ont donc renvoyés les débats au fond à l'audience du 8 avril. Une date éloignée, peu conforme au principe d'urgence appliqué généralement en référé. Mais d'ici là, M. Duvalier et sa famille pourraient connaître un sort différent sous d'autres cieux.

M. P.

FAITS DIVERS

PARTISAN DU FRONT NATIONAL

Un jeune chômeur tué lors d'une bagarre

Un jeune homme, âgé de vingt-sept ans, Patrice Dhaine, est mort, mardi 4 mars, des suites d'un coup à la tête reçu au cours d'une bagarre qui l'avait opposé, pendant la nuit du dimanche 2 au lundi 3 mars, dans un bar de Beauchamp (Gard), à deux jeunes gens d'origine maghrébine, qui s'étaient pris à se battre, de position en faveur du Front national.

Patrice Dhaine, chômeur, domicilié à Beauchamp, est décédé à l'hôpital de Marseille où il avait été transporté dans un état comateux ; les deux jeunes gens avec lesquels il s'était querellé n'ont pas été retrouvés. « Moi, je vote Le Pen », avait-il déclaré à la cantonade, selon des témoins, qui ont précisé qu'il avait été ensuite pris à partie par les deux consommateurs.

Les policiers chargés de l'enquête se montrent très discrets sur cette affaire qui survient au cœur de la campagne électorale, dans une ville à très forte concentration maghrébine, où les thèses du Front national

beneficient d'une audience relativement importante. La campagne électorale se déroulant dans un climat tendu, comme en témoignent, notamment, les dégradations infligées régulièrement aux voitures de certains candidats de l'opposition.

« Pris de Rouen, un cambrioleur tué par un commerçant. - M. Jean-Claude Fréret, trente-neuf ans, propriétaire d'un bar-tabac au Mesnil-Ennard, près de Rouen, a tué, mercredi 5 mars, peu avant 5 heures du matin, un jeune cambrioleur dont l'identité n'avait pas encore été établie jeudi en fin de matinée.

Alerté par un bruit de vitrine brisée, le commerçant a tiré, de la fenêtre de sa chambre, un coup de fusil de chasse, atteignant le jeune cambrioleur au plein cœur. Le ou les complices de celui-ci se sont alors enfuis à bord d'une voiture volée retrouvée peu après à Rouen.

Le bar-tabac de M. Fréret avait déjà été cambriolé.

SPORTS

DEUX MORTS ET TRENTE-SEPT BLESSÉS AU RALLYE DU PORTUGAL

Course ou corrida

La première étape du Rallye du Portugal, troisième manche du championnat du monde, a été endeuillée mercredi 5 mars par la mort de deux spectateurs, une femme et son fils, par suite de la sortie de route du Portugais Joaquim Santos (Ford RS 200), dès la première épreuve spéciale dans le massif forestier de Sintra, à proximité de Lisbonne.

Réunis après l'interruption du rallye, les pilotes des grandes écuries officielles, Audi, Austin, Ford, Lancia et Peugeot, ont décidé à l'unanimité, après consultation de leurs directeurs de course, de ne pas reprendre la compétition.

Quatre points justifient selon eux cette décision. D'abord, « le respect des familles des victimes ». Ils jugent ensuite qu'au Portugal « il est impossible de garantir la sécurité des spectateurs ». L'accident, estiment-ils, « a été causé par un conducteur, en essayant d'éviter les spectateurs qui étaient sur la route. Il n'était pas d'un type de voiture, ou à sa vitesse ». « Nous espérons, concluent-ils, que notre sport bénéficiera finalement de cette décision. »

Les pilotes ont décidé de se réunir en association avant le Rallye de Grèce (31 mai-5 juin), pour définir les conditions de leurs prochains engagements. Le Rallye du Portugal se poursuivra pour les concurrents portugais et les voitures de tourisme et de production.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. - Deux morts, trente-sept blessés, douze ambulances transportant des dizaines à l'hôpital de Cascais. Dès le départ de la première épreuve spéciale, le Rallye du Portugal a sombré dans le drame redouté depuis plusieurs années, à cause de l'indiscipline et de l'inconscience des spectateurs. Très tôt le matin, plusieurs centaines de milliers de Lisbonnais avaient emprunté la petite route goudronnée qui serpente à travers les pins jusqu'à un massif forestier de Sintra, distant d'une vingtaine de kilomètres.

Massés sur le goudron, les spectateurs attendaient les trois passages successifs du rallye, programmés à quelques heures d'intervalle. Dès le départ à 9 heures, Timo Salonen, le champion du monde, qui ouvrait la route, avait heurté deux spectateurs, endormissant un monteur de portière et le capot arrière de sa 205 Turbo 16. « Plusieurs fois, disaient-ils, j'ai été obligé de freiner pour éviter des gens qui étaient au milieu de la route et ne se retiraient pas à temps. »

Cette inconscience du public, se comportant avec des monstres de 500 chevaux comme un mouton face à son tueur, a tourné au drame dès le passage de la deuxième voiture. Le Portugais Joaquim Santos a-t-il perdu le contrôle de sa nouvelle Ford RS-200 dans une courbe abordée à très vive allure, ou est-il sorti de la route en essayant d'éviter les spectateurs qui s'y trouvaient ?

Très choqué, le pilote, qui a très rapidement disparu, n'a pu répondre à la question. Sa voiture a franchi une quarantaine de personnes, dont le garçon décédé. La troisième victime, sa mère, a été projetée par la brusque recul du public dans une rivière en contrebas, où elle est morte noyée.

« Nous ne sommes pas des tueurs, mais des rallymen. Nous ne pouvions pas continuer dans de telles conditions », disait le Finlandais Mark Allen (Lancia Delta S4), l'un des porte-parole des pilotes, à l'issue de leur réunion de trois heures.

Mises en garde

Pour justifier cette décision sans précédent dans l'histoire des rallyes, les pilotes font valoir les multiples mises en garde adressées ces dernières années à l'Automobile Club du Portugal. Bien sûr, il ne sera jamais possible d'assurer, comme sur un circuit, la sécurité des spectateurs sur un parcours de plusieurs milliers de kilomètres. Mais un gros effort d'information peut être entrepris pour la prise de conscience des dangers, et l'éducation de ce public qui vient de plus en plus nombreux assister aux rallyes du championnat du monde.

NOMBREUSES VICTIMES DANS LE PUBLIC

Les courses de type rallye, où les spectateurs ne sont pas protégés par les barrières des circuits, ont été l'occasion de nombreux accidents avant celui d'Estoril.

En 1957, lors des « 1 000 Miles » italiens, une Ferrari pilotée par l'Espagnol Alfonso de Portago était sortie de la route tuant neuf spectateurs et les deux passagers de la voiture. A la suite de cet accident la course avait été interdite.

Les rallyes africains ont aussi été particulièrement meurtriers pour les spectateurs : en 1976, lors du Safari, Jochen Neerpach, futur vainqueur, avait écrasé un enfant ayant traversé malencontreusement la chaussée ; Timo Salonen connu le même drame lors du Bandama ; dans le Paris-Dakar 1984, une sortie de route de Dupont a provoqué la mort d'une jeune femme.

Chaque saison les rallyes organisés sur le territoire national sont l'occasion d'accidents plus ou moins graves dus, le plus souvent, à l'indiscipline du public.

« Cyclisme : Paris-Nice. - L'Irlandais Sean Kelly, vainqueur de la troisième étape Saint-Etienne-Le Rouet (206 kilomètres) de la course Paris-Nice, le 5 mars, a conservé le maillot blanc de leader gagné lors du prologue. Il précédait au classement général le Français Bernard Wijnokke vainqueur des deux premières étapes.

FOOTBALL

L'Inter de Milan bat le FC Nantes (3-0)

L'Inter de Milan a battu (3-0), mercredi 5 mars, au stade San-Siro de Milan, en quart de finale aller de la Coupe de l'UEFA, le Football Club de Nantes. Cette nette victoire compromet sérieusement les chances nantaises de qualification au cours du match retour, le 19 mars prochain, au stade de la Beaujoire, à Nantes. Les buts italiens ont été marqués par Sandro Alibelli (12'), Marco Tardelli (63') et Karl-Heinz Rummenigge (70').

Les autres résultats de cette soirée de Coupe d'Europe sont les suivants :

COUPE DES CHAMPIONS

*Bayern Munich (RFA) bat Anderlecht (Belgique) 2-1
*FC Barcelone (Espagne) bat Juventus (Italie) 1-0
*Aberdeen (Ecosse) et IFK Gothenburg (Suède) 2-2
*Steaua Bucarest (Roum.) et Konyaspor (Turq.) 0-0

COUPE DES COUPES

Dynamo Kiev (URSS) bat Rapid Vienne (Autriche) 4-1
*Dukla Prague (Tchécoslovaq.) bat Benfica (Portugal) 1-0
*Dynamo Dresde (RDA) bat Vordringen (RFA) 2-0
Aldosivi Madrid (Esp.) bat Etoile rouge (Youg.) 2-0

COUPE DE L'UEFA

*Inter Milan (Italie) bat FC Nantes (France) 3-0
*Sporting Lisbonne (Portugal) et Cologne (RFA) 1-1
*Hajduk Split (Youg.) bat Waregem (Belgique) 1-0
*Real Madrid (Espagne) bat Neuchâtel (Suisse) 3-0

Les matches retour seront disputés le 19 mars.

culture

LEMA

« MON BEAU-FRÈRE A TUÉ MA SŒUR », de Jacques Rouffio

La Coupole rend fou



d'équilibre instable sur la ligne - imaginant et improbable - qui relie le Godard des tout débuts aux *Tout va bien* de Lautner.

Les comédiens, quant à eux, voltigent dans l'abandon avec une grande intrépidité et un plaisir évident de l'excès. Qui s'en plaindrait ? Piccoli et Sornail ont de nettes dispositions à la folie calme - pimentée de phases agitées, tout de même - qu'il aurait été dommage de ne pas libérer dans une intrigue débridée comme la vie.

MICHEL BRAUDEAU.

THÉÂTRE

« LA VILLE », de Paul Claudel, à Nanterre

Du sang de la Commune aux bombes de Ravachol

La Ville de Paul Claudel est l'une des plus grandes pièces de théâtre. Parce qu'un génie poétique puissant s'affronte, dans la Ville, aux conjonctures de la société et de l'État.

Claudel n'a que vingt-trois ans lorsqu'il achève la première version de ce texte. Trois ans plus tard, il reprend cette première version, et il va mettre quatre années pour mener à bien la seconde.

On oublie parfois à quel point le temps de l'histoire court vite. Quand Claudel a commencé d'écrire la Ville, en 1890, la Commune de Paris était encore une page de l'histoire de Paris toute récente, dans le corps et le cœur des gens. Sur les conditions de la vie, et, en particulier, de la vie ouvrière, Claudel exprime alors, dans sa pièce, une tendance socialiste. Il aurait pu mettre en exergue ce que Goethe dit dans le *Second Faust* : « Vivre sur terre libre parmi un peuple libre » - (le *Second Faust* est, avec la Ville, l'un des seuls grands chefs-d'œuvre de théâtre de « poésie-politique »).

Entre les deux versions de la Ville, deux faits importants ont lieu. D'une part, les bombes de Ravachol et des anarchistes explosent dans Paris, ce qui, chez Claudel comme chez nombre

d'autres jeunes écrivains, renforce les options socialistes. Et, d'autre part, la foi catholique de Claudel s'affirme. Alors la seconde pièce présente un décalage de l'analyse politique : la conduite de la société est vue - dans le *Soleil de Dieu* - et « la vie sociale n'est que le verset double de l'action de grâces », comme nous le dit le personnage de Cœur, poète dans la première version, devient évêque dans la seconde.

Des récitatifs scandés comme des versets

Les personnages de la Ville sont ministres, banquiers, chefs d'entreprise, ingénieurs, militants révolutionnaires, et il y a donc aussi un évêque, mais les actes de tous ces protagonistes paraissent orientés par la volonté immanente d'un personnage de femme, que Claudel appelle « Lila » dans la seconde version (de même que le personnage légendaire d'Hélène tient un rôle majeur dans le *Second Faust* de Goethe).

Claudel se fonde sur la conviction qu'aucune entreprise, politique, économique, humaine ou divine, ne peut avoir lieu sans la présence d'une femme, de cette femme. Il s'en remet au Livre VIII des *Proverbes* de la

Bible, qui semble dire à mots couverts que Dieu n'a créé l'Univers qu'en présence d'une femme, qui était là, à son côté, avant la formation des éléments, et donc bien avant la naissance de l'autre première femme, Ève.

En simplifiant énormément, on pourrait dire que la Ville est la ébranlée d'une insurrection urbaine. Animé par un militant, Avare, le monde ouvrier de Paris se révolte contre une bourgeoisie possédante figurée notamment par deux frères, Isidore et Lambert de Besme, Lambert étant un politicien et Isidore un industriel qui tient en fait les leviers de commande. Lambert meurt de sa belle mort, Isidore est massacré par la foule. L'insurrection ayant abouti, Avare se retire, laissant le pouvoir à son fils Ivors, mais celui-ci ne refuse pas le concours de l'évêque Cœur, l'ex-poète.

Il n'y a pas, dans la Ville, une dynamique dramatique biblique, des conflits de dialogues. Ce serait plutôt une suite de récitatifs, dans une écriture soutenu, scandée, comme des versets. « C'était en somme un chœur », dit Claudel, *Je lisais beaucoup les auteurs grecs à ce moment-là. Le personnage essentiel qui est Cœur, dialogue avec un chœur de voix anonymes, d'où se détache seulement une figure qui est le personnage de la femme, Lila. Mais Claudel lui aussi simplifie, là, beaucoup.*

Pour porter aujourd'hui à la scène la Ville - entreprise d'une audace démesurée, mais qu'il faut bien avoir le courage d'assumer - Bernard Sobel n'a pas dialysé avec ce caractère récitatif de la pièce. Les acteurs évoluent peu, dans un espace peu figuratif.

Plusieurs de ces auteurs « portés » le texte de Claudel avec énergie et inspiration : Jean-Baptiste Malarte (le révolutionnaire Avare), Guy Tréjan et Henri Serre (Lambert et Isidore de Besme), André Marcon (le poète puis évêque Cœur), remarquable acteur, n'est pas bien à son affaire, dans ce rôle, il joue trop sur ses nerfs, la dimension spirituelle lui échappe. Mais l'erreur principale de distribution tient au rôle de la femme : la jeune Dominique Reynaud rabaisse ce très grand personnage de légende mythique et biblique au rang d'une petite coquette mondaine, aguicheuse, c'est inexplicable.

Un détail : une maquette de ville, à l'avant du décor, indiquerait, plutôt que Paris, la ville de New-York, d'ont une photo illustre d'ailleurs l'affiche qui a été réalisée pour cette reprise de la Ville. Or il ne fait aucun doute que des références du texte au pont d'Austerlitz, au Jardin des plantes, aux quais d'Ivry, etc., indiquent sans conteste Paris.

Avec ses belles qualités et ses inévitables insuffisances, cette présentation de la Ville, l'un des sommets de Paul Claudel, est une très grande soirée : texte sublime, pensée d'immense tenue, beaux acteurs.

MICHEL COURNOT.

Théâtre des Amandiers, Nanterre, 20 h 30.

poche 21h
BELMAS HIRRY 45 48 92 97
100% PRESSE UNANIME
Tout le monde est d'accord...
Enfin un spectacle qui fait rire avec esprit.
L'ECORNFLEUR
de JULES RENARD
« Ce spectacle fera rire », LE MONDE
20 DERNIÈRES

NOTES

(POSITION

menhir et de son usage

Loïc le Groumellec, avant de se voir uniquement à la « reproduction » des mégalithes, croquant des scènes obscures. Et puis, étonnant, les femmes lascives cédèrent la place à un paysage plus dur. Opérant un virage à 180 degrés, il passait du débordement à la grande restriction. Actuellement, les pierres levées obstruent le chemin de la toile. Avant le regard pouvait se perdre dans l'espace des corps, maintenant il s'agit de voir, bloqué par le volume rocher. Minéralisé par une soudaine décision, les personnages, normaux statufiés, occupent le premier plan. Il ne saurait être question d'éviter l'effet de masse, impossible, en tout cas, d'y appeler, le dernier travail exposé chez Yves Lambert rassemble une action respectable de menhirs dans tous les états du petit au grand format sur un fond quasiment noir.

Le catalogue édité pour l'occasion esquime une brève explication : Loïc le Groumellec, inspiré par la violence de l'environnement, la monotonie des expériences de ses foyers voisins de la figure, donne un grand coup de frein. Réaction salutaire, le noir, état zéro de la forme, sert en quelque sorte d'introduction au voyage de l'œil.

BERTRAND RAISON.

THÉÂTRE

LE PARC, de Botho Strauss

A Berlin, Botho Strauss a été dramaturge de Peter Stein. C'est à Paris, après un travail sur le Songe d'une nuit d'été qu'il a écrit le Parc. Il est l'auteur attitré de la Schaubühne, en connaît parfaitement les comédiens, construits son œuvre autour de leurs personnalités, se vant même de ce qu'ils sont en privé. En France, Claude Régy s'est une spécialité de son théâtre. Il a monté *Trilogie du revoir*, *Grand petit* et aujourd'hui *Le Parc*. La pièce, quand on la lit, est assez floue : portrait de la bourgeoisie intellectuelle berlinoise et des descentes qui traitent leur insolence ennuyée dans les jardins d'été. Les uns et les autres sont enroulés par Oberon et Titania, qui s'achèvent vainement à éveiller la sexualité des humains.

Il s'agit d'une comédie, traversée par les appels déchirants de la nuit, mais qui joue sur la dévotion d'une nuit d'été qu'il a écrit le Parc. Il est l'auteur attitré de la Schaubühne, en connaît parfaitement les comédiens, construits son œuvre autour de leurs personnalités, se vant même de ce qu'ils sont en privé. En France, Claude Régy s'est une spécialité de son théâtre. Il a monté *Trilogie du revoir*, *Grand petit* et aujourd'hui *Le Parc*. La pièce, quand on la lit, est assez floue : portrait de la bourgeoisie intellectuelle berlinoise et des descentes qui traitent leur insolence ennuyée dans les jardins d'été. Les uns et les autres sont enroulés par Oberon et Titania, qui s'achèvent vainement à éveiller la sexualité des humains.

COLETTE GODARD.

ARIÉTÉS

s chuchotements de Pierre Bachelet

Compositeur de musiques de film (*Emmanuelle*, *la Victoire en riant*, *les Bronzés*), lointain descendant de la famille d'Aznavour, Pierre Bachelet a bien appris ses leçons et va à la ligne hardiment avec des chansons de facture traditionnelle. Il aime les mélodies (elle est d'ailleurs, les *Corons*, *Marionnettes*, 2001), avec une voix voilée, froissée, trépidante, en forme de chuchotements criés. La couleur originale de sa voix, les rythmes pas tout rockers, proches des variétés des années 50, une certaine satisfaction dans l'écriture des chansons et surtout dans la manière d'interpréter, ont rassemblé un public large qui, depuis le début des années 80, paraît être fidèle au chanteur.

A l'Olympia, où pendant quinze jours il présente un récital d'une « et d'humour, Pierre Bachelet ne s'embarrasse ni de décor ni de scène. Sans triche, sans complaisance, Bachelet apporte un tel patiemment élaboré et propre, terriblement conventionnel mais avec gentillesse et courtoisie.

C.F.

Olympia 20 h 15.

MUSIQUE

MUSICORA AU GRAND PALAIS

Pour un bœuf à l'ancienne

Étonnant, presque incompréhensible, et bien réconfortant, ce qui se passe actuellement au Grand Palais. Un salon, un de plus, vient d'ouvrir ses portes, organisé par la très puissante OIP-SODITEC, et pour la seconde année consécutive, un Salon de la musique ancienne et classique. Entendez, pour l'essentiel, une convention de luthiers, d'archetiers, de facteurs de claviers et de pianos-fortes, collectionneurs de violons à rose et de tambourins, revendeurs d'instruments anciens, collectionneurs d'instruments exotiques, inventeurs de percussions impossibles et de guitares surréalistes, tous plus ou moins « baroques » et « folklores » (c'est là leur sobriquet).

Que ces gens-là se réunissent, rien d'étonnant. Car indépendants - puisque souvent pauvres ou subventionnés - car créatifs - et donc à l'abri de la concurrence - ces travailleurs du bois et du boyau aiment se voir par catégorie et sans-catégorie pour se donner des nouvelles et s'entendre entre spécialistes : six grands rendez-vous annuels pour les seuls facteurs de claviers. « On ne peut pas être partout », dit-on au stand de Reinhard von Nagel, qui est là et qui expose, l'un de ses petits derniers, décoré tout expert par le peintre Alechinsky.

Fondateur de l'association Fillets du monde - quelque cent cinquante membres - Charles Tripp a apporté de Belfort son gilet brodé et quelques-uns de ses six cents tuyaux et sifflets. De l'ancien de sa collection (un os de poulet évidé et percé d'un trou en son milieu), il tire un son de toute beauté.

Daniel Frouvelle l'Albigeois règle son tambourin à cordes avec un accordéon électronique des plus perfectionnés, tandis qu'un représentant du Conservatoire occupe l'explorateur à ses côtés pourquoi il doit se résoudre à baguer ses flûtes avec de la corne de vache argentine, le bœuf français ayant dégénéré. 112 000 F pour l'orgue de table « Salzbourg », exemplaire unique fabriqué comme à la Renaissance par le grand Romano Zolli à la barbe tzigane, son Biberegal se porte sous le bras, comme une grosse bible : 4 500 F pour un violon de la taille d'un étui à cigares, presque muet à l'état naturel mais aussi musclé avec son amplification à gros tuyau dans un Big Band : 55 000 F pour une copie de violoncelle marquée treizième siècle : 65 000 F pour un orgue d'appartement Höpner prodigieux, sonorité à l'ancienne et technique numérique, fier du stand Hamm et du ministère de la culture et des kits, des cordes, des archets, des partitions, des livres, dictionnaires et BD : l'inventaire de Musicora pousse irrésistiblement aux plaisirs de la musique. Pour un bœuf à l'ancienne, il y aurait qu'à taper, gratter et souffler.

Eh bien, on souffle et au grato : France-Musique retransmet en direct deux concerts quotidiens, une salle entièrement démontable a été construite à cet effet, le *Monde de la Musique* a pris de l'entrée son podium et ses bêtes. Sur les stands, il n'y a pas interdit de toucher.

ANNE REY.

Jusqu'au 10 mars au Grand Palais, de 11 heures à 19 heures, nocturne de jeudi jusqu'à 23 heures.

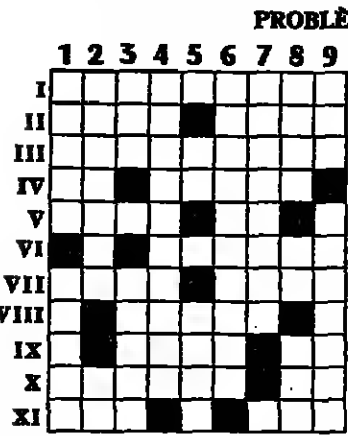
TNS 85/86
Salle Hubert Gignoux
Thérèse Desqueyroux
Enzo Cormann d'après Mauriac
Mise en scène : Garance
Nouvelle production du TNS
4 - 20 mars
TNS: 88 35 63 60

TNS 85/86
Grande salle
Le Roi Lear/ Shakespeare
Réalisation: Matthias Langhoff
Nouvelle production du TNS
17 mars - 3 avril
TNS: 88 35 63 60

THEATRE NATIONAL DE
CHAILLOT
En coproduction avec les Ateliers Contemporains
LE PARC
BOTHO STRAUSS • CLAUDE RÉGY
28 février au 27 mars à 19h30 • Dimanche à 15h • 47.27.81.15

مكتبة من الأصل

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4177

VERTICALEMENT

1. Café soulevant plus de relents que d'arôme. Victime d'un embarras gastrique. - 2. Branche vigoureuse de la famille des lys. Contracté. - 3. Charge énorme. Combine. - 4. Libération après délibération. - 5. Copulative. Où se terrent certains peureux. - 6. Croisée. - 7. Ne se fait pas sans casse. - 8. « Nerf » optique. Qu'on « fera » plus difficilement la prochaine fois. Mystifié. - 9. Ensemble désordonné (inversé). Ses exécutions se font au couteau ou au pistolet.

HORIZONTALEMENT

I. Élément d'un milieu fermé au milieu. - II. Cercle littéraire. Port de Suède. - III. S'expriment éboulement. - IV. Divinité. Elle fut peinte par Girodet et dépeinte par Chateaubriand. - V. Celles de la Cure ne conviennent pas aux curistes. Personnel. - VI. Fixée à un plein. - VII. Risqué. Gaine on fourreau. - VIII. Trait de caractère. - IX. On en revient sans plaisir. Copulative. - X. Ross on Rosalie. Lieu d'exhumation d'un vieil art. - XI. Enjôlée. Son arrivée provoque plus d'un départ.

Solution du problème n° 4176

Horizontalement

I. Postières. - II. Eponseté. - III. Stressant. - IV. Sic. Ue. Al. - V. Imite. - VI. Mle. Four. - VII. Israël. - VIII. Stentor. - IX. Tê. Cates. - X. Esprit. Pl. - XI. Vénère.

Verticalement

1. Pessimistes. - 2. Optimistes. - 3. Sorcière. P.V. - 4. Tuk. Ancre. - 5. Issue. Etain. - 6. Esse. Flotte. - 7. Réa. Pô. Ri. - 8. Ema. Un. Epl. - 9. Sécier. Asie.

GUY BROUZY.

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER TOUTS CHAMBRAS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS		
TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES
1	1	100 F	6	856	200
	6 241	2 300		84 056	10 100
	7 771	2 300			
2	résumé	résumé	7	37	200
				47	200
3	593	500		307	500
	603	500		1 727	2 200
	903	500		5 307	2 500
	187 903	4 000 000	81 827	10 000	
			080 607	1 000 000	
4	044	500	8	638	500
	124	500		828	500
	3 644	2 000		03 688	10 000
	70 844	10 000		06 188	10 000
5	75	200		10 008	10 000
	95	200	47 978	10 000	
	166	500			
	245	500	9	69	200
	5 065	2 000		288	500
	82 615	10 000		969	700
6	100	7 719		2 000	
6	086	600	8 866	2 200	
	136	600	38 308	10 000	
	176	600			
	386	600	0	380	600
	606	600		480	600
	606	600		4 230	2 000
	606	600		9 270	2 000
		37 540	10 000		

LOTO

N° 10
DU MARDI
5 MARS 1986

5 10 22 25 30 41

6

86

TRANCHE de la COMETE de HALLEY

TIRAGE DU MARDI 5 MARS 1986

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE		DES SOMMES À PAYER	
AUX BILLETS ENTIERS							
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (L.O. du 20/7/285)							
La numéro				632029		gagne	
4 000 000,0 F							
Les numéros approchants à la centaine de mille	032029		332029		gagnant 50 000,0 F		
	132029		432029				
	232029		532029				
Les numéros approchants aux						gagnant	
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités			
602029	630029	632129	632009	632020	10 000,0 F		
612029	631029	632229	632019	632021			
622029	633029	632329	632039	632022			
642029	634029	632429	632049	632023			
652029	635029	632529	632059	632024			
662029	636029	632629	632069	632025			
672029	637029	632729	632079	632026			
682029	638029	632829	632089	632027			
692029	639029	632929	632099	632028			
Tous les billets se terminant par	2029		gagnant				5 000,0 F
	029				1 000,0 F		
	29				200,0 F		
	9				100,0 F		

TACOTAC

TIRAGE
DU MARDI
5 MARS 1986

86

21

SCIENCE & TECHNIQUE

SVI

MARS 86

INFORMATIQUE

La crise n'existe pas !
Moins euphorique, plus
efficace, l'industrie
informatique devient adulte.

18 F EN VENTE PARTOUT

COMMUNICATION

L'ÉTAT VEND EUROPE 1 A HACHETTE

Les ambitions télévisuelles de M. Lagardère

Europe 1-Communication est aujourd'hui un groupe entièrement privé. En cédant à Hachette la totalité de son portefeuille d'actions dans Europe 1, la Sofirad (Société financière de radiodiffusion), qui gère les participations de l'Etat dans l'audiovisuel, a en effet mis un terme, conformément à la

500 millions de francs : c'est le prix payé par Hachette pour racheter, par l'intermédiaire de sa filiale Holpa (société financière), la totalité des participations de la Sofirad dans Europe 1 - 34,19 % du capital mais 47 % des droits de vote - et s'assurer, avec quelques concours précédents (par MMB), le contrôle de la station. 500 millions de francs - sur la base de 905 F l'action - qui constituent pour M. Jean-Luc Lagardère un prix « raisonnable et juste », malgré les évaluations inférieures d'un récent audit.

La transaction permet donc au groupe Hachette - 12 milliards de chiffre d'affaires estimé en 1985, 12 400 employés - d'amorcer une ouverture décisive dans le domaine de l'audiovisuel. « En tant que sei-

zème président d'Hachette, n'expliqué M. Lagardère, j'ai la responsabilité de placer notre groupe dans le XXI^e siècle. Et je considérerais avoir failli à ma tâche si je n'arrivais pas à le positionner dans le domaine le plus important, qui est celui de l'audiovisuel. »

L'audiovisuel, c'est donc d'abord la radio Europe 1, que connaît parfaitement M. Lagardère pour l'avoir dirigée pendant plusieurs années. Il croit en sa force, en son avenir, se dit prêt à prendre ses responsabilités dans la gestion financière et la politique de la station, et annonce la nomination d'un président lors de l'assemblée générale des actionnaires prévue pour le 28 mars prochain. Il se refuse cependant,

comme il l'avait proclamé en 1981, à « revenir à Europe », ou à y faire rentrer quelques membres de son état-major d'alors. « Je compte plutôt leur confier de grandes responsabilités dans l'avenir audiovisuel d'Hachette », a dit M. Lagardère.

Car l'audiovisuel, c'est aussi évidemment la télévision. Et M. Jean-Luc Lagardère n'a pas caché son désir d'être un jour prochain l'opérateur principal d'une chaîne de télévision privée. « Les deux premiers trains de la télévision sont déjà partis, et nous leur souhaitons bonne chance, car le succès est bon pour tout le monde. Mais personne ne peut préjuger de la situation de l'audiovisuel dans les prochains mois. » Ainsi le président d'Hachette affirme avoir prévu

Griller l'opposition

La belle opération ! Rapide, soignée, incontestée dans son principe et menée avec brio par M. Jean-Luc Lagardère, champion des patrons de choc et businessman ambitieux au sourire hollywoodien, qui réalise ainsi un retour fulgurant sur la scène des médias.

La déconcertante opération, qui coupe l'herbe sous le pied de l'opposition - laquelle avait inscrit la privatisation d'Europe 1 dans son programme et tenté à réformer le fameux triangle Europe 1-Matras-Hachette que le gouvernement avait brisé à l'été 1981 ! La troublante opération, enfin, qui remet en selle, à moins de deux semaines des élections, cet homme plutôt proche de l'opposition libérale que l'on avait contraint, alors que l'Etat prenait le contrôle à 51 % de Matras, à accepter des changements à la direction d'Europe 1, et à se mettre en retrait : un industriel ne pouvant être aussi le patron d'un grand organe d'information audiovisuel, disait-on à l'époque.

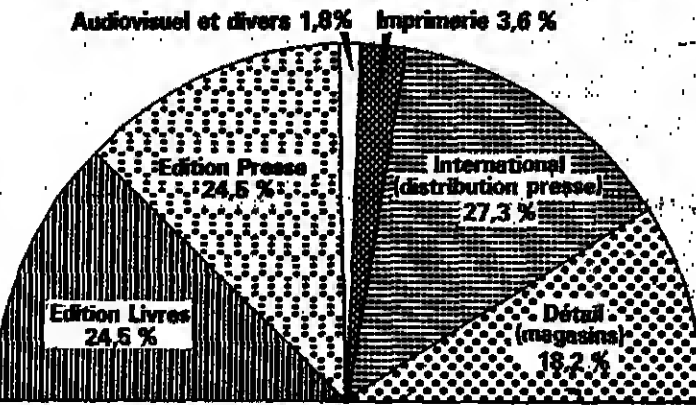
Mais l'histoire aime l'ironie. Et si l'on peut sourire ou s'extasier de ses revirements et coups de théâtre, on aurait mauvaise grâce à jouer la surprise : Hachette s'imposait comme l'acheteur presque naturel d'Europe 1, et M. François Mitterrand ne pouvait l'ignorer, ce jour de décembre 1985, où il déclarait dans une interview au *Matin de Paris* : « Je trouve anormal le statut de certains postes périphériques liés à la puissance publique sans qu'ils soient assimilables au service public. Par exemple, Europe 1. Je ne vois pas des avantages à leur véritable privatisation, qui mettrait fin à un héritage ancien et lourd. »

La décision politique était bel et bien prise de rationaliser le paysage audiovisuel français en supprimant les statuts ambigus ou hybrides et en faisant apparaître deux pôles clarifiés : le service public d'un côté, le secteur privé de l'autre. Le désengagement d'Havas dans Canal Plus procédait de la même intention. Alors, divers nous d'acheteurs possibles ont rapidement circulé, de F. Bouygues à J. Seydoux, en passant par G. Trigano et la société

américaine ABC. Le personnel de la radio semblait plutôt satisfait de la perspective de la privatisation, à condition, déclarait récemment un responsable, qu'il n'y ait pas quel quel secheur, et que le paquet d'actions de la SOFIRAD soit éclaté entre de nombreux porteurs.

C'était oublier un peu vite le droit de préemption du fondateur de la station, M. Sylvain Floirat, co-titulaire de la station avec M. Lagardère (par l'intermédiaire de la société NMB), qu'il considère comme un « héritier spirituel ». Aucun autre candidat, dès lors,

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE HACHETTE



n'avait de chance sérieuse de se porter en challenger d'Hachette, d'autant plus que le président de la République voulait boucler l'opération avant les élections. Les circonstances privilégiaient donc entièrement le groupe d'édition ; et cela n'était pas pour déplaire à l'Etat, qui engageait forcément des négociations politiques avec Hachette et n'était pas mécontent de « griller » l'opposition. Ne disait-on pas que certains de ses membres - sans doute un peu rapides - formaient déjà sur l'avenir d'Europe 1 des plans différents, et que certains voyaient en M. Jean-Claude Decaux un propriétaire idéal pour la station périphérique ?

Mais, s'il marque un point d'orgue de la politique de communication du gouvernement, qui a favorisé l'insertion récente d'un secteur privé important, le rachat d'Europe 1 est aussi une étape importante à la fois pour le groupe Hachette et pour la SOFIRAD.

Grâce au jeu des actions à vote double, Hachette aura 47 % des droits de vote à l'assemblée générale des actionnaires d'Europe 1 ce qui,

Le capital de Hachette...

Le capital de la société mère Hachette se répartit en :
- Maris : 51,5 % ;
- Compagnie financière Rothschild : 5 % ;
- Actions dans le public : 40,5 % ;
- Salariés : 3 % ;
- Le holding Maris est détenu par :
- MM. Floirat et Lagardère : 33 % ;
- Multi-Média-Beaujon (MMB), anciens acuis de Matras : 20 % ;
- Groupe Filpacchi : 20 % ;
- Crédit Lyonnais : 27 %.

... et ses activités dans l'audiovisuel

Hachette seul
- Hachette première : production cinématographique ;
- Télé-Hachette : production télévisuelle ;
- Canal 80 : production et prestations vidéo ;
- Vision 7 : presse-audiovisuel ;
- Hachette média câble : études et prestations pour les réseaux câblés ;
- Canal J (simple département de la société) : programme pour enfants destiné aux réseaux câblés (diffusé à Cergy-Pontoise) ;
- En participation
- Astral-Hachette inc. (50 %) : coproductions au Canada ;
- Centre audiovisuel Monaco (Candim, 50 %) : prestations et production vidéo ;
- Edicel (50 %) : production de logiciels ;
- Communication service (33 %) : prestations câble et nouveaux médias ;
- Hachette-Éditions mondiales (50 %) : production audiovisuelle ;
- Pathé (42 %) : cinéma ;
- Dupuis (24 %) : édition et audiovisuel ;
- Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (8 %) : multimédias ;
- Europe 1 (44 %, 54 % en voix) : multimédias.

BERNARD LAUZANNE
REÇOIT
LA CROIX DE CHEVALIER
DE LA LÉGION D'HONNEUR

M. Hubert Beau-Méry, fondateur du *Monde*, a remis, le mercredi 6 mars au cours d'une cérémonie intime, la croix de chevalier de la Légion d'honneur à Bernard Lauzanne, ancien directeur de la rédaction du journal, dont il fut rédacteur en chef après avoir dirigé le secrétariat de la rédaction.

Dans son allocution, M. Beau-Méry a souligné l'importance du rôle joué par Bernard Lauzanne de 1945 à 1984 dans l'animation et le fonctionnement quotidien du *Monde*.

La rédaction s'est associée à l'hommage rendu à un journaliste dont elle a apprécié pendant de longues années la compétence sans faille, les connaissances étendues et le fléme chaleureux.

« Henri Carlier est mort. Le réalisateur de télévision Henri Carlier est mort mardi 4 mars, à l'âge de soixante et un ans. Ce pionnier du direct - qu'il estimait être - l'une des bases de la télévision - a filmé pour le petit écran la plupart des grands événements sportifs (dont le premier Tour de France et les premières Vingt-Quatre Heures du Mans à être télévisés). Mais il a aussi réalisé la première dramatique de FR 3 et fut l'assistant au cinéma de Claude Autant-Lara pour le *Diabole au corps*, le *Blé en herbe* et la *Traversée de Paris*.

LES ACTIVITÉS D'EUROPE 1 COMMUNICATION

- Europe 1 seul
- Europe 1 télécompagnie : radio.
- En participation
- Régie n° 1 (50 %) : régie publicitaire d'Europe 1.
- Télé-Monte-Carlo (30 %).
- La 5.5 (6 %).
- UGC-droits audiovisuels (33 %).
- Girandy (46 %) : affichage.
- Fréquence service régie : régie publicitaire pour les radios locales.
- Compagnie Française de Télévision (20 %) : droits au procédé SECAM.

(Lire page 18, dans « Le Monde des livres » l'article de PIERRE LEPAPE : Les cent soixante ans de la « Plume verte ».)

Les réactions de l'opposition.

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré après l'achat d'Europe 1 par Hachette que la privatisation de la station « ne tout à fait dans le sens que nous souhaitons ». M. Toubon a rappelé que la plate-forme commune RPR-UDF prévoit la privatisation de la

maison mère, la SOFIRAD. M. Alain Madelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine et délégué général du RPR, a dénoncé le « manque de transparence » et le « secret » dans cette opération, tout en approuvant la privatisation de la station, ajoutant : « Je n'ai rien à dire contre ceux qui ont racheté Europe 1. »



TV86
Première Convention Nationale des Télévision Privée

FM 86
Deuxième Convention Nationale des Radios Locales Privées

INTERACT 86
Troisième Convention Nationale de la Communication Interactive

du 18 au 21 mars 1986
CMT - PARIS LA DÉFENSE

LE CARNET DU Monde

Logardère

Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Le capital de l'homme...
Le capital de l'homme...
Le capital de l'homme...

Le capital de l'homme...
Le capital de l'homme...
Le capital de l'homme...

Le capital de l'homme...
Le capital de l'homme...
Le capital de l'homme...

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Pompes Funèbres
CAHEN & C^e
43-20-74-52

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Pompes Funèbres
CAHEN & C^e
43-20-74-52

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Pompes Funèbres
CAHEN & C^e
43-20-74-52

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Pompes Funèbres
CAHEN & C^e
43-20-74-52

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Pompes Funèbres
CAHEN & C^e
43-20-74-52

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Décès
- Le docteur et M^{me} Sand Khoury, et leur fils Rodi, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage, qui aura lieu le samedi 8 mars 1986, à 14 heures, au restaurant "Le Logardère", 17, rue de la Chapelle, Paris 18.

Pompes Funèbres
CAHEN & C^e
43-20-74-52

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
SAINT-HONORE-URGENT
120 m², 5^e ét., 2 portes p.
Mars, prof. b. possible
1.900.000 F.
45-48-28-25 - 43-28-73-14

2^e arrdt
SEINTE-BORISSE, part 2 P.
2^e étage sur rue, 258.000 F.
Prévoir trav. 42-66-19-00

4^e arrdt
MARAIS-VOGUES
Dans appartement restaurant
DIEZEL, BÉLISSEUR + CHAMBRÉ
JARDIN PRIVATIF, parking
EMBASSY, 45-62-16-40

6^e arrdt
VANEAU, CH-MIDI
Pierre de taille, 200 m², 3 P.
rénov. loueuse, 2.000.000 F.
SAUNCLAIR, 45-67-01-22

PRES DU JARDIN
DU BOURGEOIS, LE PROPOSE
2^e étage, très bel app. 6 P.
rénov. au goût, 450.000 F.
SENSE KAYSER, 43-29-80-60

8^e arrdt
AVERNE MONTAIGNE
LIVRE, 2 CHAMBRES, balcon
3.700.000 F. 45-62-41-11

21, RUE TRONCHET
2 P., 4/5, 400 m², 3 P.
dépend., bois, w.c., 58 m², asc.
720.000 F. 5^e ét., asc.
sur place, jeudi, vendredi,
15 h à 17 h. DESLANDES
42-93-86-27

OFFRES D'EMPLOIS
Pour arriver stage 15 jours
et d'assistance technique
recherche

INFORMATIEN
spécialiste micro-processeurs
MOTROLA 88000, Tél. 55, RV
48-24-62-12 ou 45-62-41-11

propositions diverses
EMPLOYEURS
Des ingénieurs, cadres et
techniciens disponibles pour
emplois et missions
Recherches et développement
Tél. 10, PARIS, 17, h.
STANACE
142, rue de la Chapelle, 7^e
ou 6^e, à GRENELLE, 6, rue
A. de Lapparent, Paris-7
Téléphone : 45-67-33-58
de 11 heures à 12 heures.

locations meublées offres

Paris
PRES CHAMPE-DE-MARS
60 m², 110 m², 170 m², 210 m²
8.000 - C.I.L. 47-54-05-29

Région parisienne
APPT. - HOTEL + PARK.
2 P., 3 P., 4 P., 1.200 F/semaine
Prix spécialisés au mois, M^{rs} RER
Le Parc, St-Germain
GANDOLF, 48-83-23-42

locations meublées demandes
Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS, recherche
appartement ou à l'achat
APPT. DE 2 P. CLASSE
pour GÉNÉRALISTE ÉTRANGER
corps diplomatique et cadres
de Stés Multinationales
TEL. 45-62-78-99

Service AMBASSADE
pour cadres mutés Paris
recherche, du STUDDO au 1^{er}
LOYERS GARANTIS par Stés
ou Ambassades, 45-26-18-95

Haute-de-Seine
200 m² à 400 m² petit
rue calme, asc. rénovation,
3 p., de 2, 3 et 4 P., idéal fa-
mille, 90 à 100 m² crédit pos-
sible, si salaire et 450.
Téléphone : 45-87-48-48

SAINT-CLOUD
PARC MONTREUIL, excep-
tionnel app. 85 m², 3 P., 2
jardins, 100 m², P.
justifié, 110.000 F.
45-62-57-27

Province
Part. vend studio 60 m², 30 m²
à VARS-LES-CLAYES
asc. valeur, 220.000 F.
91-06-02-28 ou 91-45-10-50

appartements achats
Recherche 2 à 4 P. PARIS
préf. 5^e, 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e,
16^e, av. ou sans trav. 100 m²
PAIS COMPTANT chez notaire
48-72-20-07, même le soir.

ACHÈTE COMPTANT
Studio ou 2 P., même à rénover
Paris, Tél. 42-52-01-62

bureaux
Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, stés
CONSTITUTION types
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Locations
Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et
vos services, 42-93-17-50.

SIÈGE SOCIAL
Secrétaires + bureaux neufs.
Démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champ-Elyées 42-23-55-47
Nelson 43-41-81-81

villas

MEUDON
Vill. à Mansart, 9 P., terr.
1.000 m², 2.500.000 F. - C.B.
45-34-41-78

propriétés
CROISSY
ENTRE SEINE ET VERDURE
EXCEPTIONNELLE
PROPRIÉTÉ
DIVISION POSSIBLE
réception 200 m², 8 chbrs,
4 bns, pers 5.000 m² - PARIS
KATZ 47-41-33-33

domaines
Achète
VASTE DOMAINE
préférence Solons ou région
centre, discret, assuré
Ecrite Hervé Orsini,
n° 204-458, B.P. 151
45008 ORLÉANS CEDEX

viagers
ETUDE LOBEL
Viagers, 35, bd Voltaire
75011 PARIS, 43-55-61-58

locaux industriels

Nous sommes une société internationale spécialisée, en
pleine expansion. Nous recherchons pour notre propre
exploitation TERRAINS, DÉPÔTS, SCIERIES, ENTRE-
PRISES DE CONSTRUCTION MÉTALLIQUES d'écarts
facile, situation favorable à proximité d'axes routiers avec
branchements ferroviaires ou portuaires.

Achat - Reprise - Participation.
Ecrire sous le n° 7 077
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

bureaux
Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, stés
CONSTITUTION types
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Locations
Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et
vos services, 42-93-17-50.

SIÈGE SOCIAL
Secrétaires + bureaux neufs.
Démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champ-Elyées 42-23-55-47
Nelson 43-41-81-81

SIÈGE SOCIAL
Secrétaires + bureaux neufs.
Démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champ-Elyées 42-23-55-47
Nelson 43-41-81-81

Anniversaires
- Il y a vingt-cinq ans disparaissait
Max HYMANS,
président de la Compagnie Air France
du 1^{er} septembre 1948 jusqu'à la veille
de sa mort, le 7 mars 1961.

Marcel SAINT-JEAN,
professeur de mathématiques spéciales
aux lycées Bugeaud et Saint-Louis.
Que ceux qui l'ont connu se souvien-
nent de lui.

Michel SELS
que ceux et celles qui l'ont connu et
aimé soient ici salués.

Claude MAILLARD,
17 A, place Jean-Macé,
67100 Strasbourg.

M^{me} Jean-Victor MEUNIER,
avocat honoraire à la Cour de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance.

L'incinération a eu lieu à Marseille,
dans l'intimité.

L'Ancre - A - 13600 La Ciotat,
1, rue Cassini, 75014 Paris.
10, avenue Bugeaud, 75016 Paris.

M^{me} Jacques Prévert,
sa mère,
M^{me} Eugénie Bachelot,
sa fille,
M^{me} Jacques Bachelot,
sa fille,
Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Michèle PRÉVERT,
survenue le 26 février 1986, à l'âge de
trente-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité, le 4 mars, à Osmoville-la-Petite
(Manche).

Remerciements
- M^{me} Pierre Gervais et ses enfants
remercient toutes les personnes qui leur
ont témoigné leur sympathie à l'occa-
sion du décès brutal de

M. Pierre GERVAIS.

PUBLICATION JUDICIAIRE
Extraits de l'arrêt prononcé le
5 décembre 1985 par la 1^{re} chambre de
la cour d'appel de Paris dans l'affaire :

Pardes contre Perdriel
et Logeart

« Considérant qu'il échet tout
d'abord d'observer que le tribunal
a fait, que l'article incriminé avait été
publié le 16 juin 1984, soit la veille
même des élections européennes,
auxquelles M. Pardes était candidat ;

« Que le choix de cette date de
publication quel qu'il soit ne peut
être le fait, que l'article incriminé avait été
publié le 16 juin 1984, soit la veille
même des élections européennes,
auxquelles M. Pardes était candidat ;

« Considérant que ce comportement
est révélateur d'un acharnement qui excède
les tolérances admises en matière de
politique électorale et en matière
d'information par les médias sur
l'actualité judiciaire ;

« Considérant que, ces observations
faites, c'est à juste titre que le
tribunal a qualifié de diffamatoires les
imputations contenues dans l'article
incriminé, comme portant atteinte à
l'honneur et à la réputation de la partie
civile... ;

« Considérant enfin que le texte
auquel se réfère M^{me} Logeart est un
extraît d'une conférence-débat donnée
par M. Pardes le 1^{er} décembre 1983 qui
aurait fait une apologie du « régime
Crausson », accordant auprès du
lecteur les sympathies pro-communistes
attribuées à M. Pardes ;

« Que les premiers juges ont fort
raisonnablement estimé que, en isolant les
mots clés de leur contexte,
M^{me} Logeart avait déformé
entièrement les propos tenus par le
conférencier ;

« Considérant que le jugement déféré
qui a fait une juste appréciation des
faits et une exacte application de la loi
a confirmé dans toutes ses
dispositions pénales et civiles...
PAR CES MOTIFS,

Confirme la décision déférée dans
toutes ses dispositions pénales et
civiles.
CONDAMNE... »

Messes anniversaires
- Pour le vingtième anniversaire de
la mort de
M. Raoul BOUCHETAL,
ancien secrétaire général des Messa-
geries Hachette et directeur des Nouvelles
Messageries de la presse parisienne, une
messe sera célébrée en la basilique
Notre-Dame-des-Victoires, 2, place des
Petits-Pères, 75002 Paris, le vendredi
14 mars, à 18 heures.

Communications diverses
- Le recteur de l'Institut catholique
Mgr Eyt, qui a participé au dernier
synode, parlera des travaux qui en ont
été l'objet et répondra aux questions qui
lui seront posées, le jeudi 6 mars, à
21 heures, au Médiateur, 28, boulevard
Pasteur. Tél. : 45-67-08-77.

Soutenances de thèses
- Université de Paris-I, vendredi
7 mars, à 14 h 30, salle C. 2204, centre
P.-Mendès-France, M^{me} Sonia Behri :
« Les relations économiques entre les
pays socialistes européens et les pays de
l'OPEP ».

Université de Paris-I, mardi
11 mars à 12 h 30, salle C. 2204, centre
P.-Mendès-France, M^{me} Sophie Pou-
thieux : « La modélisation macro-
économique dans la planification fran-
çaise ».

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-48-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures,
sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 8 MARS
* S. 3. - Fourrures. - M^{me} BOISGIRARD.
* S. 8. - Muséum. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
* S. 9. - Grands vins et alcools. - M^{me} CHAYETTE, CALMELS.
* S. 18. - Tapis. - M^{me} NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE.

LUNDI 10 MARS
S. 2. - Livres, art primitif, tableaux, bibelots, mobilier. -
M^{me} BOISGIRARD.
S. 5. - Lettres, autographes de peintres, Gauguin, Rouault, Renoir,
Matisse, Manet, Jongkind, Dauterive, Dufy, Raoul, Courbet,
Boudin, Cézanne, - M^{me} LAURIN, GUILLOUX.
BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 6. - Exemples, appareils, dessins modernes, tabl. modernes.
- M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14. - Grands vins et spiritueux. - M^{me} MILLON, JUTHEAU. M. de
Cionet, expert.
S. 16. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} ADER, PICARD,
TAJAN. MM. Dillée et Levy-Lacaze, experts.

MARDI 11 MARS
* S. 3. - Livres modernes, envois et lettres autographes, dessins
originaux de Laboureur, La Gandra, Mebert, Pascin,
Picabia, reliures mosaïquées de Crété, Graci, Rose, Adler,
Matisse, Michel, P. Bonet. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX,
BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 12. - Fourrures. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

MERCREDI 12 MARS
S. 1. - Objets d'art et d'Extrême-Orient, tapis d'Orient.
- M^{me} DELORME, MM. Guy et Thierry Norrier, Jean Bérthelot.
S. 3. - Suite de la vente du 11 mars. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX,
BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5-6. - Objets d'art et de style bel asemblement, principalement du
XVIII^e siècle. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Dillée et
Levy-Lacaze, experts.

S. 7. - Tableaux modernes. - M^{me} BRIEST.
S. 9. - Tableaux, dessins, art 1925, mobilier, objets d'art. -
M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 14. - Instruments scientifiques, armes, souvenirs historiques,
tableaux et mobiliers anciens. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 15. - Art nouveau, art déco (dessins, verreries, mobilier). -
M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16. - Bous meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD,
TAJAN.

JEUDI 13 MARS
S. 8. - Bibliothèque G. de Charbonnières et livres appartenant à
divers amateurs. Editions originales, modernes, surréalisme,
livres illustrés. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

VENREDI 14 MARS
S. 2. - Livres et gravures. - M^{me} MILLON, JUTHEAU. M. Leconte.
S. 3. - Armes, souvenirs historiques. - M^{me} ADER, PICARD,
TAJAN. M. Duchiron, expert.
S. 4. - Extrême-Orient. - M^{me} ROGEON.
S. 5/6. - Tableaux anciens, meubles et objets d'art du 18^e s.,
tapisseries. - M^{me} COUTURIER, NICOLAY. MM. Laruelle,
Herbabeut, Legel et Fraquin, experts. Expo jeudi 13 de
11 h à 21 h.

S. 7. - Tab., bib., mob. - M^{me} CHEVAL.
S. 9. - Tableaux et tableaux modernes. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 11. - Tableaux, tableaux, meubles anciens et de style. -
M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
* S. 12. - Important vente de timbres-poste (catalogue). -
M^{me} LENORMAND, DAYEN.
* S. 13. - 15 h, tapis d'Orient. - M^{me} PESCHETEAU, RADIN,
FERRIEN.
S. 14. - Tab., bib., mob. - M^{me} OGER, DUMONT.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-67.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue la Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75007), 45-55-85-44.
COUTURIER, DE NICOLAY, 51, rue de Valenciennes (75009), 45-62-31-19.
DELOIR, 14, avenue de Messine (75008), 42-46-61-16.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.
NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE, 31, rue Le Pelletier (75009),
47-70-07-79.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-RADIN, FERRIEN, 16, rue de la
Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
ROGEON, 6, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

كزنا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : forte hausse à 6,98 F

Le dollar s'est inscrit en vive reprise, aussi bien en Europe, le jeudi 6 mars, qu'à New-York, la veille au soir, ses cours bondissant de 6,82 F à 6,98 F et de 2,21 DM à 2,27 DM. Cette reprise a été provoquée par les rumeurs d'une diminution du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allentown, qui avait pour effet de rendre plus attractifs les placements en dollars sur le marché américain. La seule place où le « billet vert » ait relativement peu monté est Tokyo, à 181 yens contre 179,50 yens, ce qui traduit la volonté du gouvernement japonais d'empêcher sa remontée, tout en évitant qu'il ne baisse plus profondément.

Dénationalisations : la CGT gagne chez Renix

Le tribunal de commerce de Paris a nommé, le 5 mars, un mandataire de justice pour trois mois à la société Renix, filiale qu'a la régie Renault a vendue au groupe américain Allied l'an passé. Le tribunal se prononce sur la plainte de la CGT, qui conteste cette cession et la juge « illégale ». Il a déclaré « recevable et particulièrement fondée » la demande du syndicat. On sait qu'un arrêt dit « Cogema » de 1978 interdit la vente de filiale par les entreprises publiques en l'absence d'une loi. Le mandataire, qui assistera aux conseils d'administration, devra veiller à ce que la nouvelle direction de l'entreprise n'accomplisse aucun « acte de caractère irréversible rendant impossible toute remise en état en cas d'annulation de la cession ». Comme attendu, la CGT marque donc un point. Mais le groupe américain « refuse de penser qu'on aille jusqu'au ridicule d'annuler la vente par Renault », a estimé le PDG de Renix, M. Faria. Quel qu'il en soit, une loi devrait, si l'on en croit les programmes, être votée après les élections, soit « de respiration » par le PS, soit carrément « de dénationalisation » par la droite. Le cas Renix se trouverait alors réglé dans ce cadre global.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE MÉCANIQUE NANTES

Formation d'Ingénieurs Généraliste centrée sur la mécanique, 150 élèves ingénieurs par promotion.

Concours E.N.S.I. programmes M et P. Durée des études : 3 ans. 5 OPTIONS : AUTOMATIQUE, GÉNIE CIVIL, GÉNIE MÉCANIQUE, INFORMATIQUE, CONSTRUCTIONS NAVALES.

Nombreux débouchés dans la plupart des secteurs industriels.

FORMATION PERMANENTE

Recherche scientifique et Études Industrielles sous contrat : 10 LABORATOIRES. - DOCTORATS.

Documentation sur demande à :

E.N.S.M., 1, rue de la Noë, 44072 NANTES CEDEX



Flexibilité : il y a des mots à la mode qui apparaissent ou ne sautent pas. Il est aussi des expressions passe-partout qui finissent par recouvrir tout et n'importe quoi.

Dans le cas de la flexibilité, mieux vaut s'y habituer. L'existence de souplesse, pour les entreprises, demeure d'actualité longtemps encore. Même si le débat - la polémique, diraient certains - a été mal engagé, il y a deux ans maintenant, il ne fait aucun doute qu'il survira aux échéances politiques. D'autant que la situation de l'emploi, qui ne s'améliorera pas comme par enchantement, justifiera d'autres pressions.

Au sens large, la flexibilité rassemble pratiquement tous les ingrédients de la vie au travail. On y trouve, aussi bien, l'aménagement et la durée du temps de travail, les délais de réflexion et de consultation pour les licenciements, l'organisation du travail et l'introduction des nouvelles technologies, les charges sociales, la politique salariale et le SMIC, ou encore les obligations sociales et financières liées à la taille des entreprises, c'est-à-dire les « effets de seuil » à dix, onze et cinquante salariés. On peut encore y ajouter tout ce qu'on appelle le « travail différencié » et qui comprend les contrats à durée déterminée, les contrats d'exportation ou de chantier, les missions d'intérim, le travail à temps partiel. Sans forcer le raisonnement, on peut également y adjoindre tout ce qui concerne la vie dans l'entreprise, à commencer par la démotivation, le rôle et le pouvoir des salariés, y compris pour leurs implications professionnelles, la mobilité et la recherche de la qualité.

Vaste programme, donc, qui devrait conduire à de nombreux changements avec l'objectif, à chaque fois, d'éliminer les rigidités. L'autorité étant justifiée par l'urgence d'adapter l'économie aux conditions de la compétition internationale, de moderniser le pays et de tenir compte moins de la crise que de l'extraordinaire mutation en marche.

FLEXIBILITÉ

Un objectif inévitable

Si, d'emblée, l'opinion prévalait assez largement que la flexibilité méritait un examen attentif, deux tendances fortes se dégagent. Tandis que le patronat insistait sur la nécessité d'un ajustement, à la limite sans contreparties dans la version la plus libérale, certaines confédérations syndicales y voyaient l'occasion de s'engager plus avant dans une politique contractuelle hardie. Tout aussi réalistes, les uns voulaient parier sur l'avenir de l'entreprise, les autres préparer le syndicalisme du futur, dont on repense beaucoup ces jours-ci, pour ne pas se laisser entraîner dans le déclin des anciens bastions industriels.

Malaise

Inconciliables, ces points de vue ne faisaient sûrement pas, et, pourtant, la polémique tourna presque à l'affrontement. Pour une large part, M. Yvon Gattaz, le président du CNPF, y contribua en lançant, au printemps 1984, sa formule des ENCA (emplois nouveaux à contrats allégés), au contenu presque caricatural. De préoccupation, la flexibilité devint alors source de méfiance et cristallisa l'attitude de refus d'une CGT ravie de l'abus.

Même l'ouverture de négociations entre les partenaires sociaux ne devait pas parvenir à dissiper le malaise. Malgré un protocole d'accord quasiment approuvé, l'échec survint en décembre 1984, des organisations syndicales, parmi les mieux disposées (Force ouvrière et la CFDT), se retraçant comme par surcroît, au moment de plonger dans l'inconnu, sous la pression de leurs cadres intermédiaires.

Depuis lors, la flexibilité encombre les rapports sociaux, et le débat, alimenté par de multiples rebondissements, obscurcit la scène. Progressivement, toute solution simple est devenue impossible.

Constatant l'enlisement de la politique contractuelle, le gouvernement a d'abord tenté quelques manœuvres de diversion pour, sans paraître renier la voie conventionnelle, se faufiler entre les écueils. Avec des mesures en faveur du temps partiel, les contrats à durée déterminée allongés pour les chô-

meurs de longue durée et les commandes à l'exportation, il s'essayait à la mise en œuvre rampante de la flexibilité. Parfois, il esquissait un pas dans l'espoir, vite déçu, de provoquer une reprise des négociations, par exemple avec les conges de conversion ou à l'occasion de la mission confiée à M. Dominique Taddei, qui lui a depuis remis un rapport sur une meilleure utilisation des équipements industriels, liée à une réduction du temps de travail.

Au milieu du gué

Mais, hormis le cas de l'intérim, où les fédérations patronales et les syndicats de travailleurs ont réussi à s'accorder sur des aménagements, cette tactique prudente n'a pas permis de répondre à l'ampleur des besoins. Surtout, elle a interdit d'aller vite.

Un moment, le gouvernement parut sur le point d'abandonner, faute de temps, quand M. Michel Delebarre, ministre du travail, se décida à brasser le mouvement. En novembre dernier, il annonçait son projet de loi sur la régulation « négociée » des horaires de travail, ouvrant ainsi une épique bataille parlementaire qui vient à peine de s'achever (Le Monde du 1^{er} mars). Là encore, il s'agissait de réaliser un exploit et de mener de front, selon l'expression du ministre, « la modernisation économique et la modernisation sociale », les accords de branche donnant un contenu réel à la loi.

Au milieu du gué, comme une réforme inaccomplie, la flexibilité ne pourra en rester là, il faut en convaincre. Mais aussi, et on le voit bien aux réactions provoquées dans l'opposition, chez le patronat et au sein de certains syndicats (la CGT, FO et la CFDT dans une moindre mesure), les données d'une incompréhension mutuelle demeurent inchangées.

Plus que jamais, et M. Gattaz vient de le répéter (Le Monde du 5 mars), les employeurs croient pouvoir obtenir toute la flexibilité nécessaire sans rien accorder en contrepartie, sauf une hypothétique amélioration de l'emploi. Butés, accrochés à leur détermination, les syndicats unis, pour le coup, s'opposent à ce qu'ils assimilent à des prétentions revan-

chardes. Et c'est à peine si l'on entend quelques voix s'élever pour dire, comme M. Pierre Hélier, secrétaire national de la CFDT, que consistent « flexibilité et flexibilité », et faire observer que le patronat a exclusivement choisi pour terrain la flexibilité externe (des licenciements, le travail différencié) et continue d'ignorer les possibilités de la flexibilité interne. Or cette dernière pourrait participer également de la modernisation de l'entreprise en favorisant la mobilité, et l'adaptation des salariés aux nouvelles productions. Elle autoriserait la réorganisation du travail, le personnel étant associé aux objectifs économiques, par exemple.

Une difficulté majeure

Ainsi bloqué, le débat sur la flexibilité risque fort, de surcroît, de mettre en évidence une difficulté majeure, l'incapacité de la politique contractuelle à dégager un espace de consensus. On peut bien en effet, comme MM. Sousson et Fourcade récemment, estimer en période électorale que des négociations interprofessionnelles interrompues en 1984 devraient venir à bout d'un tel dossier, et savoir que l'incantation deviendra bientôt illusoire.

Que faudra-t-il faire quand le temps aura démontré l'insanité de cette hypothèse ? Deux solutions sont possibles. Pour aller vite, le gouvernement décidera seul et imposera ses choix, sans concertation, par exemple pour la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Le libéralisme aura alors recours au tout-Etat au risque de ruiner dans une large mesure la politique conventionnelle. Ce qui ne sera pas un mince problème. Si l'on choisit d'être plus pragmatique - et donc moins efficace - le nouveau pouvoir pourra, au contraire, se satisfaire d'un laissez-faire, fermer les yeux sur la signature d'accords illégaux dans les entreprises ou favoriser l'utilisation, par les branches professionnelles, de la loi Delebarre. Il y perdrait sa force de conviction, à moins qu'il ne préfère attendre la fin de la période de cohabitation... pour retrouver le problème dans sa totalité.

ALAIN LEBEAUCHE

La Secrétairerie



COMPAQ PORTABLE

- 640 Ko mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 360 Ko
- Ecran bi-fonction
- Sortie série parallèle
- Clavier AZERTY

22950 F. HT



"SUPER" IBM XT

- 640 Ko mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Disquette 360 Ko
- Clavier AZERTY
- Ecran couleur ou monochrome
- Adaptateur couleur ou monochrome

39424 F. HT
Version monochrome
35197 F. HT



STM 286 COMPATIBLE AT

- 3,5 Mo mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 6 et 8 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Ecran et carte couleur
- Livré avec MS DOS 3.1 et GW-Basic

39500 F. HT

مكذبا من الأصل

Passez de la Providence aux certitudes

Actionnaires de la Providence vous devez prendre une décision avant le 21 mars. Vous savez que :

- vendre en bourse, c'est risquer l'impôt sur les plus-values,
- conserver vos actions, c'est passer à côté d'une occasion unique.

Avec l'offre d'échange de la Compagnie du Midi vous bénéficiez d'une triple garantie.

La garantie d'une opération claire, accessible à tous.

Echange de 4 actions Providence contre 7 actions AGP.
AGP ne s'endette pas. Le rapprochement n'affaiblira pas votre nouveau titre.

Personne n'est exclu : si vous disposez d'un nombre d'actions Providence qui n'est pas un multiple de 4, ou même si vous avez moins de 4 actions Providence, la Compagnie du Midi vous rachète comptant les "rompus" au cours moyen de bourse, avec un minimum garanti de 2500 F. Tous les frais sont pris en charge par la Compagnie du Midi.

La garantie du titre AGP.

Tous les experts reconnaissent que le Groupe de Paris (AGP) est le plus solide et le plus rentable des groupes d'assurances privés français. Il est donc le mieux placé pour bénéficier du développement attendu du marché.

C'est ce qui a guidé le Conseil d'administration de la Providence lorsqu'il a conclu le 5 février 1986 que les autres offres "ne présentaient pas le même intérêt que celle de la Compagnie du Midi".

La garantie de la Compagnie du Midi.

Tout d'abord la garantie de reprise pendant un mois des actions AGP issues de l'échange au prix de 1300 F vous assure d'une contrevaletur certaine de 2275 F par action Providence.

Mais surtout, vous serez associé au 1^{er} groupe financier privé par sa capitalisation boursière. Un groupe qui depuis 1852 a distribué chaque année un dividende croissant à ses actionnaires, même en période de crise.

Trois garanties qui vous feront passer
de la Providence aux certitudes.

Pour toute information complémentaire :

- ♦ un numéro d'appel gratuit 05 24 71 11 et
- ♦ une notice d'information (visa COB 86-02 du 2 janvier 1986) sont à la disposition du public.

Compagnie du Midi-AGP s.a.
Toutes les assurances.

ÉNERGIE

AGRICULTURE

LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSSE DES COURS DU PÉTROLE

La négociation entre OXY et le gouvernement péruvien est remise en cause

De notre correspondant

Lima. - L'effondrement du prix du pétrole a brouillé les cartes du gouvernement péruvien, qui s'apprête à signer un nouveau contrat avec la compagnie américaine Occidental Petroleum Company (OXY), qui contrôle 40 % de la production du brut. Le contrat précédent avait été annulé en août, le président García le jugeant « nuisible aux intérêts du pays ».

Les deux parties étaient parvenues à un protocole d'accord le 27 décembre, que l'opposition de droite comme de gauche avait dénoncé car il « favorisait la transnationale au détriment de l'Etat », d'une part, parce que le « 30-30 » revenait dans la pratique à un 54-46 % en faveur de l'Occidental, d'autre part, parce que la compagnie était exonérée du coût de transport par l'oléoduc.

La chute du prix du pétrole a modifié les termes du protocole d'accord, inversant coûts et marges bénéficiaires. Le centre d'études DESCO a compté deux situations : sur la base d'un baril à 24,25 dollars, l'Occidental perd 0,21 dollar par baril. En estimant à 20 dollars, elle obtient un profit net de 0,31 dollar

par baril. En utilisant l'hypothèse du prix du baril à 10 dollars, les marges bénéficiaires de l'Occidental s'accroissent encore.

Désireux, semble-t-il, de ne pas ouvrir un nouveau front de bataille à l'extérieur - relations conflictuelles avec le Fonds monétaire international, nationalisation de la Belco Petroleum, plafonnement à 10 % des recettes d'exportation du remboursement de la dette - le président Alan García avait surmonté les critiques de l'opposition et annoncé que le contrat serait soumis de toute façon cette semaine. A cet effet, l'ambassadeur de M. Hammer, président de l'Occidental, Davis Martin, est arrivé le 3 mars à Lima. Mais le lendemain, la commission permanente du Congrès décidait, à l'unanimité, de convoquer le ministre des hydrocarbures pour qu'il expose les termes de la négociation avant la signature du contrat.

En ce moment de crise, l'opposition estime que l'Occidental pourrait faire de nouvelles concessions à Pérou, où elle est installée depuis quinze ans, période pendant laquelle la rentabilité de son investissement a atteint 30 %, un taux supérieur à la moyenne mondiale.

NICOLE BONNET.

M. Delors se prononce pour une taxation par la CEE du prix de l'énergie

De notre correspondant

Bruxelles. - M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, est favorable à la mise en œuvre par la Communauté d'une taxation du prix de l'énergie « de manière à maintenir les efforts d'économie d'énergie et d'énergie de remplacement ». Il s'est prononcé dans ce sens lors de quelques jours devant le comité économique et social de la CEE en suggérant que le produit de cette taxe revienne une triple affectation. Elle serait consacrée pour un tiers à la stratégie coopérative de croissance, c'est-à-dire à la consolidation de la situation économique.

Le deuxième tiers serait affecté aux besoins des pays en voie de développement. Le troisième pourrait rendre possible l'assainissement du budget de la Communauté, autrement dit permettre le financement de la réduction des excédents agricoles et de la réforme de la politique agricole commune (PAC), en évitant de rouvrir le débat difficile des années 1982-1984, provisoirement clos par l'accord intervenu au Conseil européen de Fontainebleau sur le montant des ressources à affecter à la Communauté.

M. Delors a souligné l'importance de ce troisième volet. « Si les excédents agricoles continuent à augmenter, il y aura un jour une explosion et une crise d'une gravité exceptionnelle ». Il soumettra à la Commission l'idée de cette taxe sur l'énergie pour lui la « solution idéale » - lors d'une réunion exceptionnelle.

FAITS ET CHIFFRES

● Les cheminots CGT en grève le 11 mars. - La fédération des cheminots CGT a déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures sur l'ensemble du réseau SNCF pour le mardi 11 mars. Elle entend protester ainsi contre la proposition de révocation formulée par la direction à l'encontre de cinq agents de la ligne de Cordogan. Ceux-ci avaient séquestré, en novembre 1985, deux techniciens en gare de Fontpédrouse (Pyrénées-Orientales). Le 5 mars, un mouvement de grève régional a perturbé, pour les mêmes motifs, le trafic ferroviaire dans les régions de Montpellier et de Toulouse.

● RECTIFICATIONS. - Une erreur et deux lignes entières ont rendu incompréhensible dans l'article consacré à « L'autre logique de la rigueur » (Le Monde du 6 mars) l'interprétation du carré magique. Il fallait lire que la surface allemande comme la surface française se sont rétrécies, l'amélioration de l'évolution du coût de la vie se faisant au détriment des autres paramètres. Mais en position relative la situation de la France par rapport à l'Allemagne fédérale, comme le montrait le graphique, ne s'est pas détériorée. On constatait bien, en revanche, une légère érosion dans le classement des sept grands pays industrialisés. Par ailleurs, deux erreurs de transmission ont rendu incompréhensibles deux phrases de l'article consacré dans le Monde du 6 mars au « minimum social garanti » du Territoire de Belfort. D'une part, on déduira du montant de ce revenu les prestations familiales reçues (et non les aides familiales). D'autre part, l'originalité de la formule tient à ce qu'il s'agit d'un contrat (baptisé d'ailleurs « contrat personnalisé d'autonomie »), et non évidemment à ce nom de baptême.

tionnelle qu'elle doit tenir vendredi afin de préparer les sessions des ministres des affaires étrangères, des finances et de l'énergie des Douze, qui auront lieu la semaine suivante.

Il ne s'agit encore, dans son esprit, que d'un ballon d'essai, et il exclut que la Commission fasse dans la foulée une proposition au conseil. Mais M. Delors estime nécessaire de sensibiliser les ministres, et en particulier ceux de l'énergie, au risque du laisser-faire.

En outre, pour éviter que l'affrontement actuel entre pays producteurs de pétrole ne dégénère, la Commission a l'intention, s'il lui apparaît qu'une telle initiative est possible « sans trahir le premier ministre d'un pays membre parce que les colères n'arrangent rien en Europe » (1), de proposer que « tout le monde se mette à table » afin de calmer le jeu sur le marché du pétrole.

Ph. L.

(1) Allusion transparente à M. Thatcher.

LE CONFLIT CÉRÉALIER EURO-AMÉRICAIN

Les Etats-Unis envisagent d'appliquer des mesures de rétorsion contre les Douze

De notre correspondant

Bruxelles. - La Commission européenne met les points sur les « i » : MM. Andriessen et De Clercq, les commissaires effectivement chargés de l'agriculture et des relations extérieures, viennent d'adresser une lettre conjointe à M. Yeu-ter, le représentant spécial de la Maison Blanche pour les affaires commerciales, pour lui proposer l'ouverture de négociations dans le cadre du GATT sur les conséquences commerciales de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal.

Le conseil des ministres des Douze, qui se réunit la semaine prochaine, pourrait adopter le mandat à confier à la Commission pour conduire ces négociations. Dans un premier stade, leur objet serait d'analyser la situation, de mesurer les avantages et les inconvénients que peut engendrer l'élargissement pour les partenaires de la Communauté et, en l'occurrence, pour les Etats-Unis. Ce n'est qu'ensuite que pourrait se poser, le cas échéant, le problème des contreparties afin de compenser un préjudice dûment établi.

Cette manière de procéder ne convient pas aux Etats-Unis dont le secrétaire adjoint à l'agriculture, M. Woods, séjournera mercredi à Bruxelles. Les Américains, qui estiment que l'instauration d'un prélevement mobile sur les importations de céréales en Espagne sans qu'il y ait eu une consultation préalable avec eux, constitue une infraction aux règles du GATT, ont l'intention d'appliquer des mesures de rétorsion à l'encontre de la Communauté. Subtilité politique, elle serait annoncée après le référendum en Espagne sur l'OTAN du 12 mars.

Quels produits communautaires seraient frappés ? Des importations en provenance d'Espagne puisque c'est elle qui vient de modifier son régime tarifaire ? Ou bien des importations en provenance des Dix ? Les Etats-Unis s'orienteraient vers la seconde solution, ce qui, fait-on valoir à Bruxelles, est particulièrement incohérent par rapport aux règles du GATT.

Ph. L.

AFFAIRES

M. Besse à Genève

De notre envoyée spéciale

Genève. - En forme et visible, M. Besse, PDG de Renault, a passé deux heures le mercredi 5 mars au 56^e Salon de l'Automobile de Genève, à la veille de l'inauguration officielle. A travers quelques déclarations, il a donné un aperçu de son personnage, jouant sur tous les tons à la fois.

Parfois sur le projet de voiture bas de gamme présenté le jour même par la CGT à Paris : « Je suis content de voir que la CGT se préoccupe de construire des voitures plutôt que de les démolir sur les Champs-Élysées ». Fier, pour « sa » première voiture : « Vous avez vu notre cabriolet Super 5 ?

Je suis sûr que cela va beaucoup plaire. » Confiant sur la R 21, un enjeu vital pour la Régie : « Elle va faire remonter nos ventes en 1986. Nous avons beaucoup perdu l'année dernière sur la gamme moyenne ». Préoccupé sur l'offensive italienne dans les équipements automobiles français : « Je suis toujours triste de voir l'industrie française passer sous contrôle étranger. Nous voulons des fournisseurs indépendants. Nous ne souhaitons pas que sur trois groupes en Europe - Valeo, Bosch, Lucas - il n'en reste que deux ». Et évasif : « Nos résultats financiers ? Nous ne les avons pas encore. Cela n'a rien à voir avec les élections. Ils seront bouclés bientôt ».

CLAIRE BLANDIN.

ENTREPRISES

National Intergroup va abandonner la sidérurgie

Le groupe américain National Intergroup (ex National Steel), septième producteur d'acier aux Etats-Unis, a décidé de se retirer complètement de ce secteur en 1989. National avait déjà vendu 50 % des actions de ses filiales sidérurgiques au japonais Nippon Kokan (NKK) en 1984. Ce retrait prendra la forme soit d'une vente directe (à NKK probablement), soit d'une cession aux actionnaires par distribution des actions. Il souligne les difficultés des mesures des forges américaines que le protectionnisme mis en place par M. Reagan ne suffit pas à dépasser. National veut se concentrer sur la distribution de produits divers, secteur plus rentable.

La Caisse des dépôts lance une société de capital-risque

La Caisse des dépôts vient de créer, avec l'aide de plusieurs partenaires, une société de capital-risque destinée à financer les firmes de communication, a annoncé, le mercredi 5 mars, M. Robert Lion, son directeur général. Cette société, baptisée In-Com, et qui ouvrira dans l'audiovisuel, la presse, la publicité et l'information, aura un capital de 80 millions de francs dans lequel CDC-Participations (filiale de la Caisse des dépôts) détient 34 % du capital. Les autres partenaires, qui contrôleront chacun environ 10 % du capital d'In-Com, sont le Crédit agricole, le Crédit lyonnais, le Crédit d'équipement des PME, Olivetti et la Compagnie générale d'électricité. D'autres investisseurs étrangers, notamment un canadien et un suisse, pourraient encore se joindre au capital. In-Com prendra en général des participations inférieures à 30 % dans le capital de PME innovantes, dont les premières sont VDM (leader français de la duplication de vidéo-cassettes).

Multisoft (nouvelles images) et les sociétés de production audiovisuelle Médiaetor et Initial (films et programmes vidéo).

La SOPAR (pêche au thon) proche du dépôt de bilan

« La SOPAR est en état de dépôt de bilan », a déclaré, le 4 mars, son président, M. Philippe Le Flanche. Cette société de pêche, spécialiste de la capture des thons, dont le siège est à Boulogne-sur-mer, emploie surtout des marins bretons et est considérée comme le plus gros armement thonier français. Elle possède quatre navires français et plusieurs autres en Côte d'Ivoire.

Le marché mondial du thon traverse une conjoncture particulièrement dépressive. Les prix ont chuté considérablement et la baisse du dollar aggrave la situation. Les armateurs français ont à plusieurs reprises alerté les pouvoirs publics, leur demandant une aide transitoire pour éviter d'avoir à vendre des navires, mais, jusqu'à ce jour, aucune mesure concrète n'a été prise.

SCIENCE & TECHNIQUE



MARS 86

COHABITATION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Cohabitera, cohabitera pas ? Dimanche 16 mars, 20 heures... L'informatique met fin au suspense.

18 F EN VENTE PARTOUT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIGT

BANQUE INTERNATIONALE DE GESTION ET DE TRÉSORERIE

L'assemblée générale ordinaire du 3 mars 1986, réunie sous la présidence de M. Georges Smolenski, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Le bénéfice net après impôts et provisions passe de 16,05 millions à 24,08 millions de francs français et le dividende de 54,80 par action à 60 francs français plus avoir fiscal.

En outre, l'assemblée générale extraordinaire du 12 février 1986 a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, pour le porter de 100 à 200 millions.

Francic

la Sicav France

Groupe CIC

Renseignez-vous dans la banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile ou écrivez à : **Viviane Barthélémy (CEFC) CIC, 61 rue de la Victoire BP 207, 75452 Paris Cedex 09 Tél. (1) 42.80.93.20**

Des actions françaises pour bénéficiaire de la vigueur des entreprises françaises.

Un investissement de qualité : + 18,09 % par an depuis sa création*.

Des avantages fiscaux (Monory, CEA).

Allez, Francic !...

*Performance annualisée depuis septembre 1978 incluant le réinvestissement des coupons nets jusqu'au 27.2.1986

مكتبة من الأصل

BIBLIOGRAPHIE

« L'ENJEU DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE », de Jean-Pierre Soisson

Au nom de la continuité

En pleine période électorale, M. Jean-Pierre Soisson trouve le temps de publier un livre consacré à la formation professionnelle. Ce n'est évidemment pas un hasard. Même si le sujet, rébarbatif à souhait, ne saurait faire gagner des voix et encore moins provoquer des ovations sous les préaux d'école...

Mais l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, et notamment de la formation professionnelle, poursuit d'autres buts. Devenu champion de l'orthodoxie barriste, et consacré chef de file de l'union de l'opposition dans son département, l'Yonne, il s'agit pour lui de prendre date ou, déjà, de marquer de son empreinte un territoire privilégié.

Nul autre thème ne se prête aux exercices avouables de la recherche du consensus, et cela de longue date, démontre M. Soisson. Depuis la première loi, en 1971, on retrouve associés les noms de Michel Debré, Jacques Delors, Jacques Chaban-Delmas et même Marcel Rigout, qui, suprême éléance, accepta d'intégrer dans sa loi rectificative de février 1984 un amendement présenté par... M. Soisson. Fort de ce précédent, unique dans les annales de la vie politique française, l'auteur plaide donc pour la continuité.

Deux raisons essentielles à ce comportement exceptionnel. Dès l'origine, la V^e République a voulu faire de la formation professionnelle ce que la III^e République avait fait de l'école. Ensuite, les gouvernements successifs ont toujours souhaité pratiquer l'ouverture contractuelle avec les partenaires sociaux et, d'entrée de jeu, ont affirmé leur volonté de se rapprocher des réalités. C'est ainsi, note M. Soisson, que « la concertation fonde la convention, et que l'une et l'autre appellent la décentralisation ». Cette dernière sera à son tour favorisée par la régionalisation, après 1981.

Décentraliser vraiment

Pour autant, le dossier n'est pas clos. Dans son ouvrage, qu'il ambitionne de présenter comme la bible de la formation professionnelle, M. Soisson demeure très réservé sur les résultats obtenus. Objectif, lucide, il constate que « le système de formation professionnelle est devenu (...) difficile à décrire dans son ensemble sous une forme intelligible ». Sans acrimonie, il relève les trop nombreuses imperfections du dispositif que la réforme régionale, ambitieuse mais insuffisante dans la pratique, n'a pas permis de corriger.

Il faut poursuivre l'effort entrepris, et M. Jean-Pierre Soisson fait opportunément part de ses intentions. Il demande à clarifier les objectifs et veut promouvoir une réelle formation professionnelle continue. Ce qui passerait par une rénovation de l'apprentissage, en danger, la modulation des cursus et le développement de « parcours de formation », où l'alternance prendrait une part plus grande qu'aujourd'hui. Surtout, et en défenseur de la régionalisation, M. Soisson entend « décentraliser vraiment ». S'il doit y avoir cohérence entre l'emploi et la formation, « cela consiste, note-t-il, à choisir la région comme le bassin de formation » et, par conséquent, oblige à la dotation des moyens. Ainsi, les conseils régionaux devraient se voir confier « le soin de piloter » l'AFPA, ou, encore, auraient « la responsabilité des actions en faveur des jeunes ». Les structures pourraient être réformées, à commencer par la délégation - nationale - à la formation professionnelle, ou même supprimées, telle l'ancienne mission Schwartz, « dont le bilan est bien maigre ».

Mais si l'innovation et l'expérimentation se révèlent plus faciles à mener au niveau régional, observe M. Soisson, cela suppose une grande attention à l'égard du contractuel. « On ne peut d'un coup vouloir moins d'Etat et moins de syndicats », écrit-il à l'adresse des adeptes de la déréglementation, convaincu que, en cette matière comme dans d'autres, le recul de l'Etat doit se fonder sur une nouvelle politique sociale plus négociée.

A ceux qui s'étonneraient de voir la formation professionnelle devenir un enjeu, M. Soisson répond avec quelques chiffres : en 1984 on a compté 3,4 millions de stagiaires, dispensés 428 millions d'heures, stagiaires et conservé 31,9 milliards de francs (dont 3,1 milliards pour les régions et 12 milliards pour l'Etat). Cela vaut bien un ouvrage qui, tel qu'il est conçu, pourrait bien apparaître comme un programme d'action.

ALAIN LEBEAUE.

* L'Enjeu de la formation professionnelle, de Jean-Pierre Soisson, avec la collaboration de Jean-François Martel et Bruno Rémond, préface de Raymond Barre. Fayard, éditeur, 315 pages, 95 F.

« LES TEMPS DIFFICILES... », de Michel Debatisse

Demain comme aujourd'hui

Demain, on ne rase pas gratis : à ceux qui, chez ses amis de l'opposition et du monde agricole, en douteraient, M. Michel Debatisse lance un avertissement dans son dernier ouvrage : « La politique agricole commune ne sera plus le moyen privilégié de soutien et d'orientation de nos productions qu'elle a été dans les trente dernières années. Préférer ce nous pourrions modifier cet état de fait, voire inverser cette tendance, n'est pas sérieux ».

L'ancien secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires de M. Giscard d'Estaing, ancien président de la FNSEA, ne fanfaronne pas : « La querelle sur le budget et la politique agricole commune se poursuivra. Elle affaiblira l'Europe, y compris et surtout dans les discussions qui s'ouvrent avec les Etats-Unis. » Crise agricole durable, chance de développement de notre agriculture diminuée, rigueur budgétaire et austerité pour les Français imposées, l'opposition, que Michel Debatisse représente comme parlementaire européen, n'a pas dans ces lignes les mille accents de la France qui « repart », ni « demain » ni « bientôt ». Qu'on en juge : « Sans doute peut-on penser qu'un gouvernement français déterminé permettra de les supprimer [les quotas laitiers]. Mais qui est prêt à engager un combat diplomatique à l'issue incertaine, alors qu'il faudra rééquilibrer les aides de la politique agricole commune au profit de l'agriculture méditerranéenne ? »

Voilà pour les quotas. Quant aux offices mis en place par la gauche, Michel Debatisse veut bien les supprimer, comme l'a déjà proposé M. Giscard d'Estaing, mais « encore faut-il proposer des solutions de remplacement ». Presque timidement, il avance que, progressivement, les interprofessions pourraient remplir ce rôle avec, au plan européen, une superstructure paritaire administration et professionnels chargée de gérer et d'organiser les marchés agricoles. Mais il n'y aura pas de « remède-miracle » : « La convalescence de l'économie française va s'opérer dans un contexte difficile. L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas permis une expansion économique. Il faut travailler pour que, si alternance il y a, elle suscite un élan économique. »

En fait, il faut attendre la page 108, sur un ouvrage qui en

comprend 122, pour savoir en quoi la politique agricole de la droite se distingue de la précédente : « Le gouvernement socialiste a rogné systématiquement sur toutes les dépenses de l'agriculture (...). Il faudra, demain, faire des choix en fonction des développements prévisibles (...) ». Bien qu'il se défende de présenter un programme, l'ancien numéro un des paysans français propose des mesures. En premier lieu, rétablir la conférence annuelle entre le gouvernement et les agriculteurs, et même instaurer une rencontre de ce type au niveau de l'Europe. Ensuite, consolider la dette des agriculteurs et des entreprises moyennes, surendettées.

Cela pourrait passer par un moratoire de deux ans, avec mise à disposition du Crédit agricole de l'ensemble des ressources collectées au titre des comptes de développement industriel (CODEVI). En cas de réajustement monétaire, « on comprendrait mal que les pouvoirs publics ne le mettent pas à profit pour améliorer sensiblement les prix agricoles français » (c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas ou peu de montants compensatoires monétaires négatifs, mais une hausse en francs correspondant à la dévaluation éventuelle).

Double marché

La proposition la plus intéressante concerne la politique agricole commune, dont les dépenses devront obligatoirement être maîtrisées. Michel Debatisse suggère la mise en place d'un double marché. Sur le premier, marché communautaire, ou « marché organisé », le prix est rémunérateur et la garantie de prix suffisante pour que les producteurs puissent faire face aux charges de fonctionnement et d'investissement. Sur le second marché, ou « marché libre », le prix se forme « en fonction de la concurrence internationale, du niveau des prix mondiaux et du prix de revient des produits transformés » auxquels la matière première agricole est destinée.

Pour ce marché-ci, et selon la spécificité de chaque production, des moyens de financement complémentaires seraient dérogés et répartis entre la Communauté, les Etats, les producteurs et les transformateurs. Michel Debatisse voit quatre avantages à cette formule : elle permet

d'accéder à de nouveaux débouchés et à certains marchés non alimentaires comme l'éthanol ; elle évite aux agriculteurs de devoir limiter leur production en fonction de la contrainte budgétaire ; elle n'entraîne pas de coût supplémentaire pour la Communauté ; elle ne peut être assimilée à un système de subventions publiques, et ne peut donc être critiquée, par les Etats-Unis notamment.

M. Michel Debatisse n'ignore pas, en faisant cette proposition, qu'elle aboutit à une généralisation des quotas, à des prix différents selon les volumes produits par chaque agriculteur. Sinon, comment déterminer ce qui part de chaque ferme sur le marché organisé ou sur le marché libre ?

L'ancien secrétaire d'Etat envisage aussi d'aider les exportations en s'inspirant de l'exemple américain, avec la création d'un organisme, associant fonds publics et fonds privés, distribuant des prêts et des dons et garantissant les opérations de sécurité alimentaire dans les pays non soviétiques. Ce serait une sorte de mariage du Crédit agricole, des offices, de la SOPEX (Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires) et de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur).

Ces propositions, comme la mise en garde devant les difficultés qui s'annoncent, l'auteur va jusqu'à imaginer un gal des surfaces et des volumes de production pour réabsorber les excédents, à la condition qu'il y ait des indemnités de chômage technique, « sont seulement contraires dans le dernier chapitre de l'ouvrage. Les six premiers ne sortent pas de la politique agricole du gouvernement socialiste, une réquisition sans circonstances atténuantes - lesquelles circonstances, environnement international et rigueur budgétaire, sont pourtant bien présentes dans son esprit. La pamphlet, qui frise parfois l'inexactitude, cache mal l'imitation du militant démocrate-chrétien devant le temps perdu et les occasions manquées. En fait, l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, qui n'avait pas craint de collaborer avec la gauche, est un déçu des socialistes qui ne s'ignore pas.

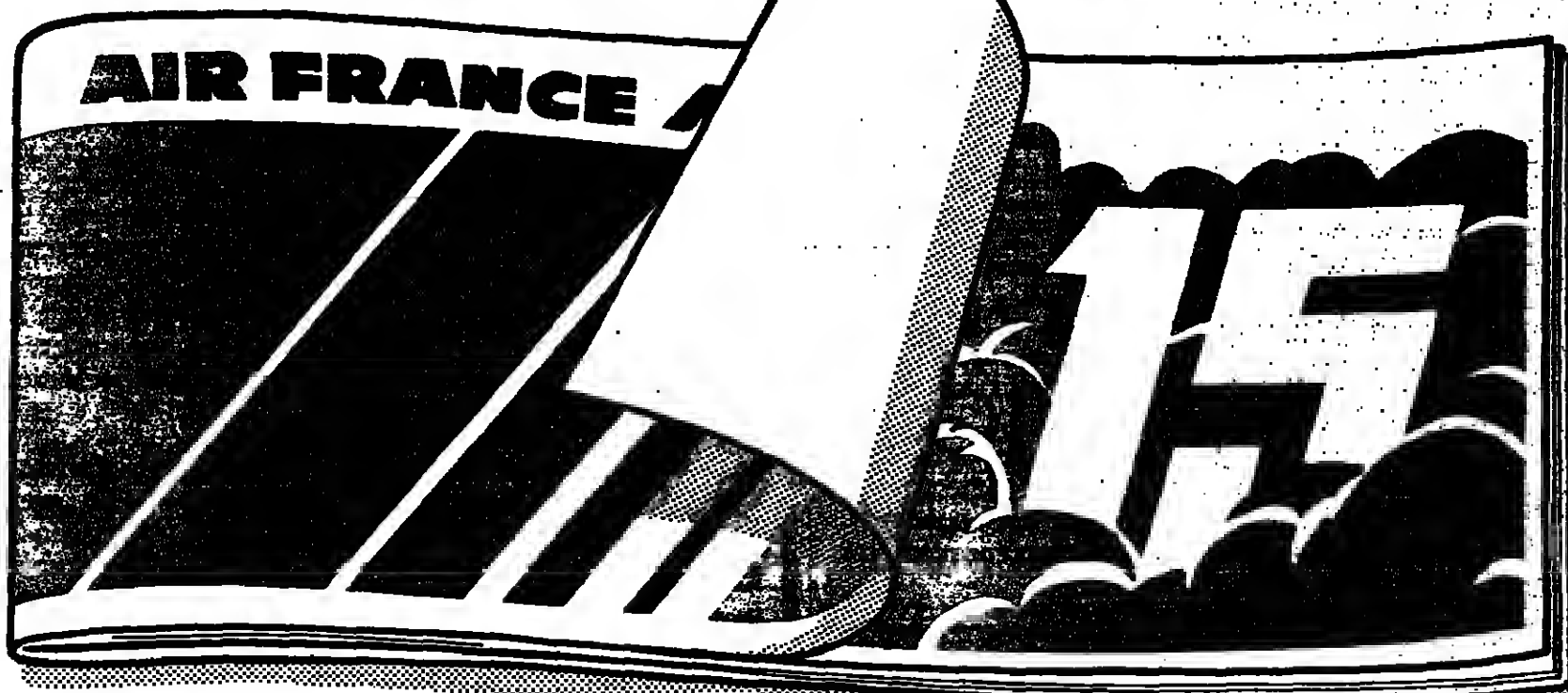
JACQUES GRALL.

* Agriculture, Les temps difficiles. Editions Economica, 65 F.

Combien de nouvelles lignes Air France en Europe depuis 1 an?

La réponse est

dans le billet.



Le billet Air France en Europe, c'est avant tout 57 destinations au départ de Paris et des principales villes de Province. Air France, c'est aussi depuis un an, 8 nouvelles destinations au départ de Paris, les toutes dernières étant Hanovre, Nurem-

berg, Luxembourg et Cork. Air France vous offre également 7 nouvelles liaisons au départ de Nice et Marseille. Bien sûr, le billet Air France en Europe, c'est aussi la possibilité de choisir entre la Classe Economique et la Classe Affaires,

avec la certitude de voyager tous les jours sur les meilleurs appareils moyens courriers : Airbus, Boeing 727 et 737. Le billet Air France en Europe, c'est le choix de destinations, d'horaires et de classes les mieux adaptés à vos besoins.

Le billet tous services

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Nouvelle hausse : + 1,5 %

Alors que le marché obligataire, un peu plus calme que la veille, consolide son avance, le MAFIF reflète, mercredi, une nouvelle hausse de l'indice de décembre à près de 107, les valeurs françaises étant de nouveau en hausse.

Mais, une fois de plus, c'est en Bourse que se cristallise l'événement avec l'annonce de la cession par la Sofra de sa participation dans Europe 1. Communication à la société Hôp, dont le capital est détenu en totalité par Hachette. Le président de cette dernière, M. Jean-Luc Lagarange, devait une conférence de presse à 13 heures pour préciser les modalités de cette opération de change précisée à ce sujet que la cession portait sur les 308 869 actions Europe 1 à droit de vote double et sur 184 529 actions à droit de vote simple (sur un total de 1,3 million de titres). La cession des actions Europe 1 a été annoncée du 5 au 7 mars, et une opération de maintien des cours à 905 F a été décidée du 10 mars au 1^{er} avril inclus (dernier cours coté : 1 150 F).

Par ailleurs, une autre suspension de cotation, « jusqu'à nouvel ordre », concerne les actions de Providence SA. Secours SA et Providence IARD en raison de la décision prise par les sociétés Drouot Assurances et Baptevill de modifier certaines modalités de son OPE sur ces sociétés, laquelle est contraire à une convention émise en 1973.

La clôture de l'indice de décembre, à la clôture de la cession, a été de 106,54, contre 106,39 à la veille. L'indice de décembre, à la clôture de la cession, a été de 106,54, contre 106,39 à la veille.

Sur le marché du For le métal fin s'est traité à 342,20 dollars l'once contre 337,90 dollars la veille à midi. Lingot : 759,50 F (contre 751,00 F) ; napoleon : 601 F (contre 602 F).

NEW-YORK

En baisse

Une remontée des taux d'intérêt hors banque a accompagné les prises de bénéfices, mercredi, à Wall Street dans un marché actif, bien qu'une demande de dernière heure ait modérément ralenti la tendance.

En déclin initial de près de 14 points, l'indice préliminaire des valeurs industrielles s'est établi à 1 686,66, en hausse de 0,24 point. Quelque 155 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de bas baisses est demeuré inférieur à celui des hausses : 963 contre 698, 397 titres ont été inchangés.

Outre la progression des taux d'intérêt sur le marché du crédit, les milieux boursiers ont été déçus par le net ralentissement des ordres passés à l'industrie américaine en janvier, ont indiqué les firmes de cotations. Ces commandes n'ont augmenté que de 0,4 %, contre 2,2 % en décembre, et auraient reculé de 1,2 % à l'exception du secteur militaire, ont-ils ajouté.

American Petroleum a reculé, Wall Street, de 1,25 dollar, contre Burroughs, Eastman Kodak a progressé, imité par Linco et Chrysler.

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

FINANCIÈRE PARIBAS : CLOTURE DE L'ÉMISSION DE CIP - L'émission de certificats d'investissement privilégiés (CIP) de la Compagnie Financière Paribas, le 3 mars, a été très réussie, le taux de souscription s'élevant à 100 %, indiquant les dirigeants de la rue d'Antin. Une procédure spéciale ayant été mise en place pour favoriser les particuliers, le contingent de CIP émis a été de 50 à 40 CIP devant l'importance de la demande.

PROVIDENCE : LE GROUPE DROUOT ASSURANCES - LA cotation des actions Providence SA, Secours SA et Providence IARD a été une nouvelle fois suspendue le 5 mars à la

clôture de la séance.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

Indice français : 106,54 (contre 106,39 à la veille)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (Effets à 90 jours, base 100 = 31 déc. 1985)

COURS DU DOLLAR À TOKYO (1 dollar = 175,36 ¥)

BOURSE DE PARIS

Comptant

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

5 MARS

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

Hors-cote

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

SICAV 5/3

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

Étrangères

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

Règlement mensuel

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	22 1/8	22 1/8
A.T.T.	23 3/8	23 3/8
Chrysler	23 1/2	23 1/2
Eastman Kodak	23 1/2	23 1/2
Linco	23 1/2	23 1/2
Wall Street	23 1/2	23 1/2

Le billet
ous service

مكتبة من الأصل

فكنا من الأصل

Le Monde

LA CLOTURE DU XXVII^e CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

Le luxe n'est plus ce qu'il était...

De notre correspondant

Moscou. — Les Moscovites sont à la fois contents et mécontents ; ils sont intensément satisfaits que la capitale ait été hermétiquement « fermée » aux non-Moscovites pendant le déroulement du XXVII^e congrès et même un peu au-delà (1). Les files d'attente sont, en effet, nettement moins longues dans les magasins envahis en temps ordinaire par des citoyens venus des quatre coins du pays pour s'approvisionner. Mais ils ont aussi quelques motifs de grogne : le luxe n'est plus ce qu'il était. M. Gorbatchev ne devait pas traiter ces sujets féroces dans son discours de clôture du congrès ce jeudi matin 6 mars. Il faut pourtant les évoquer. On ne parle que de cela à Moscou.

Les fleurs tout d'abord. Le samedi 8 mars est la fête des femmes. Tout Soviétique qui se respecte achète, en prévision de cette journée-là, quelques fleurs pour sa petite amie, sa femme, sa vieille mère ou la directrice d'école. C'est la tradition. Or le congrès a tout bouleversé. Les rites politiques soviétiques consomment énormément de fleurs. Il n'en reste plus assez pour le 8 mars et les files s'étièrent

indéfiniment devant les magasins d'État.

On peut toujours évidemment acheter des roses à un Géorgien ou à un Arménien en toute légalité au marché, ou même dans la rue, mais cela coûte la bagatelle de 3 ou 4 roubles (20 ou 40 F) l'unité. Ces fleurs précieuses arrivent de Tbilissi ou d'Erevan, enveloppées dans des serviettes remplies de glace pilée, dans des valises en carton bouilli et, bien sûr, par avion. Ceux qui opèrent ce petit commerce montrent généralement per l'éclat d'une denture parfois entièrement recouverte de feuilles d'or, que les affaires marchent plutôt bien.

Les mandarines ensuite. Il y a eu un arrivage considérable d'oranges du Maroc grâce à des accords de troc qui évitent les sorties de devises. On vend donc d'excellentes oranges ces jours-ci un peu partout, dans les gares, les passages souterrains pour piétons, sur la bord du trottoir et même parfois dans les magasins d'État. Mais de mandarines, il n'y a pas. Une vendeuse affirmait mercredi, avec cet aplomb qu'ont souvent les employés des magasins soviétiques pour proférer des énormités : « Au Maroc également, il n'y en a plus. »

La pain de mie, enfin. L'usine qui confectionne cet excellent

produit moscovite était fermée, apparemment depuis plusieurs mois. Ou plutôt non : une autre usine, qui fabrique le papier suifurisé dans lequel on l'enveloppe était en « remonte » (réfection) pour six mois. On ne vendait donc plus cette quasi-brioche elle-même en attendant que le papier suifurisé revienne. Cette logique implacable vient d'être bafouée en brèche. L'usine à pain s'est remise à fonctionner. On a abandonné l'idée qu'il fallait nécessairement du papier suifurisé pour emballer ce dernier. Un des résultats indirects du congrès sera peut-être la disparition définitive de ce papier spécial.

Il était difficile ces jours-ci de parler du congrès à un Moscovite ou d'imaginer avec lui ce qu'il était le discours de clôture de M. Gorbatchev. Cela n'intéressait pas beaucoup nos interlocuteurs hebéus. Mais, sur les fleurs, les mandarines et le pain de mie, ils étaient intraitables.

D. Dh.

(1) Les contrôles de police qui barrent l'accès de Moscou à tout non-Moscovite depuis l'ouverture du congrès.

Selon BVA

PS en hausse (30 %)

RPR-UDF en baisse (45 %)

Le dernier sondage de BVA sur les intentions de vote des Français inscrits sur les listes électorales et certains d'aller voter (1) enregistre une hausse sensible du PS.

D'après cette enquête réalisée du 28 février au 2 mars auprès d'un échantillon représentatif de 1 461 personnes et publié dans *Paris-Match*, le PS est crédité de 30 % des intentions de vote (au lieu de 27 % dans la précédente enquête BVA). Le PC de 11 %, les divers gauches de 1,5 % et l'extrême gauche de 1,5 % (au lieu de 2 % précédemment).

En total, la gauche et l'extrême gauche recueilleraient donc 44 % des suffrages, soit une hausse de 2,5 points par rapport au précédent sondage de BVA.

La droite et l'extrême droite, pour leur part, sont créditées de 54 % des intentions de vote (au lieu de 56 % précédemment). L'UDF et le RPR recueilleraient 45 % des suffrages (-1,5 point), les divers droite 2,5 % et le Front national 6,5 % (-0,5 point). Les écologistes sont crédités de 2 % des intentions de vote.

(1) Soit 78,5 % des électeurs inscrits, dont 13 % n'ont pas indiqué pour quel parti ils voteront.

Sur le vif

Duos d'amour

Vous la savez, vous, la campagne électorale à la télé ? Non ? Vous avez tort. C'est désolant, si, je vous jure, c'est à se cogner le derrière au poste. Ils n'arrivent pas de se pomper, de se copier les uns les autres. Montre un peu ce que t'es mis. Comment t'es fait ? La photo que t'es un bon résultat ? Je passe par là, t'es sûr ? Faut voir, l'autre soir. L'écran fera son Tapie. Il était là, dans mon living, debout devant moi. Il me regardait dans les yeux : T'es chouette, tu sais, t'es formidable. Je vais même te dire, t'es exceptionnelle. Ce qu'il te faudrait, c'est un homme comme moi. Avec moi, t'aurais la belle vie. On n'aurait dans le frigo, regarde, je vais te présenter un copain, M. Kis, à s'appeler M. Kis, M. Kis-minuta. Pas mal, hein ? Jeune, beau, sportif, séduisant, dynamique, un bémol. Il a raison, Léonard, il est sûrement très bien, ce mec. Simplement, comme les gens de l'opposition me l'ont amené à dire un jour sur deux, ce Tapie-là commence à être un peu désinvolte. Mais le plus mauvais, c'est pas ça. C'est Fala imitant Lanoï, pour interviewer Lang : Dites-moi,

Jack (prometteur Djack), vous avez effectué le pays, vous avez visité une bonne substantielle de villes. Qu'est-ce que vous constatez ?

— L'euphorie, monsieur le premier ministre. Les Français négent dans le bonheur. Ils remercient le ciel en écoutant leurs radios libres. Ils chérissent leur livre rose. Et ceux qui sont à la tête d'une entreprise vont tous voter pour elle, voter pour nous. Il faut dire que le rassemblement de la France, grâce à notre gouvernement...

— Oui, ça, je suis obligé d'en convenir. Jack, c'est assez sensationnel.

Non, vraiment, partons ce bouge, ça bouillonne, ça grésille ! Seulement, attention, hein, s'ils choisissent de voter pour la droite, ils signent leur arrêt de mort. Parce que ça, il faut qu'ils le sachent, moi le m'auront plus. Ils seront l'Asquith, Lachaux ou Poincaré. Pourquoi vous souriez ?

— Parce que là, vous poussez un peu trop, Jack. Les Français ne sont pas fous, tout de même !

CLAUDE SARRAUTE

DANS UN ENTRETIEN AUX « ÉCHOS »

M. Chirac : il faudra commencer par faire un état des lieux

M. Jacques Chirac déclare dans un entretien publié par les *Échos* le jeudi 6 mars que, si l'opposition l'emporte le 16 mars, « avant toute chose, il faudra confier à une personnalité indépendante le soin de procéder à un état des lieux ».

« Deuxièmement, continue le président du RPR, nous engagerons dès 1986 une action en faveur de l'emploi des jeunes en alléguant les charges sociales et fiscales liées à l'embauche et à l'emploi des jeunes de moins de vingt-cinq ans et en encourageant les entreprises à leur offrir des contrats à temps partiel et à durée déterminée, combinant formation et emploi avec des rémunérations qui, sans remettre en cause les principes généraux du SMIC, tiennent compte du complément de formation offert par l'entreprise ».

« Troisièmement, nous devons lancer, à l'encouragement des 1986, un premier train d'économies, afin de réduire au plus vite les dépenses publiques. La liberté des prix et la liberté des changes figurent également au rang de nos priorités. En ce qui concerne les seuls sociaux, ils ne seront pas modifiés, mais gérés, c'est-à-dire que les franchises ne s'entraînent pas pour les entreprises des obligations nouvelles tout que

la situation de l'emploi est ce qu'elle est. Enfin, nous entamerons le processus de dénationalisation ».

M. Chirac indique que « les experts de l'UDF et du RPR ont beaucoup travaillé » et qu'« il y a actuellement près de trente textes législatifs » prêts pour être adoptés par les prochains conseils des ministres d'après le 16 mars. Il estime que la procédure des ordonnances « a des avantages et des inconvénients ».

À la suite de la baisse du dollar et du prix du pétrole, M. Chirac indique : « Je compte beaucoup plus sur les mesures que nous prendrons et sur la confiance que nous susciterons que sur la conjoncture — par essence versatile et précaire — pour redresser notre pays. Si marge de manœuvre il y a, elle devra être utilisée pour faciliter le désengagement intérieur et extérieur de l'État, dont la dette atteint des sommets trop élevés, et pour engager l'opération de diminution des charges qui pèsent sur l'économie ».

Le maire de Paris estime enfin que le gouvernement qui sera formé au lendemain du 16 mars ne devra pas pour nécessairement, « d'entrée de jeu, la question de confiance » à l'Assemblée nationale.

La nouvelle direction

Voici la composition des organes dirigeants du PC soviétique, élus ce jeudi matin 6 mars par le nouveau comité central du parti :

Bureau politique :

MM. M. Gorbatchev, G. Aliev, V. Vorotnikov, A. Gromyko, L. Zaikov (nouveau), D. Kouznetsov, E. Ligatchev, N. Rykov, M. Solomennov, V. Tchebrikov, E. Chevardnadze, V. Tchertchik.

Suppléants : MM. P. Demichev, V. Dolgikh, B. Eltsine, V. Soloviov (nouveau), N. Slioukov (nouveau), S. Sokolov, N. Talyzine.

M. DOMINIQUE CHARVET PRÉSIDENT DE LA COMMISSION CONTRE LA TOXICOMANIE

M. Dominique Charvet, magistrat, chargé de mission auprès du ministre de la solidarité, a été nommé le 4 mars, par arrêté du premier ministre, président de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie. Il remplace à ce poste M. Jean-Claude Karsenty, nommé inspecteur général de l'administration.

[Né le 14 mai 1942 à Marseille, M. Dominique Charvet est magistrat. Ayant commencé sa carrière en 1967 à Lille comme juge d'instruction, il est détaché, en 1978, comme conseiller du président de la République de Djibouti. Il est appelé en 1981 au cabinet du secrétaire d'État aux immigrés, M. François Autain, puis auprès de M. Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale. Nommé ensuite adjoint au directeur des Migrations de France, il quitte ces fonctions au printemps 1985 pour être chargé de mission auprès de M. Dufour, ministre de la solidarité, chargé des immigrés.]

NOUVELLES BRÈVES

« Ouverture de négociations » à « Stratégies »

« Stratégies », — Des négociations devraient s'ouvrir, dans l'après-midi du 6 mars, entre les soixante salariés de l'hebdomadaire *Stratégies* et de la lettre quinquidienne *Newsletter* et du mensuel *Création*, en grève depuis le 26 février (le *Monde* du 28 février) et le PDG du groupe éditeur, M. Henri J. Nijdam. Les revendications du personnel portent sur le remplacement de certains postes, la politique salariale et les relations au sein de chacun des services.

M. Christian Blasch, créateur du groupe *Stratégies* et actionnaire minoritaire, a présenté le 5 mars sa démission de membre du comité de direction à M. Nijdam, par solidarité avec les grévistes, dont un des axes de revendication est la réintégration de la direction de la publication de *Stratégies*, licenciée le 24 février. M. Blasch a reçu l'appui des responsables des trente-cinq principales agences de publicité (dont Publicis, RSCG, FCA I, Bélier et Eurocom).

« Un pétrolier chypriote attaqué dans le Golfe. — Le *Wise* a été touché, jeudi 6 mars, par une roquette tirée apparemment par un hélicoptère irakien. L'attaque a fait au moins un mort parmi les membres de l'équipage et un incendie s'est déclaré à bord du bâtiment, qui transportait de l'essence chargée à Bahrein. Le *Wise*, 30 292 tonnes, a été attaqué à l'est de Qatar par 25°45' de latitude nord et 52°43' de longitude est dans la zone où les attaques de pétroliers sont généralement attribuées à l'Irak. — (AFP.)

« Attentat contre des réfugiés afghans au Pakistan. — Trois réfugiés afghans ont été tués et une dizaine d'autres blessés par l'explosion d'une bombe, mercredi 5 mars, dans la ville de Saida, située dans la province frontalière du Nord-Ouest (NWFP) du Pakistan. Aucune arrestation n'a été opérée. — (AFP.)

UNE SÉANCE DU MATIN A LA BOURSE DE PARIS

A partir de ce jeudi 6 mars, la Bourse de Paris cote deux séances du matin (de 9 h 30 à 11 heures) trente valeurs, offrant ainsi une tecondance de la journée. *Le Monde* publie ces cours tous les jours en dernière page dans son édition marquée « dernière édition ». La « dernière édition Bourse » comprend les cours de clôture mais ne reprend pas ceux du matin.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 6 MARS

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	514	578	578
Agence Havas	1127	1127	1131
Air Liquide (L)	422	422	421
Alcatel	422	422	422
Banque Cal	1105	1085	1105
Banque Paribas	1610	1620	1620
Bouygues	3235	3235	3235
B.S.A.	3235	3235	3235
Carrefour	3300	3280	3280
Chemin de Fer	1138	1138	1138
Cheuvreuil	2025	2010	2025
Dunlop	1055	1045	1045
Elf-Aquitaine	218	218	220
Elf-Aquitaine	2100	2120	2120
Elf-Aquitaine	980	1000	980
L. Vuitton S.A.	1000	1000	1000
Michelin	2210	2210	2235
Mid Cal	3010	3050	3050
Midi-Hennessy	2010	2010	2025
Navig. Marit.	795	800	800
Oréal (L)	3035	3035	3035
Paroche-Hard	801	810	810
Pelletier S.A.	885	890	890
Sarens	551	551	551
Sources Pariet	520	524	526
Télécoms	2880	2880	2885
Thomson-C.S.F.	320	318	326
Total France	312	318	322
T.A.T.	2450	2450	2452
Veolia	578	578	584

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS MESURE

A partir de 650 F

COSTUMES MESURE

A partir de 1 950 F

NOUVELLE COLLECTION

3000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

sur mesure

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61.

De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

MINITEL

200 matériels connectables

VIDEOTEX

chez les marchands de journaux et cédex

A JOUR, 10 rue Dufour-Cronier 75002 PARIS

Le numéro de « Monde »

est 6 mars 1986

est 66 516 837 exemplaires

QUEL MICRO CHOISIR ?

300 micros de 650 à 65 000 F

ORDINATEUR INDIVIDUEL

Mars 86 25 F chez votre marchand de journaux

SCIENCE & TECHNIQUE

MACINTOSH PLUS

ESSAI COMPLET

Puissance et gloire!

APPLE à armes égales avec l'IBM-PC-AT.

MARS 86

16 F EN VENTE PARTOUT

VOUS ÊTES AU COURANT ?

LE NOUVEAU CHEQUE DÉJEUNER PASSE À 30 F !!!

30 F ? 30 F !!

C'EST UNE INVITATION À DÉJEUNER ?

chèque déjeuner

DÉCOUVREZ LES NOUVEAUX AVANTAGES DU CHEQUE DÉJEUNER

Documentation gratuite sur simple demande. Faites ça tout ou votre carte de CHEQUE DÉJEUNER. BP 555, 75831 Paris Cedex 17, Tél. (1) 47.66.04.56

Nom : Société :

Adresse :

déjeunez chic, déjeunez chèque.